

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-39	Divers <i>Verschiedenes</i>	Ouverture de la session <i>Eröffnung der Session</i>				
2.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
3.	2025-GC-308	Divers <i>Verschiedenes</i>	Validation du mandat de députée de Catherine Kolly, en remplacement de Jean-Daniel Wicht <i>Validierung des Mandats von Catherine Kolly als Nachfolgerin von Jean-Daniel Wicht</i>				
4.	2025-GC-316	Divers <i>Verschiedenes</i>	Validation du mandat de député de Frédéric Bussard, en remplacement de Bruno Clément <i>Validierung des Mandats von Frédéric Bussard, als Nachfolger von Bruno Clément</i>				
5.	2025-DFIN-37	Budget de l'Etat <i>Staatsvoranschlag</i>	Budget 2026 bis : information sur la situation budgétaire <i>Staatsvoranschlag 2026 bis : Information über die Voranschlagssituation</i>		Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
6.	2023-DFAC-3	Loi Gesetz	Révision totale de la loi du 24 mai 1991 sur les affaires culturelles (LAC) <i>Totalrevision des Gesetzes vom 24. Mai 1991 über die kulturellen Angelegenheiten (KAG)</i>	Entrée en matière, 1 ^{re} lecture <i>Eintreten, 1. Lesung</i>	Antoinette de Weck Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Sylvie Bonvin-Sansonnens Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I

Loi sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC)

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: **480.1**

Modifié(s): –

Abrogé(s): 480.1

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 73 et 79 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub) et son règlement d'exécution du 22 août 2000 (RSub);

Vu le message 2023-DFAC-3 du Conseil d'Etat du 15 avril 2025;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

1 Dispositions générales

Art. 1 **Objet**

¹ La présente loi a pour but d'encourager et de soutenir les activités culturelles et artistiques, de favoriser l'accès et la participation à la culture ainsi que la sauvegarde et la valorisation du patrimoine culturel immatériel.

² Elle définit:

- a) les principes et modalités régissant l'encouragement des activités culturelles;
- b) les missions et responsabilités en la matière ainsi que leur répartition entre les collectivités publiques;

- c) les mécanismes permettant leur coordination stratégique, opérationnelle et financière.

³ Elle garantit un cadre équitable et transparent à l'encouragement public des activités culturelles.

Art. 2 Ambition

¹ Le canton de Fribourg est porteur d'une haute ambition culturelle. Il encourage et valorise la qualité et la diversité culturelles. Il veille à en assurer l'envergure, la force et la pérennité.

² Il tient compte en particulier:

- a) des pratiques culturelles tant professionnelles qu'amateures ainsi que de leur complémentarité;
- b) de l'ancrage territorial des activités culturelles;
- c) du bilinguisme et de la compréhension mutuelle entre les communautés.

³ En veillant au développement du tissu culturel dans les régions, il encourage la circulation et la diffusion de la production culturelle au sein du canton, au niveau suisse et au niveau international.

Art. 3 Champ d'application

¹ La présente loi s'applique notamment aux domaines artistiques suivants: arts de la scène, arts numériques, arts visuels, cinéma et audiovisuel, littérature, musique et activités interdisciplinaires.

² Elle s'applique également aux activités liées à la sauvegarde et la valorisation du patrimoine culturel immatériel.

Art. 4 Définitions

¹ Au sens de la présente loi, on entend par:

- a) activités culturelles, les activités liées à la production culturelle et l'accès à la culture, ponctuelles ou permanentes, amateurs ou professionnelles, ainsi que la sauvegarde et la valorisation du patrimoine culturel immatériel;
- b) production culturelle, le processus permettant la réalisation d'une œuvre culturelle, comprenant en général la recherche, la création, la présentation publique, la médiation et la diffusion;
- c) accès à la culture et participation culturelle, l'ensemble des mesures favorisant la relation de la culture avec le public, comprenant notamment la présentation publique, la sensibilisation, la médiation et la pratique culturelles;

- d) acteur ou actrice culturel, toute personne physique menant des activités culturelles, notamment dans les domaines artistique, technique, administratif, artisanal ou de médiation;
- e) entreprise culturelle, toute organisation active dans le domaine culturel;
- f) institution culturelle, toute entreprise culturelle disposant d'une infrastructure et d'une activité publiques et pérennes;
- g) patrimoine culturel immatériel, l'ensemble varié de formes d'expression culturelles, de traditions et de pratiques, transmises de génération en génération et donnant à une communauté un sentiment d'identité et de continuité;
- h) collectivité publique, une commune, une région culturelle (art. 12 al. 1) ou l'Etat.

2 Encouragement des activités culturelles

Art. 5 Principes

¹ Les activités culturelles relèvent en priorité de l'initiative privée.

² Les collectivités publiques exercent un rôle d'encouragement, de soutien et d'impulsion des activités culturelles, conformément aux missions et responsabilités que la loi leur confie.

³ Dans ce cadre, les collectivités publiques veillent notamment au respect:

- a) de la diversité des activités culturelles;
- b) de la liberté de l'art;
- c) des droits culturels, en particulier l'accès à la culture et la participation culturelle pour tous et toutes;
- d) de la durabilité sociale, économique et environnementale des activités culturelles.

⁴ Les collectivités publiques veillent à la cohérence de leurs actions en matière d'encouragement de la culture, ainsi qu'entre la culture et, en particulier, la formation, la cohésion sociale ou le développement économique et touristique.

⁵ La présente loi ne confère aucun droit à l'obtention d'un soutien.

Art. 6 Modalités de soutien

¹ Les soutiens, qui peuvent être assortis de conditions ou de charges, peuvent prendre les formes suivantes:

- a) aides financières: subventions (y compris garanties de déficit), prix et bourses. Ces contributions peuvent être ponctuelles ou périodiques. Elles peuvent être associées à des missions ou prestations particulières;

- b) achats, commandes, financements d'interventions artistiques sur des infrastructures publiques;
- c) prestations directes et soutiens logistiques;
- d) toute autre forme appropriée.

² Dans l'évaluation des demandes de soutien à des activités culturelles, les collectivités publiques tiennent en particulier compte des principes évoqués à l'article 5 al. 3 ainsi que des critères suivants:

- a) la qualité et la pertinence artistiques et culturelles;
- b) l'impact culturel;
- c) le caractère professionnel et/ou amateur de la pratique considérée;
- d) la viabilité et la durabilité économiques;
- e) le respect de conditions de rémunération et de prévoyance sociale appropriées;
- f) la durabilité environnementale;
- g) l'ancrage dans la vie culturelle du territoire concerné;
- h) le rayonnement culturel;
- i) la nécessité, l'utilité et l'efficacité d'un soutien.

³ L'application de ces principes et critères tient compte de la nature et de l'objectif de l'activité culturelle.

⁴ Lorsqu'elles disposent d'une politique culturelle, les collectivités publiques peuvent recourir à des critères supplémentaires à ceux de l'article 6 al. 2.

⁵ Les modalités et les conditions de soutien sont précisées dans les règlements d'exécution et les directives spécifiques des dispositifs d'encouragement.

Art. 7 Coordination

¹ Les collectivités publiques collaborent afin d'assurer la cohérence, l'efficacité et l'efficience de leur encouragement, en tenant compte de la diversité des régions et des pratiques.

² Pour se coordonner, les collectivités publiques sont organisées en particulier en:

- a) une Conférence culturelle politique fribourgeoise (ci-après: la Conférence culturelle) composée du Conseiller ou de la Conseillère d'Etat en charge de la culture ainsi que d'élus en charge de la culture des régions culturelles et des communes;
- b) un Comité culturel métier fribourgeois (ci-après: le Comité culturel) composé de délégués culturels professionnels des collectivités publiques.

³ Les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Conférence culturelle et du Comité culturel sont précisées dans le règlement d'exécution.

⁴ Les collectivités publiques consultent les milieux culturels en particulier par l'intermédiaire:

- a) d'une plateforme constituée par les faïtières culturelles cantonales reconnues;
- b) d'une rencontre annuelle de la culture, qui réunit des représentants et représentantes des milieux culturels et, sur invitation, d'autres milieux (notamment tourisme, social ou économie).

⁵ La coordination générale est assurée par l'Etat par l'intermédiaire de son service en charge de la culture ¹⁾ (art. 14 al. 2 let. d).

Art. 8 Stratégie culturelle coordonnée

¹ Au début de chaque législature et après consultation des milieux concernés, la Conférence culturelle adopte une stratégie culturelle coordonnée fribourgeoise. Elle en assure le suivi.

² Le Comité culturel prépare les séances de la Conférence culturelle, assure la mise en œuvre de la stratégie et coordonne les mesures prises par les collectivités publiques.

³ Les collectivités publiques se coordonnent pour l'attribution de soutiens aux activités culturelles encouragées de manière conjointe (art. 9 al. 3), en particulier pour s'assurer de la part de financement public nécessaire.

⁴ Une coordination opérationnelle est assurée par les collectivités publiques concernées pour le dépôt et le traitement des demandes de soutien. Les modalités sont fixées dans les dispositions d'exécution.

3 Missions et responsabilités des collectivités publiques

Art. 9 Généralités

¹ La répartition des missions et responsabilités entre les collectivités publiques est régie par les principes suivants:

- a) le périmètre – communal, régional et (supra)cantonal – dans lequel l'activité culturelle se déploie;
- b) le caractère amateur ou professionnel prépondérant des intervenants et intervenantes et des projets;
- c) le rayonnement culturel.

¹⁾ Actuellement: Service de la culture (SeCu).

² Le soutien à des activités liées au patrimoine culturel immatériel peut faire exception à ces principes.

³ En application de ces principes, les activités culturelles peuvent être soutenues:

- a) de manière exclusive par une collectivité publique; ou
- b) de manière conjointe par plusieurs collectivités publiques.

Art. 10 Missions et responsabilités des communes

¹ Les missions et responsabilités suivantes sont en principe du ressort principal des communes:

- a) soutien aux activités culturelles amateurs locales;
- b) soutien aux institutions culturelles locales;
- c) soutien à l'accès et à la participation culturelle professionnelle d'importance locale.

² Pour accomplir des missions d'intérêt mutuel et régional, elles sont encouragées à se constituer en régions culturelles en tenant compte des structures existantes, avec l'appui des préfets et préfètes et en collaboration avec le service de l'Etat en charge de la culture ²⁾.

³ La commune-centre (art. 12 al. 3) peut assumer seule des missions et des responsabilités au profit de l'ensemble de la région (art. 12) en concertation avec les autres communes.

Art. 11 Missions et responsabilités des régions culturelles

¹ Les missions et responsabilités mutualisées suivantes sont du ressort principal des régions culturelles:

- a) soutien aux activités culturelles amateurs d'importance régionale;
- b) soutien aux institutions culturelles régionales;
- c) soutien à l'accès et à la participation culturelle professionnelle d'importance régionale;
- d) soutien à l'émergence artistique.

² Les communes d'une même région peuvent définir ensemble d'autres missions et responsabilités mutualisées.

³ Les communes d'une même région établissent et actualisent périodiquement dans un catalogue d'encouragement les missions et responsabilités qu'elles mutualisent ainsi que les activités d'encouragement qui en découlent.

²⁾ Actuellement: le Service de la culture (SeCu).

Art. 12 Organisation des régions culturelles

¹ Une région culturelle est une association de communes, au sens des articles 109ss de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes ³⁾, qui ont un intérêt commun du point de vue des activités culturelles et de leurs publics.

² Sa constitution, son organisation et son fonctionnement répondent aux critères cumulatifs suivants:

- a) correspondre à un bassin cohérent et significatif de population;
- b) être constituée de communes qui contribuent ensemble solidairement au financement de son fonctionnement et de son catalogue d'encouragement;
- c) disposer d'une gouvernance politique et budgétaire;
- d) disposer d'une stratégie culturelle et d'objectifs mutualisés;
- e) participer à l'élaboration et au développement de la stratégie culturelle coordonnée prévue à l'article 8;
- f) disposer d'une commission culturelle représentative permanente pour l'attribution des soutiens;
- g) disposer d'une capacité opérationnelle et financière permanente pour remplir les missions et responsabilités mutualisées.

³ En principe, elle comprend au moins une commune-centre.

⁴ En principe, une même commune est rattachée à une seule région culturelle.

Art. 13 Ressources des régions culturelles

¹ Les ressources des régions culturelles proviennent:

- a) des contributions des communes membres;
- b) jusqu'au 31 décembre 2030 (art. 14 al. 3 let. a), des contributions financières et en prestation de l'Etat pour leur création;
- c) des contributions logistiques de l'Etat pour leur fonctionnement ordinaire ainsi que des contributions de l'Etat pour le financement de leur catalogue d'encouragement (art. 12 al. 3 let. b et c);
- d) de toute autre source de financement.

Art. 14 Missions et responsabilités de l'Etat

¹ La responsabilité de l'Etat dans la gestion de ses institutions culturelles et la création de nouvelles institutions cantonales est régie par une loi spéciale.

² Les missions et responsabilités suivantes sont du ressort principal de l'Etat:

³⁾ RSF [140.1](#)

- a) soutien à la production culturelle professionnelle;
- b) soutien à des activités culturelles d'envergure cantonale;
- c) soutien à des programmes d'encouragement d'envergure cantonale en lien avec notamment la formation, la cohésion sociale, la promotion économique et le tourisme (art. 5 al. 4), et en particulier la médiation culturelle scolaire;
- d) encouragement de la coopération culturelle sur les plans cantonal, inter-cantonal, national et international et soutien à la circulation des œuvres culturelles professionnelles et à leur diffusion dans et hors du canton;
- e) collaboration avec les autres cantons et la Confédération, notamment dans le cadre de dispositifs mutualisés de soutien ou d'institutions communes.

³ Les missions et responsabilités de l'Etat vis-à-vis des régions culturelles sont les suivantes:

- a) contribution temporaire à la création des régions culturelles (art. 13 al. 1 let. b);
- b) contribution logistique et financière à l'encouragement des activités culturelles régionales sur la base de leur catalogue d'encouragement (art. 11 al. 3) et selon des critères établis dans le règlement d'exécution;
- c) soutien logistique au fonctionnement des régions culturelles.

Art. 15 Ressources de l'Etat

¹ Les ressources de l'Etat proviennent:

- a) des montants annuels prévus pour les activités culturelles au budget de l'Etat;
- b) du Fonds cantonal de la culture;
- c) de toute autre source de financement.

Art. 16 Protection des données

¹ Les organes d'exécution de la présente loi sont habilités à traiter les données personnelles nécessaires à la gestion des demandes de soutien et aux échanges avec les requérants et requérantes.

² L'étendue des données ainsi que les modalités de traitement sont fixées dans les dispositions d'exécution.

4 Compétences au sein de l'Etat

Art. 17 Compétences du Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat exerce les attributions suivantes:

- a) il définit la politique générale d'encouragement par l'Etat des activités culturelles;
- b) il arrête l'organisation et le fonctionnement de la Commission culturelle de l'Etat (ci-après: la Commission), dont il nomme les membres;
- c) il édicte les dispositions nécessaires;
- d) il décide des soutiens que le règlement place dans sa compétence;
- e) il arrête l'organisation et le fonctionnement de la Conférence culturelle et du Comité culturel (art. 7).

Art. 18 Etat – Compétences de la Direction

¹ La Direction en charge de la culture ⁴⁾ (ci-après: la Direction) exerce les attributions suivantes:

- a) elle traite, au sein de l'Etat, de l'ensemble des questions qui relèvent de l'encouragement des activités culturelles;
- b) elle met en œuvre la politique générale d'encouragement des activités culturelles;
- c) elle décide des soutiens que le règlement place dans sa compétence;
- d) elle peut instituer des jurys pour apprécier des prestations particulières.

² Elle peut déléguer ses compétences, en particulier décisionnelle, pour des objets particuliers au service en charge de la culture ⁵⁾.

Art. 19 Compétences de la Commission culturelle de l'Etat

¹ La Commission est un organe consultatif du Conseil d'Etat rattaché administrativement à la Direction.

² Elle représente, avec des points de vue d'experts et d'expertes ainsi que de citoyens et citoyennes, la diversité culturelle, artistique et sociétale du canton.

³ Elle est consultée sur les sujets suivants:

- a) le projet de programme gouvernemental dans le domaine de la promotion des activités culturelles;
- b) le projet de budget relatif à l'encouragement des activités culturelles;
- c) les projets de lois, de règlements et de directives relatifs aux activités culturelles;
- d) l'attribution des soutiens, sous réserve de cas particuliers prévus dans le règlement d'exécution;

⁴⁾ Actuellement: la Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC).

⁵⁾ Actuellement: le Service de la culture (SeCu).

e) toute question relative à la culture qui relève de la présente loi et dont le Conseil d'Etat ou la Direction la saisit.

⁴ La Commission, de sa propre initiative, peut adresser à la Direction ou au Conseil d'Etat des propositions relatives à l'objet de la présente loi.

5 Révocation, restitution et voies de droit

Art. 20 Révocation et restitution des soutiens

¹ L'organe qui a pris la décision d'un soutien la révoque, réduit le montant octroyé et/ou en exige la restitution totale ou partielle:

- a) lorsque le soutien octroyé à l'activité n'est pas utilisé conformément à son affectation ou ne l'est que partiellement;
- b) lorsque le ou la bénéficiaire, après avoir été mis en demeure, n'accomplit pas ou accomplit incorrectement l'activité soutenue; ou
- c) lorsque le soutien a été indûment promis ou versé, que ce soit en violation du droit ou sur la base d'un état de fait inexact ou incomplet.

² L'autorité compétente renonce à la révocation de la décision ou à la réduction du montant portant sur un soutien indûment promis ou versé:

- a) si le ou la bénéficiaire a pris, vu la décision, des mesures qui ne sauraient être annulées sans entraîner des pertes financières difficilement supportables;
- b) s'il apparaît qu'il lui était difficile de déceler la violation du droit; ou
- c) si la constatation inexacte ou incomplète des faits ne lui est pas imputable.

³ En cas de rigueur excessive, l'autorité compétente peut renoncer en tout ou partie à la restitution du soutien.

Art. 21 Voies de droit

¹ La décision relative à l'attribution ou à la révocation d'un soutien peut faire l'objet d'une réclamation auprès de l'organe qui a pris la décision.

² La décision sur réclamation est sujette à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

L'acte RSF [480.1](#) (Loi sur les affaires culturelles (LAC), du 24.05.1991) est abrogé.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Gesetz über die Förderung kultureller Aktivitäten (FKAG)

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: **480.1**

Geändert: –

Aufgehoben: 480.1

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 73 und 79 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf das Subventionsgesetz vom 17. November 1999 (SubG) und sein Ausführungsreglement vom 22. August 2000 (SubR);

nach Einsicht in die Botschaft 2023-DFAC-3 des Staatsrats vom 15. April 2025;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

1 Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand

¹ Ziel dieses Gesetzes ist es, kulturelle und künstlerische Aktivitäten zu fördern und zu unterstützen, den Zugang zur Kultur und die Teilhabe daran zu fördern und die Erhaltung und Aufwertung des immateriellen Kulturerbes aufzuwerten.

² Es legt Folgendes fest:

- a) die Grundsätze und Modalitäten für die Förderung kultureller Aktivitäten;

- b) die diesbezüglichen Aufgaben und Zuständigkeiten sowie deren Aufteilung unter den öffentlichen Körperschaften;
- c) die Mechanismen für ihre strategische, operative und finanzielle Koordination.

³ Es gewährleistet einen fairen und transparenten Rahmen für die öffentliche Förderung kultureller Aktivitäten.

Art. 2 Ziele

¹ Der Kanton Freiburg hat eine hohe kulturelle Ambition. Er fördert und schätzt die kulturelle Qualität und Vielfalt. Er sorgt für deren Tragweite, Stärke und Nachhaltigkeit.

² Er berücksichtigt insbesondere:

- a) die kulturelle Praxis sowohl im professionellen als auch im Amateurbereich und ihre Komplementarität;
- b) die territoriale Verankerung kultureller Aktivitäten;
- c) die Zweisprachigkeit und das gegenseitige Verständnis zwischen den Gemeinschaften.

³ Er sorgt für die Entwicklung des kulturellen Gefüges in den Regionen und fördert damit die Zirkulation und Verbreitung der Kulturproduktion im Kanton und auf schweizerischer und internationaler Ebene.

Art. 3 Geltungsbereich

¹ Dieses Gesetz gilt insbesondere für folgende künstlerische Bereiche: Bühnenkunst, digitale Kunst, bildende Kunst, Film und audiovisuelle Künste, Literatur, Musik und interdisziplinäre Aktivitäten.

² Es gilt auch für Aktivitäten im Zusammenhang mit der Erhaltung und Aufwertung des immateriellen Kulturerbes.

Art. 4 Begriffsbestimmungen

¹ In diesem Gesetz bedeuten:

- a) Kulturelle Aktivitäten: einmalige oder dauerhafte, von Amateurschaffenden oder professionellen Kulturschaffenden ausgeübte Tätigkeiten im Zusammenhang mit Kulturproduktion und Zugang zur Kultur sowie Erhaltung und Aufwertung des immateriellen Kulturerbes;
- b) Kulturproduktion: Prozess zur Realisierung eines kulturellen Werks, der insbesondere die Recherche, das kreative Schaffen, die öffentliche Präsentation, die Vermittlung und die Verbreitung umfasst;

- c) Zugang zur Kultur und kulturelle Teilhabe: alle Massnahmen zur Förderung des Verhältnisses zwischen Kultur und Öffentlichkeit, die namentlich die öffentliche Präsentation, die Sensibilisierung, Vermittlung und Praxis der Kultur umfasst;
- d) Kulturakteurin oder Kulturakteur: jede natürliche Person, die kulturelle Aktivitäten durchführt, insbesondere in den Bereichen Kunst, Technik, Verwaltung, Handwerk oder Vermittlung;
- e) Kulturunternehmen: jede Organisation, die im kulturellen Bereich tätig ist;
- f) Kulturinstitution: jedes Kulturunternehmen, das über eine öffentliche und dauerhafte Infrastruktur und Tätigkeit verfügt;
- g) immaterielles Kulturerbe: die vielfältige Gesamtheit der kulturellen Ausdrucksformen, Traditionen und Praktiken, die über Generationen weitergegeben werden und einer Gemeinschaft ein Gefühl der Identität und der Kontinuität vermitteln;
- h) öffentliche Körperschaft: eine Gemeinde, eine Kulturregion (Art. 12 Abs. 1) oder der Staat.

2 Grundsätze für die Förderung kultureller Aktivitäten

Art. 5 Grundsätze

¹ Kulturelle Aktivitäten beruhen in erster Linie auf privater Initiative.

² Die öffentlichen Körperschaften üben im Rahmen ihrer gesetzlich verankerten Aufgaben und Zuständigkeiten eine fördernde, unterstützende und stimulierende Rolle aus.

³ Dabei achten die öffentlichen Körperschaften insbesondere auf die Einhaltung folgender Grundsätze:

- a) die Vielfalt kultureller Aktivitäten;
- b) die künstlerische Freiheit;
- c) kulturelle Rechte, insbesondere der Zugang zu Kultur und die kulturelle Teilhabe für alle;
- d) die soziale, wirtschaftliche und ökologische Nachhaltigkeit kultureller Aktivitäten.

⁴ Die öffentlichen Körperschaften sorgen für die Kohärenz ihrer Handlungen im Bereich der Kulturförderung sowie zwischen der Kultur und insbesondere der Bildung, dem sozialen Zusammenhalt oder der wirtschaftlichen und touristischen Entwicklung.

⁵ Dieses Gesetz verleiht keinen Anspruch auf Unterstützung.

Art. 6 Formen der Unterstützung

¹ Die Unterstützung, die an Bedingungen oder Auflagen geknüpft sein kann, kann in folgender Form erfolgen:

- a) Finanzhilfen: Subventionen (einschliesslich Defizitgarantien), Preise und Stipendien. Diese Beiträge können einmalig oder periodisch sein. Sie können an besondere Aufgaben oder Leistungen geknüpft sein;
- b) Ankäufe, Aufträge, Finanzierung von künstlerischen Interventionen an öffentlichen Infrastrukturen;
- c) direkte Leistungen und logistische Unterstützung;
- d) jede andere geeignete Form der Unterstützung.

² Bei der Beurteilung von Gesuchen um Unterstützung für kulturelle Aktivitäten berücksichtigen die öffentlichen Körperschaften insbesondere die Grundsätze nach Artikel 5 Abs. 3 und die folgenden Kriterien:

- a) die kulturelle und künstlerische Qualität und Relevanz;
- b) die kulturelle Wirkung;
- c) der professionelle und/oder Amateurstatus der betreffenden Praxis;
- d) die wirtschaftliche Tragfähigkeit und Nachhaltigkeit;
- e) die Einhaltung angemessener Lohn- und Vorsorgebedingungen;
- f) die ökologische Nachhaltigkeit;
- g) die Verankerung im kulturellen Leben des betreffenden Gebiets;
- h) die kulturelle Ausstrahlung;
- i) die Notwendigkeit, Zweckmässigkeit und Wirksamkeit einer Unterstützung.

³ Bei der Anwendung dieser Grundsätze und Kriterien wird der Art und dem Zweck der kulturellen Tätigkeit Rechnung getragen

⁴ Wenn sie über eine Kulturpolitik verfügen, können öffentliche Körperschaften auf Kriterien zurückgreifen, die über die Kriterien nach Artikel 6 Abs. 2 hinausgehen.

⁵ Die Modalitäten und Bedingungen für die Förderung werden in den Ausführungsbestimmungen und den spezifischen Richtlinien für die Förderinstrumente festgelegt.

Art. 7 Koordination

¹ Die öffentlichen Körperschaften arbeiten zusammen, um die Kohärenz, Wirksamkeit und Effizienz ihrer Fördermassnahmen zu gewährleisten, und berücksichtigen dabei die Vielfalt der Regionen und Praktiken.

² Um sich zu koordinieren, organisieren sich die öffentlichen Körperschaften insbesondere in:

- a) einer politischen Kulturkonferenz des Kantons Freiburg (Kulturkonferenz), die sich aus der für die Kultur zuständigen Staatsrätin oder dem für die Kultur zuständigen Staatsrat und aus gewählten, für die Kultur zuständigen Vertreterinnen und Vertretern der Kulturregionen und Gemeinden zusammensetzt;
- b) einem Freiburger Kulturausschuss (Kulturausschuss), der sich aus professionellen Kulturbeauftragten der öffentlichen Körperschaften zusammensetzt.

³ Die Einzelheiten der Organisation und der Arbeitsweise der Kulturkonferenz und des Kulturausschusses werden im Ausführungsreglement festgelegt.

⁴ Die öffentlichen Körperschaften konsultieren die kulturellen Kreise insbesondere über:

- a) eine Plattform der anerkannten kantonalen Kulturdachverbände;
- b) ein jährliches Kulturtreffens, bei dem Vertreterinnen und Vertreter aus dem Kulturbereich und auf Einladung auch aus anderen Bereichen (insbesondere Tourismus, Soziales oder Wirtschaft) zusammenkommen.

⁵ Die allgemeine Koordination wird vom Staat über sein für die Kultur zuständiges Amt sichergestellt ¹⁾ (Art. 14 Abs. 2 Bst. d).

Art. 8 Koordinierte Kulturstrategie

¹ Zu Beginn jeder Legislaturperiode verabschiedet die Kulturkonferenz nach Anhörung der betroffenen Kreise die koordinierte Kulturstrategie des Kantons Freiburg und führt anschliessend die Folgemaassnahmen durch.

² Der Kulturausschuss bereitet die Sitzungen der Kulturkonferenz vor, sorgt für die Umsetzung der Strategie und koordiniert die Massnahmen der öffentlichen Körperschaften.

³ Die öffentlichen Körperschaften koordinieren sich bei der Vergabe von Finanzhilfen für gemeinsam geförderte kulturelle Aktivitäten (Art. 9 Abs. 3), insbesondere um sicherzustellen, dass der erforderliche Anteil an öffentlicher Finanzierung bereitgestellt wird.

⁴ Die betroffenen öffentlichen Körperschaften stellen eine operative Koordination der Einreichung und Bearbeitung von Unterstützungsgesuchen sicher. Die Einzelheiten werden in den Ausführungsbestimmungen festgelegt.

¹⁾ Heute: Amt für Kultur (KA).

3 Aufgaben und Zuständigkeiten der öffentlichen Körperschaften

Art. 9 Allgemeines

¹ Die Aufgaben und Zuständigkeiten werden nach folgenden Grundsätzen zwischen den öffentlichen Körperschaften aufgeteilt:

- a) der – kommunale, regionale und (über-)kantonale – Perimeter, in dem die kulturelle Aktivität stattfindet;
- b) der überwiegende Amateur- bzw. professionelle Charakter der Beteiligten und der Projekte;
- c) die kulturelle Ausstrahlung.

² Die Unterstützung von Tätigkeiten im Zusammenhang mit dem immateriellen Kulturerbe kann von diesen Grundsätzen ausgenommen werden.

³ Gestützt auf diese Grundsätze können kulturelle Aktivitäten wie folgt gefördert werden:

- a) ausschliesslich von einer öffentlichen Körperschaft; oder
- b) von mehreren öffentlichen Körperschaften gemeinsam.

Art. 10 Aufgaben und Zuständigkeiten der Gemeinden

¹ Folgende Aufgaben und Zuständigkeiten liegen grundsätzlich in der Verantwortung der Gemeinden:

- a) Unterstützung lokaler kultureller Aktivitäten im Amateurbereich;
- b) Unterstützung der lokalen Kulturinstitutionen;
- c) Förderung des Zugangs zur Kultur und der kulturellen Teilhabe im professionellen Bereich von lokaler Bedeutung.

² Um Aufgaben von gegenseitigem und regionalem Interesse zu erfüllen, werden sie ermuntert, sich – unter Berücksichtigung der bestehenden Strukturen – mit Unterstützung der Oberamtspersonen und in Zusammenarbeit mit dem für die Kultur zuständigen Amt des Staates ²⁾ als Kulturregionen zu konstituieren.

³ Die Zentrumsgemeinde (Art. 12 Abs. 3) kann in Absprache mit den anderen Gemeinden Zuständigkeiten und Aufgaben zugunsten der gesamten Region (Art. 12) allein übernehmen.

Art. 11 Aufgaben und Zuständigkeiten von Kulturregionen

¹ Folgende gemeinsame Aufgaben und Zuständigkeiten liegen grundsätzlich in der Verantwortung der Kulturregionen:

²⁾ Heute: Amt für Kultur (KA).

- a) Unterstützung kultureller Aktivitäten im Amateurbereich von regionaler Bedeutung;
- b) Unterstützung der regionalen Kulturinstitutionen;
- c) Förderung des Zugangs zur Kultur und der kulturellen Teilhabe im professionellen Bereich von regionaler Bedeutung;
- d) Unterstützung des künstlerischen Nachwuchses.

² Die Gemeinden einer Region können zusammen andere gemeinsame Aufgaben und Zuständigkeiten festlegen.

³ Die Gemeinden einer Region erstellen und aktualisieren periodisch in einem Förderkatalog die Aufgaben und Zuständigkeiten, die sie gemeinsam wahrnehmen, sowie die sich daraus ergebenden Förderaktivitäten.

Art. 12 Organisation der Kulturregionen

¹ Eine Kulturregion ist ein Gemeindeverband im Sinne der Artikel 109 ff. des Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden ³⁾, die in Sachen kultureller Aktivitäten und ihrer Zielgruppen ein gemeinsames Interesse haben.

² Eine Kulturregion erfüllt von ihrem Aufbau, ihrer Organisation und ihrer Funktionsweise her die folgenden kumulativen Kriterien:

- a) Sie weist ein zusammenhängendes und bedeutendes Einzugsgebiet auf.
- b) Sie besteht aus Gemeinden, die gemeinsam zur Finanzierung ihres Betriebs und ihres Förderkatalogs beitragen.
- c) Sie verfügt über eine politische und budgetpolitische Steuerung (Governance).
- d) Sie verfolgt eine gemeinsame Kulturstrategie und gemeinsame Ziele.
- e) Sie beteiligt sich an der Ausarbeitung und Weiterentwicklung der koordinierten Kulturstrategie nach Artikel 8.
- f) Sie verfügt über eine ständige repräsentative Kulturkommission für die Vergabe von Fördermitteln.
- g) Sie besitzt ständige operative und finanzielle Kapazitäten für die Erfüllung gemeinsamer Aufgaben und Zuständigkeiten.

³ In der Regel umfasst sie mindestens eine Zentrumsgemeinde.

⁴ Eine Gemeinde wird in der Regel einer einzigen Kulturregion zugeordnet.

Art. 13 Ressourcen der Kulturregionen

¹ Die Ressourcen der Kulturregionen stammen:

³⁾ SGF [140.1](#)

- a) aus den Beiträgen der Mitgliedsgemeinden;
- b) bis zum 31. Dezember 2030 (Art. 14 Abs. 3 Bst. a) aus Beiträgen des Staates zur Finanzierung ihrer Konstituierung;
- c) aus logistischen Beiträgen des Staates an ihren laufenden Betrieb sowie an die Finanzierung ihres Förderkatalogs (Art. 12 Abs. 3 Bst. b-c);
- d) aus jeglicher anderen Finanzierungsquelle.

Art. 14 Aufgaben und Zuständigkeiten des Staates

¹ Die Verantwortung des Staates für die Verwaltung seiner Kulturinstitutionen und die Schaffung neuer kantonaler Institutionen wird durch ein besonderes Gesetz geregelt.

² Folgende Aufgaben und Zuständigkeiten liegen grundsätzlich in der Verantwortung des Staates:

- a) Unterstützung der professionellen Kulturproduktion;
- b) Unterstützung kultureller Aktivitäten von kantonaler Bedeutung;
- c) Unterstützung von Förderprogrammen von kantonaler Tragweite, die namentlich mit der Bildung, dem sozialen Zusammenhalt, der Wirtschaftsförderung und dem Tourismus (Art. 5 Abs. 4) und insbesondere der schulischen Kulturvermittlung in Verbindung stehen;
- d) Förderung der kulturellen Zusammenarbeit auf kantonaler, interkantonaler, nationaler und internationaler Ebene und Unterstützung der Zirkulation professioneller kultureller Werke und ihrer Verbreitung inner- und ausserhalb des Kantons;
- e) Zusammenarbeit mit anderen Kantonen und dem Bund, insbesondere im Rahmen von gemeinsamen Förderinstrumenten oder gemeinsamen Institutionen.

³ Gegenüber den Kulturregionen hat der Staat folgende Aufgaben und Zuständigkeiten:

- a) befristeter Beitrag für die Konstituierung von Kulturregionen (Art. 13 Abs. 1 Bst. b);
- b) logistischer und finanzieller Beitrag zur Förderung regionaler kultureller Aktivitäten auf der Grundlage ihres Förderkatalogs (Art. 11 Abs. 3) und nach Kriterien, die im Ausführungsreglement festgelegt werden;
- c) logistische Unterstützung für die Arbeit der Kulturregionen.

Art. 15 Ressourcen des Staates

¹ Die Ressourcen des Staates stammen aus:

- a) den jährlichen Beträgen, die für kulturelle Aktivitäten im Staatsvoranschlag vorgesehen sind;
- b) dem kantonalen Kulturfonds;
- c) jeglicher anderen Finanzierungsquelle.

Art. 16 Datenschutz

¹ Die Vollzugsorgane dieses Gesetzes sind berechtigt, Personendaten zu bearbeiten, die für die Verwaltung der Unterstützungsgesuche und für den Austausch mit den Gesuchstellerinnen und Gesuchstellern notwendig sind.

² Der Umfang der Daten sowie die Art und Weise der Bearbeitung werden in den Ausführungsbestimmungen festgelegt.

4 Befugnisse innerhalb des Staates

Art. 17 Befugnisse des Staatsrats

¹ Der Staatsrat übt die folgenden Befugnisse aus:

- a) Er legt die allgemeine Politik der staatlichen Förderung kultureller Aktivitäten fest.
- b) Er beschliesst die Organisation und Arbeitsweise der Kulturkommission des Staates (Kulturkommission) und ernennt deren Mitglieder.
- c) Er erlässt die erforderlichen Ausführungsbestimmungen.
- d) Er entscheidet über die Unterstützungsmassnahmen, die das Reglement in seine Zuständigkeit überträgt.
- e) Er bestimmt die Organisation und die Arbeitsweise der Kulturkonferenz und des Kulturausschusses (Art. 7).

Art. 18 Befugnisse der Direktion

¹ Die für die Kultur zuständige Direktion ⁴⁾ (die Direktion) übt die folgenden Befugnisse aus:

- a) Sie befasst sich im Rahmen des Staates mit allen Fragen, die in den Bereich der Förderung kultureller Aktivitäten fallen.
- b) Sie setzt die allgemeine Politik zur Förderung kultureller Aktivitäten um.
- c) Sie entscheidet über die Unterstützungsmassnahmen, die das Reglement in ihre Zuständigkeit überträgt.
- d) Sie kann Jurys einsetzen, um besondere Leistungen zu bewerten.

⁴⁾ Heute: die Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten (BKAD).

² Sie kann ihre Zuständigkeit, insbesondere die Entscheidungskompetenz, für einzelne Themen an das für die Kultur zuständige Amt ⁵⁾ delegieren.

Art. 19 Befugnisse der Kulturkommission des Staates

¹ Die Kulturkommission ist ein beratendes Organ des Staatsrats, das administrativ der Direktion zugewiesen ist.

² Sie repräsentiert mit den Sichtweisen von Expertinnen und Experten und von Bürgerinnen und Bürgern die kulturelle, künstlerische und gesellschaftliche Vielfalt des Kantons.

³ Sie wird zu folgenden Themen angehört:

- a) Entwurf des Regierungsprogramms im Bereich der Förderung kultureller Aktivitäten;
- b) Entwurf des Voranschlags für die Förderung kultureller Aktivitäten;
- c) Entwürfe für Gesetze, Reglemente und Richtlinien über die kulturellen Aktivitäten;
- d) Vergabe von Finanzhilfen vorbehaltlich der im Ausführungsreglement vorgesehenen Sonderfälle;
- e) alle Fragen im Zusammenhang mit der Kultur, die unter dieses Gesetz fallen und mit denen sie vom Staatsrat oder der Direktion befasst wird.

⁴ Die Kommission kann von sich aus der Direktion oder dem Staatsrat Vorschläge zu den Gegenständen dieses Gesetzes unterbreiten.

5 Widerruf, Rückforderung und Rechtsmittel

Art. 20 Widerruf und Rückforderung von Unterstützungen

¹ Die Instanz, die den Entscheid über eine Unterstützung getroffen hat, widerruft diesen, kürzt den gewährten Betrag und/oder fordert die vollständige oder teilweise Rückerstattung, wenn:

- a) die für die Aktivität gewährte Unterstützung nicht oder nur teilweise entsprechend ihrer Zweckbestimmung verwendet wird;
- b) die Empfängerin oder der Empfänger die unterstützte Aktivität nach einer Verwarnung nicht oder mangelhaft ausführt; oder
- c) die Unterstützung unrechtmässig zugesprochen oder ausgezahlt wurde, sei es unter Verletzung des Rechts oder auf der Grundlage eines unrichtigen oder unvollständigen Sachverhalts.

⁵⁾ Heute: Amt für Kultur (KA).

² Die zuständige Behörde verzichtet auf den Widerruf ihres Entscheids oder auf die Kürzung des von ihr unrechtmässig zugesicherten oder ausgerichteten Unterstützungsbetrags, wenn:

- a) die Empfängerin oder der Empfänger aufgrund des Entscheids Massnahmen getroffen hat, die nicht ohne kaum zumutbare finanzielle Einbussen rückgängig gemacht werden können;
- b) sich herausstellt, dass die Rechtsverletzung für die Empfängerin oder den Empfänger schwer erkennbar war; oder
- c) die unrichtige oder unvollständige Feststellung des Sachverhalts nicht auf schuldhaftes Handeln der Empfängerin oder des Empfängers zurückzuführen ist.

³ In Härtefällen kann die zuständige Behörde ganz oder teilweise auf die Rückforderung der Unterstützung verzichten.

Art. 21 Rechtsmittel

¹ Gegen den Entscheid über die Gewährung oder den Widerruf einer Unterstützung kann bei der Instanz, die ihn getroffen hat, Einsprache erhoben werden.

² Der Einspracheentscheid kann mit Beschwerde nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege angefochten werden.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Der Erlass SGF [480.1](#) (Gesetz über die kulturellen Angelegenheiten (KAG), vom 24.05.1991) wird aufgehoben.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.



Message 2023-DFAC-3

15 avril 2025

Révision totale de la loi du 24 mai 1991 sur les affaires culturelles (LAC)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de révision totale de la loi sur les affaires culturelles.

Ce document donne suite à la :

Motion 2022-GC-65	Révision totale de la Loi sur les affaires culturelles (LAC)
Auteur :	Laurent Dietrich

Table des matières

1	Introduction	3
1.1	Nécessité d'une révision de la législation sur les activités culturelles	3
1.2	Investir dans la culture	3
2	Contexte et enjeux	4
2.1	Contenu de l'avant-projet	4
2.2	Procédure	4
2.2.1	Pilotage et groupe de travail	4
2.2.2	Processus participatif	4
2.2.3	Consultation sur l'avant-projet	4
2.3	Principaux résultats de la procédure de consultation	5
2.3.1	Généralités	5
2.3.2	Pratiques culturelles professionnelles et amateurs	5
2.3.3	Collectivités publiques et répartition des missions	5
2.3.4	Stratégie culturelle coordonnée	6
2.3.5	Partenaires parapublics, semi-privés et privés	6
2.3.6	Budget alloué à la culture	7
2.3.7	Patrimoine culturel immatériel	7
3	Présentation détaillée du projet	7
4	Commentaire des articles du projet de loi	8
5	Incidences du projet de loi	21

5.1	Conséquences financières et en personnel	21
5.1.1	Scénario financier A	22
5.1.2	Scénario financier B	22
5.2	Effets sur le développement durable	22
5.3	Conséquences sur l'organisation permanente et les autres projets cantonaux	22
5.4	Effets sur la répartition des tâches Etat-communes	22
5.5	La constitutionnalité, la conformité au droit fédéral et l'eurocompatibilité du projet	22
5.6	Suite définitive à des interventions parlementaires	22
5.7	Soumission aux référendums législatif et financier	22
6	Conclusion	23

1 Introduction

1.1 Nécessité d'une révision de la législation sur les activités culturelles

Depuis 1991, la loi du 24 mai 1991 sur les affaires culturelles (LAC) (RSF 480.1), la première loi cantonale en la matière, sert de cadre général à toutes les collectivités publiques pour accompagner le développement de la scène et des pratiques culturelles fribourgeoises tant professionnelles qu'amateurs. En trente ans, cette scène formée d'acteurs et d'actrices culturels, d'institutions et d'associations s'est développée dans toutes les régions du canton. Elle a trouvé une place entre les plus grands centres urbains suisses et fait le pont entre deux régions linguistiques ; elle attire des publics dans le canton et fait rayonner Fribourg bien au-delà de ses frontières.

Depuis plusieurs années, le secteur culturel fait face à de nouveaux défis et les collectivités doivent composer avec différents facteurs dans leur encouragement de la culture : des changements de modes de production culturelle amateur et professionnelle, des attentes et fonctions nouvelles attribuées à la culture (attractivité territoriale, cohésion sociale, transversalité des politiques publiques, etc.), l'urbanisation croissante avec des pratiques culturelles qui se modifient, la mobilité des publics dans leur usage des structures culturelles, l'élargissement des réseaux de collaboration à l'échelle intercantonale voire internationale, ou encore plusieurs fragilités structurelles que la crise du COVID a mises en lumière. De plus, il est nécessaire de reconnaître la contribution significative que la culture peut apporter au développement économique : en effet, l'écosystème culturel fribourgeois est aujourd'hui un secteur économique et un facteur d'attractivité pour le canton, qui présente un potentiel de développement (tourisme, économie créative, innovation, etc.) que les collectivités publiques encouragent en complément de l'initiative privée.

Si les principes de subsidiarité et de proximité établis dans la loi de 1991 restent appropriés, l'imbrication actuelle de l'encouragement entre les niveaux (Etat, communes, ententes intercommunales existantes) s'avère parfois peu performante pour répondre avec agilité aux enjeux culturels et sociétaux actuels et à venir. Le besoin d'une meilleure collaboration se fait fortement sentir. Tant du côté des collectivités publiques que du terrain, une volonté de revoir le cadre légal s'est exprimée ces dernières années, en particulier le 25 mars 2022 à travers une motion (2022-GC-65) déposée par Laurent Dietrich, président du Club Culture du Grand Conseil. Cette motion proposait de démarrer une réflexion de fond afin de doter le canton de Fribourg d'un appareil légal tenant compte des besoins, des mouvances actuelles et de l'évolution artistique et technologique. Dans la ligne de sa stratégie culturelle de 2017 réactualisée depuis, le Conseil d'Etat s'est prononcé en faveur de la motion, qui a été adoptée par le Grand Conseil en septembre 2022 à une quasi-unanimité. Cette révision totale de la LAC (qui comporte également une révision de la loi sur les institutions culturelles de l'Etat) constitue un projet législatif majeur de la législature 2022-26.

1.2 Investir dans la culture

Le programme gouvernemental du Conseil d'Etat 2022-26 rappelle que « tout un chacun doit avoir accès à la culture », qui « est au profit du bien-être et de la cohésion sociale ». Les collectivités publiques fribourgeoises investissent dans le secteur culturel. Or, la LAC, qui encadre cet investissement public, ne répondait plus assez efficacement aux enjeux artistiques et culturels, d'accès et de participation, ainsi que de durabilité sociale, économique et environnementale auxquels sont confrontés les acteurs et actrices, les projets et les institutions culturels. Le Conseil d'Etat a vu dans cette révision législative l'opportunité de répondre à ces enjeux et de mieux porter une ambition culturelle fribourgeoise en identifiant les moyens légaux, stratégiques, structurels et financiers adéquats. Pour ce faire, le dialogue et la coordination entre les collectivités publiques et avec les milieux culturels doivent se renforcer. Ainsi, la culture pourra continuer à contribuer au lien social, à l'esprit critique, au développement économique et touristique, ou encore au rayonnement si bénéfique au canton de Fribourg.

2 Contexte et enjeux

2.1 Contenu de l'avant-projet

L'avant-projet de loi sur l'encouragement des activités culturelles correspondait largement au présent projet, dont les grandes lignes sont décrites au chapitre 3.

2.2 Procédure

2.2.1 Pilotage et groupe de travail

Les travaux ont été menés par la Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC) à travers un comité de pilotage. La conduite opérationnelle a été confiée à un groupe de travail du Service de la culture.

2.2.2 Processus participatif

Le processus de révision de la loi a permis d'aborder la culture dans son ensemble, en tenant compte des enjeux actuels et futurs. Le Conseil d'Etat a souhaité reposer sa réflexion sur une démarche participative incluant les partenaires publics et les milieux culturels concernés, qui s'est déroulée entre 2023 et 2024. Outre de nombreuses consultations ponctuelles, quatre workshops participatifs ont eu lieu entre avril et juin 2023. Ces ateliers ont été articulés autour de trois axes thématiques, encadrés par des expert-e-s externes : l'accès à la culture et la participation culturelle, la production culturelle et le parcours des acteurs et actrices culturels, la gouvernance et le financement – du point de vue des milieux culturels ainsi que des partenaires politiques. Au final, plus de 200 interlocuteurs et interlocutrices ont été entendus : acteurs et actrices culturels et représentant-e-s des faitières cantonales professionnelles et amateurs ; représentant-e-s d'opérateurs, organismes et institutions culturels ; représentant-e-s des domaines liés notamment au social, à la formation, au tourisme ou à l'économie ; intervenant-e-s et expert-e-s du domaine culturel externes au canton ; délégué-e-s culturels professionnels du canton (Ville de Fribourg, Agglomération de Fribourg, Ville de Bulle, Option Gruyère, Estavayer-le-Lac) ; responsables politiques, préfets et préfète, conseillers et conseillères communaux en charge de la culture dans les chefs-lieux ainsi que le comité de l'Association des communes fribourgeoises ; directeurs et directrices et membres des commissions des institutions culturelles de l'Etat et services s'occupant du patrimoine culturel cantonal ; ainsi que membres de la Commission cantonale du patrimoine culturel immatériel. La commission des affaires culturelles de l'Etat de Fribourg a pris connaissance à plusieurs occasions des travaux et validé leur orientation.

Cette démarche participative a offert un cadre d'échanges ouvert pour poser des constats tant positifs que critiques, pour identifier des points de vigilance et des priorités ainsi que formuler diverses propositions. Elle a débouché sur un Concept Culture validé en décembre 2023 par le Conseil d'Etat, qui présente des principes, orientations stratégiques et mesures d'action. Ce concept a servi de référence à la rédaction de l'avant-projet puis du projet de loi. Ce processus participatif a confirmé la nécessité et volonté unanime d'une révision de la LAC pour mieux tenir compte des enjeux systémiques posés à la culture, c'est-à-dire pour considérer les différents éléments qui constituent le secteur culturel non plus de manière isolée, mais comme un système construit sur de multiples interactions qu'il convient de mieux aménager. Cette démarche participative sera poursuivie pour la rédaction du règlement d'exécution.

2.2.3 Consultation sur l'avant-projet

L'avant-projet de loi a fait l'objet d'une consultation externe au sens de l'article 22 al. 1 du règlement du 24 mai 2005 sur l'élaboration des actes législatifs (REAL) (RSF 122.0.21) entre le 21 juin et le 21 octobre 2024.

Au total, 78 avis ont été déposés :

- > 13 organes cantonaux ;
- > 23 communes, 4 associations de communes, l'ACF ainsi que la Conférence des syndicats des chefs-lieux et des grandes communes ;
- > 6 partis politiques ;

-
- > 17 faïtières culturelles ;
 - > 13 associations culturelles et personnes privées.

Consignés de façon exhaustive dans un rapport de consultation (voir annexe), les avis donnés sur l'avant-projet ont été nombreux, émanant tant du monde politique que culturel et citoyen. Les participant-e-s à la consultation ont salué la qualité du processus participatif mené et le Conseil d'Etat se félicite des réflexions de politique culturelle que cette consultation a engendrée.

De manière générale, les répondants et répondantes ont fait part d'une large satisfaction sur le contenu de l'avant-projet. Ils ont souligné qu'une telle loi profite à la population, qui bénéficie d'une offre culturelle plus diverse, de qualité et de proximité. Epine dorsale de la nouvelle loi, les cinq principes fondamentaux sont considérés comme essentiels pour le développement de la culture fribourgeoise, tout comme l'esprit, le concept et la structure générale de la loi. Plusieurs questions ou remarques, certaines plus générales, d'autres très ponctuelles, ont donné lieu à des modifications de la loi ainsi qu'à des compléments d'information dans le présent message accompagnant. De nombreux thèmes ont été l'objet de commentaires ou, surtout, de demandes de précisions concernant la mise en œuvre concrète de la loi. Ces commentaires et demandes de précision seront très utiles à la future rédaction de la réglementation d'exécution, que ce soit le règlement d'application ou les dispositifs d'encouragement à venir, comme par exemple des précisions du catalogue d'encouragement régional, l'organisation de la Conférence et du comité culturels, des définitions détaillées, etc.

2.3 Principaux résultats de la procédure de consultation

La totalité des remarques émises – parfois contradictoires – ont été analysées, en particulier leur pertinence par rapport au cadre légal ainsi que leur récurrence. Les principaux résultats sont résumés ci-après.

2.3.1 Généralités

Diverses remarques d'ordre juridique touchant à la structure de loi ont été examinées et ont mené à de légères adaptations. En outre, l'ambition d'une politique culturelle forte du canton – que l'avant-projet ne traduisait que partiellement – a été réaffirmée au début du projet de loi.

2.3.2 Pratiques culturelles professionnelles et amateurs

Plusieurs retours remettent en question le maintien de la distinction entre professionnel-le-s et amateur-e-s. Si le canton de Fribourg souhaite vivement valoriser la complémentarité existante entre les pratiques culturelles professionnelles et les pratiques culturelles amateurs, ces deux pratiques ne comportent pas les mêmes enjeux. En effet, il est indispensable de considérer le risque financier pris par les acteurs et actrices culturels professionnels, dont la culture est source de revenus. La distinction est donc maintenue.

Les milieux amateurs saluent la meilleure place accordée à la pratique culturelle amateur dans le texte de loi, qui permettra une meilleure reconnaissance de son importance publique, en lien également avec la valorisation des soutiens publics octroyés en nature.

2.3.3 Collectivités publiques et répartition des missions

Les Villes de Bulle, Fribourg et Estavayer demandent davantage de reconnaissance de l'Etat pour les villes-centre. Ces dernières jouent en effet un rôle essentiel pour le dynamisme culturel : une place centrale et une large marge de manœuvre leur sont données au sein des régions culturelles. Il est à rappeler également que la majorité de la production professionnelle – soutenue par l'Etat – se déroule dans ces centres : la population concernée bénéficie ainsi particulièrement des soutiens culturels octroyés par l'Etat, qui contribuent à l'enrichissement des offres culturelles.

De plus, certaines communes demandent à garder l'entier de leur liberté d'encouragement : le projet de loi n'a pas été modifié à ce sujet, car son esprit est justement de déterminer un socle de priorités tout en laissant toute liberté à une collectivité d'en faire davantage. Dans ce contexte, le thème de l'encouragement à la relève artistique a été précisé.

L'Association des Communes Fribourgeoises (ACF) ainsi que de nombreuses moyennes et petites communes s'opposent à ce qu'une commune qui ne souhaite pas faire partie d'une région culturelle ne puisse pas être soutenue par l'Etat. Pour rappel, la responsabilité des activités locales reste du ressort des communes. La nouvelle loi vise à ce que le soutien étatique puisse – ce qui est nouveau – soutenir des missions de périmètre régional via les régions culturelles. Il est important, cela dit, de rappeler que des productions professionnelles se déroulant sur le territoire d'une commune qui n'est pas dans une région pourront encore avec la nouvelle loi, être soutenues par l'Etat, comme c'est le cas aujourd'hui.

Un manque de clarté sur le soutien aux institutions culturelles (hormis celles de l'Etat) a été reproché. Le projet de loi et le présent message ont été modifiés pour clarifier et préciser les intentions de l'avant-projet. Les soutiens existants sont maintenus.

En réponse à plusieurs préoccupations, un alinéa a été ajouté sur l'importance d'un cadre d'encouragement qui assure équité et transparence.

2.3.4 Stratégie culturelle coordonnée

La pertinence d'une meilleure coordination des collectivités publiques entre elles et avec le terrain a été largement soulignée.

L'ACF exige que les communes soient également représentées à la Conférence culturelle. Le projet de loi répond favorablement à cette demande.

Plusieurs faîtières culturelles ont demandé à être représentées à la Conférence et au Comité culturels : considérant qu'une séparation entre les milieux politiques et le terrain culturel est saine et indispensable au bon établissement des politiques publiques, cette demande de modification du texte n'a pas été reprise. D'autres outils sont prévus dans la loi pour favoriser l'échange entre les milieux culturels et les collectivités publiques.

Certaines collectivités publiques reprochent un système trop « pyramidal » et craignent un manque d'autonomie pour les communes. Une telle hiérarchie n'étant aucunement l'objectif de la loi, le projet de loi et le présent message ont clarifié pour éviter cette mécompréhension, et pour préciser les formes de coordination et de collaboration : le projet met davantage l'accent sur la dimension partenariale des relations entre les différents interlocuteurs publics concernés par la promotion culturelle. La crainte que des critères de soutien pourraient être imposés par l'Etat a occasionné quelques clarifications dans le message, car telle n'était pas l'intention de l'avant-projet.

Les démarches de simplification administrative pour le dépôt des demandes ont été saluées car elles permettront notamment d'alléger la charge administrative des milieux culturels. Cela dit, certains retours mettent en avant des craintes d'un manque d'autonomie – en particulier décisionnelle – entre les différentes collectivités. Le projet a été adapté pour réaffirmer que chaque collectivité publique prendra toujours ses décisions de manière propre et indépendante.

2.3.5 Partenaires parapublics, semi-privés et privés

De nombreux répondants et répondantes souhaitent que la loi puisse contraindre la Loterie Romande dans la façon dont elle détermine ses soutiens. Cependant, la Loterie Romande n'est pas une collectivité publique, et elle dispose d'un règlement propre et intercantonal. Une loi sur l'encouragement public des activités culturelles ne peut pas prévoir d'obligations pour un tel organe. En revanche, les outils de coordination entre la Loterie Romande et les collectivités publiques ont été renforcés dans le projet de loi – la Loterie Romande devenant notamment une invitée permanente de la Conférence culturelle. Elle participe en outre au guichet commun.

La même question est revenue de manière récurrente au sujet des partenaires (semi-) privés tels que les 4P ou le Casino Barrière. A nouveau, la loi ne peut pas les contraindre. Les collectivités publiques peuvent évidemment inviter ces entreprises à contribuer à la promotion culturelle.

2.3.6 Budget alloué à la culture

Les retours de consultation montrent un constat unanime des acteurs et entreprises culturelles : la culture a besoin de plus de moyens pour continuer à se développer, les communes attendant un geste fort de l'Etat. Le Parti socialiste propose que la loi prévoie que 2 % des dépenses cantonales soient dédiées à la culture, et/ou que 40 francs par habitant soient dévolus au soutien à la création culturelle. Le projet réaffirme la coresponsabilité de l'Etat et des communes dans l'encouragement public de la culture.

Certains répondants et répondantes estiment également que les objectifs de la nouvelle loi ne pourront pas être atteints sans une augmentation des moyens. Il faut rappeler à ce propos que la nouvelle loi n'induit pas *per se* de nouvelles dépenses : elle vise avant tout à offrir un cadre d'organisation, à rendre plus efficace l'usage des moyens publics disponibles et à mettre en place des mécanismes qui améliorent la qualité et la cohérence de l'encouragement public des activités culturelles, et cela à moyen et long termes.

2.3.7 Patrimoine culturel immatériel

Plusieurs associations liées au patrimoine culturel immatériel déplorent un manque de soutien à leurs activités. L'avant-projet de loi prévoyait au contraire une amélioration des conditions de soutien, qui n'a pas été perçue comme telle. Le projet de loi et le présent message ont été revus pour clarifier l'élargissement des possibilités de soutien à ces activités importantes.

3 Présentation détaillée du projet

Le projet prend en compte cinq principes fondamentaux ou valeurs cardinales de la culture (voir art. 5) et cinq axes-directeurs qui président à l'encouragement public de la culture (voir ci-dessous). Ces nouveautés visent à améliorer l'impact de l'action publique en matière d'encouragement des activités culturelles, notamment dans la coordination des collectivités publiques entre elles et avec le terrain culturel, ou dans la mise en place de lignes directrices communes visant un meilleur aménagement de l'encouragement culturel.

- > *Mettre l'accent sur la participation culturelle et l'accès à la culture* : durant la dernière décennie, l'évolution sociétale du canton montre qu'il est toujours plus nécessaire de tenir compte, dans la façon de mener les activités culturelles, des besoins pluriels des divers publics et des freins multiples à l'accès à la culture.
- > *Encourager une production culturelle durable* : le secteur culturel souffre de fragilités structurelles, comme l'a illustré la période du COVID. En établissant des critères de durabilité dans l'évaluation des projets (en particulier en visant une rémunération équitable et la viabilité économique des projets), il s'agit d'orienter l'encouragement public vers la durabilité économique, mais aussi sociétale et environnementale. Dans ce contexte, le canton de Fribourg dispose d'une force à valoriser, celle d'allier la production culturelle amateur et professionnelle.
- > *Encourager la durabilité des institutions culturelles*, qui sont les figures de proue de la culture sur l'ensemble du territoire : ces dernières doivent répondre à des missions toujours plus nombreuses et une meilleure concertation entre les collectivités publiques sur leur missionnement devrait amener davantage de stabilité dans leur financement et leur gestion.
- > *Renforcer la collaboration par une stratégie culturelle coordonnée et une simplification administrative* : si diverses collaborations entre les collectivités publiques ont été mises en place, la nouvelle loi instaure un cadre pour faciliter cette coopération, aider les collectivités publiques à développer leurs propres politiques culturelles et à collaborer entre elles si elles le souhaitent. Il s'agit également de simplifier le dépôt et le traitement des demandes de soutien, qui constitue une forte attente du milieu culturel.
- > *Améliorer la cohérence dans la répartition des missions et du financement publics* : les projets et institutions sont souvent soutenus par des financements conjoints de plusieurs collectivités dont la diversité des attentes s'avère importante. La nouvelle loi reprend, affine et précise la répartition actuelle des missions entre les collectivités et, à travers la mise en place de « régions culturelles », instaure un cadre de collaboration structuré à l'échelle de territoires interconnectés.

Ainsi, tout en s’inscrivant dans la continuité des bases légales établies en 1991, le présent projet vise à répondre de manière innovante, concrète et structurante aux enjeux culturels d’aujourd’hui et de demain.

4 Commentaire des articles du projet de loi

Le présent message précise les orientations de la loi, en particulier les principes des dispositifs d’encouragement ou de fonctionnement des régions culturelles. Le projet de loi comprend 21 articles répartis en 5 chapitres :

1) dispositions générales, 2) encouragement des activités culturelles, 3) missions et responsabilités des collectivités publiques, 4) compétences au sein de l’Etat, 5) révocation, restitution et voies de droit.

1. Dispositions générales

Article 1 – Objet

Le but de la loi reprend les enjeux de la loi de 1991 mais avec une terminologie réactualisée, au fait des évolutions de ces dernières décennies. Elle inclut les enjeux centraux d’accès et de participation à la culture, ainsi que celui de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans sa diversité.

Il faut rappeler qu’en matière de patrimoine culturel, des législations spéciales s’appliquent avec la loi du 2 octobre 1991 sur les institutions culturelles de l’Etat (LICE) (RSF 481.0.1) (révisée en parallèle de la LAC), la loi du 7 novembre 1991 sur la protection des biens culturels (LPBC) (RSF 482.1) et la loi du 10 septembre 2015 sur l’archivage et les Archives de l’Etat (LArch) (RSF 17.6). Actuellement, le patrimoine culturel immatériel ne dispose pas de cadre législatif, mais d’une ordonnance du 8 septembre 2020 sur le patrimoine culturel immatériel. A l’instar d’autres cantons, la mission d’encouragement public de ce domaine est désormais inscrite dans la loi. L’ordonnance sera abrogée et les éléments qu’elle contient (y compris la commission dédiée) seront intégrés au règlement d’exécution et dans les dispositifs d’encouragement.

Tout comme la loi de 1991, le projet de loi se concentre sur les rôles et missions des collectivités publiques dans l’encouragement des activités culturelles. Par « encouragement » est entendu l’ensemble des missions, responsabilités et mesures qui sont prises par les collectivités publiques ou leur incombent afin de soutenir et stimuler le développement culturel. Le terme se rapporte également aux mécanismes permettant de définir des priorités et d’aménager de façon cohérente l’action publique en assurant la répartition de ces missions et responsabilités, leur périmètre et leur coordination. Canton qui a donné son nom à la « Déclaration de Fribourg sur les droits culturels » (déclaration internationale) de 2007, Fribourg se base sur la définition de la culture de l’UNESCO, soit « l’ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social », qui « englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l’être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances ». Cette définition souligne la place de choix qu’occupe la culture au cœur de questions sociales et identitaires de la population.

Le cadre établi par l’alinéa 3 vise à garantir que l’encouragement public des activités culturelles se déploie dans un contexte équitable, notamment en tenant compte des spécificités des régions et des besoins, non-discriminant et transparent.

Article 2 – Ambition

Le canton de Fribourg s’est construit autour de valeurs culturelles fortes. Ainsi, l’article 2 (al. 1) affirme une haute ambition culturelle du canton de Fribourg, qui valorise notamment des activités reflétant la qualité et la diversité culturelles du canton. Il rappelle que la culture est un élément important du rayonnement du canton de Fribourg.

En outre, le canton de Fribourg met notamment l’accent sur trois éléments distinctifs de son écosystème culturel, que ce soit au sein du canton ou en tant que « canton-pont » au niveau national (al. 2). La complémentarité et les collaborations entre pratiques culturelles professionnelles et amateurs (let. a) sont mises en avant car elles constituent une richesse culturelle et sont particulièrement développées sur tout le territoire cantonal (par exemple un chœur amateur dirigé par un ou une professionnel-le ou un atelier d’écriture artistique mené par un ou une auteur-e

professionnel-le). Les communautés entre lesquelles la compréhension mutuelle est encouragée (let. c) sont de toute nature sociétale et pas uniquement linguistique.

Cette ambition particulière repose naturellement sur une attention générale au bon développement du terrain culturel, dans toutes les régions ainsi qu'à son rayonnement (al. 3).

Article 3 – Champ d'application

En gardant à l'esprit que les pratiques artistiques évoluent en permanence et ne se catégorisent pas de façon hermétique, l'énumération des domaines artistiques précise le champ d'application tout en gardant une ouverture à la transversalité artistique et à de futures nouvelles formes. De plus, chaque discipline artistique connaît sa propre évolution, ce qui nécessite parfois des mesures d'encouragement plus ciblées, qu'elles soient d'impulsion, de structuration et/ou de régulation. Dans les catégories citées, sont notamment entendues les disciplines suivantes :

- > arts de la scène : théâtre, danse, opéra, comédie et théâtre musical, arts circassiens, marionnettes, performances scéniques, spectacles scéniques hors les murs ;
- > arts numériques : toute pratique artistique utilisant de manière prépondérante les dispositifs et le langage numériques dans le processus de création ou de présentation (par exemple réalité augmentée, art interactif, jeux vidéo, etc.) ;
- > arts visuels : peinture, dessin, sculpture, photographie, arts textiles, design et arts appliqués ;
- > cinéma et audiovisuel : film de fiction, d'animation et documentaire ;
- > littérature : écriture artistique sous ses diverses formes ;
- > musique : musique populaire, classique, contemporaine, jazz et musiques actuelles ;
- > activités artistiques interdisciplinaires : formes hybrides recourant à plusieurs des disciplines reconnues au titre de la loi.

En principe, sont exclus du champ d'application l'architecture, l'artisanat ou le domaine de la culture du bâti, traités par d'autres législations (notamment la loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions, LATeC, RSF 710.1).

Concernant le patrimoine culturel immatériel (al. 2), le règlement d'exécution et les dispositifs d'encouragement reprendront les principes de l'ordonnance dédiée (voir commentaire art. 1).

Article 4 – Définitions

La loi de 1991 utilisait la distinction entre « création artistique » et « animation culturelle » pour catégoriser les activités. D'une part, cette dichotomie ne reflète plus la réalité des pratiques culturelles, qui s'inscrivent dans un processus de production et une continuité que la nouvelle loi souhaite affirmer. D'autre part, cette catégorisation a souvent été comprise comme une séparation entre la culture dite « professionnelle » et la culture dite « amateur », ce qui est dommageable pour l'écosystème fribourgeois, où les milieux professionnels et amateurs collaborent intensément. Enfin, la répartition de la loi de 1991 prend insuffisamment en compte les activités d'accès à la culture et de médiation culturelle, qui ont fortement évolué ces dernières décennies.

Les « activités culturelles » (let. a) sont toutes les activités liées à la production culturelle, à l'accès à la culture et à la sauvegarde et la valorisation du patrimoine culturel immatériel. Le domaine de la formation culturelle (de base, professionnelle et continue) n'est pas du ressort d'une loi sur l'encouragement des activités culturelles mais dépend d'autres lois dédiées à ces thèmes (dont la loi du 13 décembre 2007 sur la formation professionnelle, LFP, RSF 420.1).

Le projet de loi remplace en effet la dichotomie entre « création » et « animation » de la loi actuelle par deux catégories : d'une part la production culturelle (let. b, notamment la production de spectacles, d'œuvres artistiques, etc.), d'autre part l'accès à la culture et la participation culturelle (let. c, notamment les festivals, les saisons culturelles, etc.), qui s'appliquent indifféremment aux pratiques professionnelles et amateurs, et qui sont portées par des personnes tant morales (associations, institutions, etc.) que physiques (acteurs et actrices culturels). Les définitions données n'excluent pas d'autres éléments qui interviennent dans les démarches de production et d'accès, par exemple la communication.

La culture est portée par des individus et organismes qui peuvent être catégorisés en deux groupes principaux : les acteurs et actrices culturels (let. d) ainsi que les entreprises culturelles (let. e), qui peuvent mener des activités culturelles à titre professionnel ou non (voir la définition de « professionnel » donnée en commentaire de l’art. 6 al. 2 let. c). La définition d’« acteurs et actrices culturels » rappelle par quelques exemples qu’outre les artistes, de nombreux corps de métier intrinsèquement liés et essentiels aux activités culturelles font partie de cette catégorie. La lettre e rappelle qu’une « entreprise culturelle » est une organisation, en principe une personne morale (association, fondation, société, etc.), active dans le domaine culturel. Le terme est souvent utilisé, en particulier depuis la crise pandémique du COVID, pour signifier le fait que des personnes morales actives culturellement sont devenues de vraies actrices du secteur économique culturel. Une « institution culturelle » (let. f) est quant à elle une catégorie d’entreprise culturelle qui dispose d’une infrastructure et d’une activité pérennes (par exemple un musée, une bibliothèque, un théâtre, un cinéma, une librairie, une galerie, etc.). Par « infrastructure culturelle » sont entendus des bâtiments ou équipements pérennes (y compris les infrastructures numériques) dévolus principalement à des activités culturelles (tant dans la production que dans l’accès). Ces infrastructures nécessitent des budgets d’investissement et de fonctionnement conséquents. Les institutions culturelles de l’Etat font exception à cette définition dans la mesure où elles n’ont pas de personnalité juridique (voir art. 4 al. 1 de la LICE).

La définition du patrimoine culturel immatériel (let. g) reprend l’alinéa 1 de l’article 2 de l’ordonnance relative au patrimoine culturel immatériel. Sont entendues ici en particulier les traditions vivantes telles que les activités en lien avec le patois, la tradition chorale ou des manifestations traditionnelles comme la Bénichon ou la Saint-Nicolas (voir l’inventaire des traditions vivantes dans le canton de Fribourg).

Enfin, la lettre h précise que par « collectivité publique » on entend l’Etat ou une commune, mais également une association de communes regroupées en une région culturelle, dont une définition approfondie est donnée à l’article 12.

2. Encouragement des activités culturelles

Article 5 – Principes

L’alinéa 1 réaffirme le principe fondamental selon lequel les activités culturelles relèvent prioritairement de l’initiative privée, c’est-à-dire par des personnes physiques et morales de droit privé, en cela qu’elles dépendent de l’expérience et de la sensibilité, de la liberté et responsabilité des individus et de la responsabilité sociétale de l’économie privée.

Dans ce contexte, l’alinéa 2 indique non seulement l’important rôle que les collectivités publiques exercent à titre subsidiaire dans l’accompagnement et le soutien concret aux initiatives des personnes privées, mais également leur capacité à donner des impulsions et prendre des initiatives, conformément aux responsabilités que la loi leur confie.

Les principes fondamentaux exprimés à l’alinéa 3 donnent un cadre général aux politiques d’encouragement de la culture, tout en laissant aux différentes collectivités publiques une marge de liberté nécessaire pour les appliquer en fonction de leur environnement concret :

- > La « diversité des activités culturelles » (let. a) est entendue de manière ouverte : pour servir au développement culturel, l’encouragement de la culture doit tout autant être orienté vers les attentes diverses de la population que répondre au mieux aux besoins des projets et des institutions relevant de l’initiative des milieux culturels eux-mêmes. Il s’agit dès lors, en aménageant les politiques et dispositifs de soutien, de trouver un équilibre entre l’offre et la demande culturelles. Cet équilibre permet à la fois de développer des propositions culturelles et artistiques variées, originales, inédites et indépendantes et d’encourager une culture accessible qui interroge, nourrit et s’ancre dans les pratiques culturelles de la population et des diverses régions du territoire.
- > Les collectivités publiques doivent garantir la liberté de l’art pour chacun et chacune (let. b), conformément à l’article 21 de la Constitution du canton de Fribourg (Cst.).

-
- > La déclaration de Fribourg¹, adoptée en 2007, énonce les droits culturels universels. Tout en appuyant l'importance de chacun de ces droits, la nouvelle loi souhaite en particulier garantir celui d'accès et de participation à la vie culturelle (art. 5 de la déclaration de Fribourg). Ce droit « de participer à la vie culturelle » est également énoncé dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (RS 0.103.1) adopté en 1966 (art. 15 al. 1 let. a). La loi de 1991 contenait peu d'éléments relatifs à ce droit : or, depuis trente ans, ces éléments sont devenus des enjeux prioritaires pour nourrir le tissu socioculturel sur l'ensemble du territoire. La culture est un facteur important de cohésion sociale, en particulier dans le canton de Fribourg qui a connu une transformation sociétale, une (péri)urbanisation croissante et une profonde évolution des pratiques culturelles collectives, sans parler de l'impact de la globalisation du marché culturel ou des nouvelles technologies et d'internet. Pour y répondre, et dans une optique de durabilité, de cohésion et de vitalité sociales, les principes d'accès et de participation à la culture pour toutes et tous sont affirmés (let. c). Une attention particulière doit être portée aux barrières culturelles, financières, linguistiques et sociales ainsi qu'à l'accessibilité et à l'inclusivité sociale.
 - > L'encouragement de la culture doit œuvrer au développement durable (let. d). Il vise la durabilité notamment sociale (cohésion sociale, diversité des publics, inclusion, etc.) et environnementale (sobriété écologique des projets, mobilité des publics, etc.) – les 17 objectifs de développement durable de l'ONU servant de référence. La durabilité est aussi économique : à ce titre, les collectivités publiques, du fait de leur rôle important dans le financement de la culture, doivent veiller à ce que les projets culturels qu'elles soutiennent et les institutions culturelles qu'elles missionnent sur le terrain soient gérés en respectant des conditions de travail appropriées (honoraires, prévoyance sociale, considération du parcours des artistes, etc.).

La culture et l'art constituent un important facteur d'innovation dans d'autres secteurs d'activité : le domaine social, l'attractivité urbaine et le développement territorial, le tourisme, l'économie ou encore les sciences, mais également la mobilité, la santé mentale, l'urbanisme ou le patrimoine bâti. Ces interactions sont appelées à évoluer. La loi incite les collectivités publiques (al. 4) à une meilleure transversalité de leurs politiques publiques (politique jeunesse ou touristique, économie créative, etc.). Tout en ciblant les ressources nécessaires à la production artistique et culturelle, l'encouragement de la culture peut favoriser cette transversalité. De telles mesures transversales sont déjà courantes et font leurs preuves, par exemple avec le programme Culture & Ecole, la collaboration entre le Service de la culture et l'Union fribourgeoise du tourisme, le lancement d'appels à projets collaboratifs dans le domaine social ou de l'intégration, etc. Dans cet esprit, il convient de poursuivre la collaboration entre porteurs de politiques publiques complémentaires, dans le respect des missions et finalités de chacune d'entre elles.

L'alinéa 5 rappelle que la loi ne confère pas un droit à l'obtention d'un soutien, quelle que soit sa nature. Le fait, par exemple, de solliciter une subvention pour une activité culturelle qui remplit les critères et charges éventuelles n'entraîne pas automatiquement l'octroi d'un soutien. En effet, à titre d'exemples, il peut être estimé que la requête adressée relève exclusivement du domaine privé, que la ou les collectivités publiques n'octroient pas de soutien en raison de limites des ressources à disposition ou en raison de la procédure d'attribution prévue (par exemple une mise au concours), ou que l'activité culturelle n'est pas estimée prioritaire pour la collectivité. La réglementation précisera ces éléments.

Article 6 – Modalités de soutien

Dans la continuité de la pratique qui s'est établie, l'alinéa 1 énumère les moyens et les mesures par lesquels les collectivités publiques encouragent les activités culturelles. Cette liste de modalités vise notamment à ce que les collectivités harmonisent leur vocabulaire, jusqu'ici fort varié, ainsi qu'à faciliter une meilleure compréhension des dispositifs par les milieux culturels et entre les collectivités. Alors que la loi de 1991 mettait en évidence certains dispositifs (notamment l'animation artistique des bâtiments), l'expérience a montré qu'il est sage que la nouvelle loi se contente d'énumérer les formes de soutien possibles et que les dispositifs et leur structure soient précisés dans un règlement d'exécution, lui-même détaillé ensuite dans des directives. Seul un tel agencement légal permet de

¹ Bien qu'elle n'ait pas été ratifiée officiellement par le canton de Fribourg ou par la Confédération, cette déclaration a une valeur symbolique (promotion et clarification des droits culturels) et normative (orientation des politiques publiques en matière de droits culturels) internationale importante.

répondre de façon évolutive aux besoins du terrain et des collectivités publiques, et d'être ainsi utile et performant. Les aides financières « périodiques » (let. a) désignent les aides annuelles ou pluriannuelles, qui peuvent notamment être associées à des conventions de prestations particulières entre le/la bénéficiaire et une ou plusieurs collectivités publiques.

Les soutiens ne prennent pas uniquement une forme financière : dans « prestations directes et soutiens logistiques » (let. c) sont désormais valorisés les apports en nature, tels que la mise à disposition de matériel, d'infrastructures ou de personnel par les collectivités publiques, ainsi que la mise en place et le financement de mesures d'accompagnement, de valorisation et de promotion. Si le catalogue des formes de soutien est déjà très complet, la lettre d laisse aux collectivités publiques la possibilité d'un soutien d'une autre nature, dans une situation probablement exceptionnelle, par exemple une lettre de soutien.

L'alinéa 2 énumère les critères utiles à l'évaluation de toute demande de soutien :

- > A la lettre a, la qualité et la pertinence « artistiques » désignent l'intérêt de l'activité d'un point de vue artistique, au sens par exemple de son innovation dans le champ disciplinaire, alors que la qualité et la pertinence « culturelles » concernent des enjeux de diversité (de l'offre, linguistique, etc.), d'originalité et d'intérêt de l'activité notamment en rapport à son bassin de réception (publics visés, territoire, etc.) ;
- > L'impact culturel (let. b) est entendu au sens large, tant qualitatif que quantitatif ;
- > La lettre c concerne le caractère amateur et/ou professionnel de la pratique concernée. Reprenant une définition usuelle en Suisse, le caractère professionnel est établi lorsqu'au moins deux des trois critères suivants sont remplis : 1) avoir, dans le domaine artistique concerné, une activité régulière et rémunérée ; 2) être au bénéfice d'un diplôme professionnel reconnu ; 3) s'être fait régulièrement engager ou mandater par différents organismes culturels reconnus (reconnaissance par les pairs). Les acteurs ou actrices culturels en cours de formation (hors formation continue) ne sont pas considérés comme étant déjà professionnels. En outre, le caractère (majoritairement ou minoritairement) professionnel de l'activité est également pris en compte ;
- > La viabilité et la durabilité économiques de la culture (let. d) sont des enjeux systémiques liés à l'équilibre et au réalisme des budgets des projets et institutions culturels, tant au niveau des charges que des produits (notamment les recettes propres, en particulier la participation du public) ;
- > La lettre e affirme de manière particulière et explicite un aspect précis de la durabilité, soit la nécessité pour les activités culturelles de respecter des conditions d'engagement appropriées en matière de tarifs de rémunération et de prévoyance sociale des acteurs et actrices professionnels impliqués (voir notamment les principes évoqués dans les recommandations et bonnes pratiques du Dialogue culturel national du 22 avril 2024) ;
- > Les activités soutenues doivent être attentives à leur impact sur l'environnement, à la mobilité et à l'économie d'énergie en mettant en place des mesures en rapport avec la nature de l'activité (let. f) ;
- > La notion d'ancrage (let. g) traduit le « caractère fribourgeois » de l'activité, qui se détermine notamment par le domicile des intervenant-e-s, leur origine ou l'existence de liens artistiques et culturels avérés qu'ils entretiennent avec le canton, comme des activités sur le territoire, la participation de bénévoles ou l'engagement par des organismes culturels fribourgeois. Ce critère de « territorialité » doit être considéré avec souplesse dans le contexte d'une culture toujours plus interconnectée voire déterritorialisée, en particulier dans le cadre des coopérations intercantionales auxquelles le canton de Fribourg est amené à participer ;
- > Le rayonnement culturel (let. h) d'une activité désigne son potentiel d'impact ou de reconnaissance au-delà de son contexte de création. Il se manifeste notamment par la diffusion de l'activité dans d'autres lieux ;
- > Par la lettre i, les collectivités décident de leur encouragement en fonction du besoin financier avéré d'un soutien public pour l'activité culturelle concernée, de l'impact de ce soutien pour cette activité ou du rôle réel joué par ce soutien pour la réaliser. Par exemple, des activités commerciales lucratives ne sont en principe pas soutenues. Dans le cas d'entreprises à but lucratif telles que des cinémas, librairies ou galeries, seules certaines prestations de nature non-commerciale peuvent faire l'objet de soutiens au titre de la LEAC.

Ces critères sont une « boîte à outils » posant un vocabulaire commun pour l'évaluation des demandes de soutien.

L'alinéa 3 précise qu'ils sont prévus pour être utilisés par chaque collectivité publique avec proportionnalité, selon la mission d'encouragement qui est la sienne, ainsi que selon la nature et l'objectif des activités culturelles (par exemple

lorsque ces activités présentent des enjeux de professionnalisation). Ces critères doivent rester au service de la qualité et de la diversité culturelles et permettre de soutenir par exemple des activités de niche ou des projets pilotes ou portés par la relève artistique.

L'alinéa 4 précise que, pour accomplir ses missions et attribuer ses soutiens, toute collectivité publique disposant d'une politique culturelle peut compléter ses critères principaux fixés à l'article 6 al. 2 avec des critères justifiés par ses priorités en matière de politique culturelle. Pour l'Etat, ces critères sont justifiés notamment via son programme gouvernemental et la stratégie culturelle coordonnée. Le règlement d'exécution cadre l'élaboration de ces critères. L'Etat peut notamment fixer des priorités cantonales pour son soutien à des projets d'envergure (à valeur stratégique ou historique par exemple), déterminer des critères liés à l'accès payant des activités culturelles qu'il soutient, ou encore en lien avec une situation extraordinaire (par exemple une pandémie). Il est rappelé que l'Etat ne peut exiger des autres collectivités publiques qu'elles disposent obligatoirement d'une politique culturelle.

Les bases légales respectives des collectivités publiques (al. 5) donneront les détails d'application de ces conditions d'éligibilité, des critères d'évaluation et d'octroi, auxquels les différents dispositifs d'encouragement pourront se référer.

Article 7 – Coordination

Pour répondre aux enjeux actuels et futurs de la culture, les collectivités publiques doivent pouvoir mieux se coordonner et se concerter, tout en disposant d'un cadre pour consulter les milieux culturels. Cette coordination peut relever des niveaux stratégique, financier, opérationnel ou technique. La loi vise à donner des bases simples pour faciliter et encourager cette collaboration des collectivités publiques entre elles, tout en respectant les spécificités communales et régionales.

Ces démarches communes doivent se faire de manière souple et simple, sans générer une charge administrative trop lourde et contreproductive. Vu son rôle de coordination cantonale (art. 14 al. 2 let. d) et par l'intermédiaire de sa Direction et de son service en charge de la culture, l'Etat met à disposition des ressources humaines, logistiques et financières nécessaires à cette coordination (al. 5).

L'alinéa 2 établit d'une part une Conférence culturelle politique fribourgeoise (let. a) : composée d'élus-e-s en charge de la culture issus de l'Etat (Conseiller ou Conseillère d'Etat en charge de la culture), des régions culturelles et des communes (à travers une délégation de l'Association des communes fribourgeoises comprenant notamment des représentants et représentantes des communes-centres). Elle est chargée d'adopter des lignes directrices coordonnées, d'assurer leur suivi et les adaptations ou réactualisations. Un représentant ou une représentante de l'organe de répartition fribourgeois de la Loterie Romande est invité-e à titre permanent et avec voix consultative. Peuvent en outre être invités, à titre ponctuel ou permanent, avec voix consultative, des représentants et représentantes d'autres organes parapublics, des délégué-e-s culturels ainsi que des représentants ou représentantes des commissions culturelles de l'Etat, des régions culturelles ou des communes. La responsabilité de la coordination à l'échelle cantonale étant du ressort de l'Etat (voir art. 14 al. 2 let. d), les modalités d'organisation et de fonctionnement sont précisées dans le règlement d'exécution (al. 3). Cela ne signifie pas que l'Etat nomme les représentants, simplement qu'il pose les principes de fonctionnement. Le service en charge de la culture assure le secrétariat général (al. 5).

Donnant une assise légale à un groupe de travail déjà existant, un Comité culturel métier fribourgeois (al. 2 let. b) est établi. Composé des délégué-e-s culturels professionnels de l'Etat, des régions culturelles et des communes-centres, il est chargé de préparer et d'assurer le suivi opérationnel des orientations adoptées par la Conférence culturelle, ainsi que d'assurer la coordination opérationnelle et la gestion des dossiers communs. Ce comité peut inviter des représentant-e-s d'organes parapublics par exemple. Le Comité culturel existe déjà de manière informelle et est actuellement composé des délégué-e-s culturels de l'Etat de Fribourg, la Ville de Fribourg, la Ville de Bulle, Option Gruyère, l'Agglomération de Fribourg, Coriolis et la commune d'Estavayer-le-Lac – soit tous les délégué-e-s professionnels actuels du canton. La responsabilité de la coordination à l'échelle cantonale étant du ressort de l'Etat (voir art. 14 al. 2 let. d), les modalités d'organisation et de fonctionnement sont précisées dans le règlement d'exécution (al. 3). Cela ne signifie pas que l'Etat nomme les représentants et représentantes, simplement qu'il pose les principes de fonctionnement. Le service en charge de la culture assure le secrétariat général (al. 5).

Une attention particulière doit être portée aux besoins des milieux culturels (al. 4). Afin de favoriser les échanges, la loi formalise la plateforme déjà existante créée depuis le COVID par le Service de la culture de l'Etat en une « plateforme des faîtières culturelles cantonales reconnues » (let. a). Cette plateforme rassemble les faîtières reconnues par le service de l'Etat en charge de la culture sur la base, notamment, des critères suivants : être une association représentant les intérêts d'un groupe particulier d'entreprises ou acteurs ou actrices culturels, le plus souvent en fonction de la discipline (ou champ) dans laquelle ils œuvrent principalement, et être active à l'échelle cantonale (pour l'ensemble du canton) (voir [liste actuelle](#)). En principe, une seule faîtière est admise par discipline. En outre, une « rencontre annuelle de la culture » (let. b) permet d'élargir les échanges à d'autres représentants et représentantes des milieux culturels, touristiques, sociaux ou économiques. Ces deux canaux principaux ont pour objectif de mener à un véritable dialogue entre les collectivités publiques et les milieux culturels et artistiques. Ils n'excluent aucunement d'autres formes d'échanges et de consultation.

L'article n'exclut pas non plus la mise en place d'autres formes de coordination, par exemple un bureau culturel commun aux différentes collectivités publiques, ou des mandats à des tiers du terrain pour mettre en œuvre des structures de coordination, comme c'est le cas avec « Culture Valais », qui associe Etat et communes.

Article 8 – Stratégie culturelle coordonnée

Les enjeux sont toujours plus systémiques et impliquent l'action concertée des collectivités publiques, en collaboration avec le terrain culturel. Des orientations stratégiques concertées (al. 1) permettent d'articuler et de mutualiser les efforts publics sur des thèmes considérés comme importants (par exemple la rémunération des artistes, ou des objectifs de diffusion dans les régions, de collaboration entre institutions culturelles, etc.). Il s'agit d'optimiser les ressources et de mieux aménager l'action publique. Pour chaque période législative, les collectivités peuvent faire le bilan et adapter leurs objectifs selon les besoins de la culture. Si l'engagement est commun, le pouvoir décisionnel de mise en œuvre de la stratégie reste propre à chaque niveau.

Les collectivités publiques assurent également une coordination financière dans l'allocation des soutiens (al. 3). Cette dernière a déjà lieu à titre informatif actuellement. Elle est assurée par les membres du Comité culturel et vise à s'assurer que la part publique attribuée aux activités culturelles soutenues soit adéquate, c'est-à-dire que la somme des soutiens publics, voire parapublics, permette à l'activité de respecter les critères exposés à l'article 6 al. 2.

Enfin, une coordination technique et opérationnelle (al. 4) est mise en place via le Comité culturel pour permettre d'une part de faciliter le dépôt des demandes de soutien par les milieux culturels, et d'autre part d'optimiser le traitement administratif (complétude des dossiers, analyse de l'éligibilité, contrôle des attributions financières, etc.) de ces demandes par les délégué-e-s et services culturels des collectivités publiques concernées. La Loterie Romande, tout en gardant ses prérogatives, s'associe à la coordination technique et opérationnelle. Cette coordination peut notamment prendre la forme d'un guichet commun de dépôt (guichet coordonné). Plusieurs projets pilotes en cours montrent l'intérêt et la faisabilité d'une telle collaboration. Cependant, il est important que ces démarches mutualisées restent distinctes du processus décisionnel, effectué de manière autonome par chaque collectivité publique responsable. Le gain d'efficacité escompté pourra être réinvesti notamment dans l'implémentation des stratégies ou le conseil aux usagers et usagères. Cette coordination se fera dans le respect des différents principes relatifs à la protection des données : ses modalités seront fixées dans les dispositions d'exécution respectives des collectivités publiques concernées, respectivement par le Conseil d'Etat et par les communes.

3. Missions et responsabilités des collectivités publiques

Article 9 – Généralités

Se référant au principe de priorité à l'initiative privée (art. 5 al. 1) et aux nouvelles catégories d'activités culturelles (art. 4 al. 1 let. a-c), les missions et responsabilités des collectivités publiques sont réparties selon trois principes (al. 1) qui permettent à l'encouragement public de la culture de s'ancrer au mieux dans les réalités culturelles : quel est le territoire directement concerné par l'activité culturelle (let. a) ? L'activité culturelle implique-t-elle des pratiques professionnelles et/ou amateurs (let. b) ? Quel est son potentiel de rayonnement et de circulation (let. c) ? Le caractère amateur ou professionnel prépondérant (let. b) se réfère en particulier à l'article 6 al. 2 let. c.

Il est précisé à l'al. 2 que l'encouragement des activités liées au patrimoine culturel immatériel peut faire exception à ces principes de répartition, en particulier lorsque l'activité n'entre pas directement dans les domaines artistiques de l'article 3 al. 1. Ce principe vise à ouvrir les conditions de soutien dans le domaine du patrimoine culturel immatériel, notamment par l'Etat : en effet, bien qu'expert-e-s du domaine concerné, certains porteurs et porteuses de traditions ne répondraient pas aux critères de professionnalisme entendus à la lettre b (par exemple pour des pratiques pour lesquelles il n'existe pas de formation professionnelle ou de marché de l'emploi). Afin de favoriser les soutiens dans ce domaine, une certaine souplesse est donc prévue, dont les détails seront définis par une commission (qui existe actuellement en vertu de l'ordonnance sur le patrimoine culturel immatériel).

En lieu et place de la notion de « priorité-subsidiarité » financière des bases légales actuelles, deux modes de soutien par les collectivités publiques concernées sont prévus à l'alinéa 3 : un soutien exclusif par l'une d'entre elles (par exemple pour la majorité des institutions culturelles de l'Etat, ou pour des infrastructures ou institutions culturelles à portée locale par les communes), ou un soutien conjoint entre plusieurs d'entre elles. Un désenchevêtrement poussé des responsabilités des différentes collectivités publiques n'est pas souhaitable dans le domaine culturel, car il nuirait à sa diversité. C'est aussi dans cet esprit que la loi ne prévoit que peu de responsabilités « exclusives » mais prévoit plutôt des missions « principales ». Ces missions principales n'excluent aucunement que d'autres collectivités publiques soutiennent les activités culturelles concernées, par exemple dans le cadre de leur politique culturelle.

Concrètement, la suppression du principe de subsidiarité financière signifie par exemple que l'Etat ne doit plus systématiquement attendre qu'un projet soit financièrement soutenu par une autre collectivité publique pour pouvoir le soutenir. L'ancrage territorial des activités culturelles étant au cœur de leur encouragement public, une forme de validation du projet par les collectivités publiques directement concernées reste cependant essentielle, mais dont les formes peuvent être différentes que celle d'un soutien financier.

Article 10 – Missions et responsabilités des communes

Il appartient à chaque commune de déterminer de façon autonome les moyens et instruments qu'elle juge nécessaires à l'encouragement des activités culturelles. Toutefois, elle devrait prévoir au moins, chaque année, un montant lui étant destiné dans son budget de fonctionnement. De plus, le conseil communal désigne en général un ou une responsable du dicastère culturel. Par ailleurs, il est souhaitable que les communes d'une certaine taille se dotent d'une commission culturelle experte et citoyenne permanente, et d'un ou une délégué-e culturel-le professionnel-le lorsque le travail à réaliser et les compétences nécessaires dépassent un engagement de milice.

- > (let. a) Il est important que la commune soutienne les activités de production, d'accès et de participation culturelle de proximité des sociétés, à l'instar des associations sportives ou sociales, qui favorisent la pratique culturelle amateur et les liens sociaux auprès d'un public local. En application de la définition des « activités culturelles » de l'article 4 al. 1 let. c, sont aussi incluses ici les activités liées à la sauvegarde et à la valorisation du patrimoine culturel immatériel au niveau communal.
- > (let. b) Pour les institutions culturelles locales : soutien aux infrastructures, au fonctionnement et aux activités de production, d'accès et de participation culturelle ainsi que de sauvegarde et de valorisation du patrimoine des institutions culturelles locales, notamment les bibliothèques ou salles culturelles communales.
- > (let. c) La commune est également responsable du soutien à l'accès et la participation culturelle professionnels d'importance locale (par exemple un festival local invitant des artistes professionnels).

La loi de 1991 prévoyait déjà que le préfet ou la préfète « favorise la promotion des activités culturelles [...] en veillant à la concertation et à la coopération intercommunales ». Dans le canton, plusieurs structures mutualisées au niveau régional dans l'encouragement culturel (notamment l'Agglomération de Fribourg, Coriolis Infrastructures ou Option Gruyère) ont apporté une plus-value grâce à la collaboration intercommunale. Ces structures ont permis de développer des politiques culturelles régionales et de renforcer la solidarité intercommunale, qui bénéficient tant à la population qu'aux milieux culturels. Partant de ces élans et visant à répondre aux défis posés, la loi (al. 2) encourage les communes à se constituer en « régions culturelles » sous la forme d'une association de communes au sens de l'article 109ss al. 1 de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo) (RSF 140.1). Dans un objectif d'efficacité, le processus de régionalisation doit se faire en bonne connaissance des diverses structures régionales

existantes, dans le domaine culturel mais aussi possiblement hors du champ culturel (notamment tourisme, aménagement du territoire, etc.) et, lorsque cela est pertinent, peut s'y rattacher par exemple administrativement. Enfin, les préfets et préfètes concernés (en application de l'art. 15 al. 1 de la loi du 20 novembre 1975 sur les préfets, RSF 122.3.1) ainsi que le service de l'Etat en charge de la culture accompagnent la conception et la constitution des différentes régions culturelles.

Il est important de rappeler que les chefs-lieux occupent une place centrale dans le financement et le développement culturels. Ils jouent un rôle particulier (investissement financier plus conséquent, rôle en lien avec les institutions et infrastructures culturelles régionales, etc.) que la mise en place de régions permet aussi de valoriser. De façon générale plus, l'offre culturelle des villes est régulièrement soutenue par l'Etat car ce dernier a pour mission principale de soutenir la production professionnelle, dont une large part se déroule dans les centres urbains ou péri-urbains. C'est pourquoi l'alinéa 3 prévoit un rôle particulier au sein des régions culturelles pour les communes-centres qui, si elles le souhaitent, peuvent assumer seules des responsabilités au profit de la région en concertation avec les autres communes de la région culturelle. Par exemple, la commune-centre pourrait élargir aux communes environnantes un programme de bourse pour des artistes récemment diplômés.

Article 11 – Missions et responsabilités des régions culturelles

Les activités culturelles dépassent souvent l'échelle communale (par exemple les projets régionaux réunissant plusieurs sociétés culturelles tels que girons et Céciliennes, les institutions culturelles régionales issues de partenariats ou dont les prestations sont mises en réseau, les activités de diffusion ou de prestations publiques dépassant les limites communales, etc.). De plus, les membres actifs des sociétés ou entreprises culturelles sont rarement domiciliés dans la même commune. Un niveau complémentaire et intermédiaire entre les communes et l'Etat prend mieux en compte cette réalité en vue d'accompagner les entreprises et activités culturelles en alliant proximité avec le territoire et potentiel de développement, de valorisation et de diffusion des activités culturelles.

La régionalisation apporte diverses plus-values et avantages dans le déploiement d'une offre culturelle : décentralisation, réduction des inégalités territoriales en matière d'offre, renforcement de l'identité artistique et patrimoniale, forte visibilité et valorisation de l'existant, etc. La région culturelle permet la mise en œuvre de synergies dans des espaces multifonctionnels, notamment avec d'autres politiques publiques et partenaires privés, dans les domaines social, touristique, économique ou du transport. Elle peut améliorer l'efficacité et l'efficience des processus d'encouragement. La région culturelle constitue un point de rencontre privilégié de l'action des communes et de l'Etat. Elle permet de valoriser et d'optimiser les investissements publics actuels pour les manifestations, infrastructures et institutions à caractère supralocal. Enfin, elle invite, en cohérence avec l'évolution des pratiques culturelles et de la mobilité, et en continuité à une pratique déjà bien établie dans le canton, à une plus grande solidarité entre les communes dans le financement de la culture.

Les communes sont incitées à se regrouper sous la forme d'une « région culturelle », dont la loi précise les missions principales (al. 1) :

- > (let. a) Il s'agit essentiellement des activités culturelles amateurs d'importance régionale, c'est-à-dire la production culturelle amateur et les activités amateurs d'accès à la culture (par exemple festivals dédiés à la culture amateur) qui dépassent une portée communale. En application de la définition des « activités culturelles » de l'article 4 al. 1 let. c, sont aussi incluses ici les activités liées à la sauvegarde et à la valorisation du patrimoine culturel immatériel, au niveau régional.
- > (let. b) Pour les institutions culturelles régionales : soutien aux infrastructures, au fonctionnement et aux activités de production, d'accès et de participation culturelle ainsi que de sauvegarde et de valorisation du patrimoine des institutions culturelles régionales, notamment les bibliothèques ou salles culturelles régionales.
- > (let. c) La région culturelle est également responsable du soutien à l'accès et la participation culturelle professionnels d'importance régionale (par exemple un festival régional avec des artistes professionnels).
- > (let. d) Le soutien à l'émergence artistique concerne en particulier le soutien aux personnes (en particulier les jeunes professionnels, par des bourses, aides financières, prix, etc.), dont le parcours prendra le cas échéant assez vite une ampleur cantonale et dès lors sera soutenu par l'Etat. Le soutien à l'émergence artistique au niveau régional a en effet une pertinence particulière, la région ayant une meilleure proximité avec ses talents et pouvant

permettre ainsi une meilleure transition entre la pratique amateur et la pratique professionnelle des concerné-e-s.

Cette liste n'est pas exhaustive, les régions pouvant se doter d'autres missions (al. 2). Par exemple, bien que le soutien à la production culturelle professionnelle soit du ressort principal de l'Etat, cela n'empêche aucunement un engagement conjoint des communes ou des régions culturelles pour ces activités, comme c'est le cas actuellement, par exemple dans la mise à disposition d'infrastructures ou les dispositifs de soutien de communes-centres comme Fribourg ou Bulle.

Les régions culturelles doivent pouvoir répondre à leurs contextes spécifiques. Sur la base des missions principales énoncées à l'alinéa 1 et des éventuelles autres missions établies en vertu de l'alinéa 2, il appartient à chaque région culturelle d'établir son propre catalogue d'encouragement (al. 3), soit la liste d'activités d'encouragement que la totalité ou une partie des communes membres décident de mutualiser (par exemple le soutien à une salle de spectacle régionale, etc.). Ce catalogue est actualisé périodiquement, selon les modalités prévues par les communes lors de la constitution de la région culturelle, mais au moins une fois en début de chaque législature. Les soutiens octroyés dans le cadre de ce catalogue peuvent prendre les différentes formes définies à l'article 6.

Au niveau communal, l'Etat concentre son action dans le soutien à cette régionalisation. D'une part, il incite à la création des régions culturelles. D'autre part, il soutient leur fonctionnement et certaines activités de leur catalogue d'encouragement, selon leur importance cantonale et selon des critères établis dans le règlement d'exécution (voir art. 14 al. 3).

Article 12 – Organisation des régions culturelles

Une « région culturelle » (al. 1) doit présenter, en tant qu'association de communes (voir articles 109ss de la LCo), une certaine unité ainsi qu'un intérêt commun affirmé en matière culturelle. Son périmètre correspond à une réalité du terrain avec ses diverses pratiques culturelles, tant de production (offre culturelle) que de consommation (demande culturelle).

A ce jour, Fribourg a plusieurs expériences en matière de regroupements régionaux, avec l'Agglomération de Fribourg, Option Gruyère ou encore Coriolis, que ce soit pour le soutien à des activités ou à des infrastructures culturelles, alors que plusieurs regroupements de communes sont en cours de réflexion dans les autres districts. S'il s'avère nécessaire de poser le principe de « région culturelle » dans la loi et d'encourager la régionalisation, le périmètre géographique de la région culturelle ne doit être ni imposé ni fixé (à l'échelle d'un district par exemple) mais rester souple. Cela dit, des éléments cumulatifs sont établis (al. 2) afin d'assurer la pertinence de chaque région culturelle et la valeur ajoutée par cette concertation.

Pour qu'une région culturelle soit reconnue par l'Etat, elle doit regrouper les intérêts actuels ou futurs d'un bassin significatif et cohérent de population (let. a). Plutôt qu'un seuil chiffré, des principes déterminants pour que ce critère soit rempli seront précisés dans le règlement, tels que les logiques de consommation culturelle des divers publics potentiels, les habitudes et pratiques culturelles, ou la mobilité de la population.

De plus, les communes qui la constituent doivent contribuer solidairement au financement de son fonctionnement, y compris de ses activités d'encouragement (let. b). La répartition de ce financement est laissée au choix des communes selon leurs réalités culturelles, celles de la commune-centre se distinguant généralement des autres communes (voir art. 10 al. 3). De plus, cette répartition financière peut évoluer avec le temps. Diverses clés de financement sont possibles, en lien avec la population par exemple, ou le nombre d'institutions culturelles, ou des missions particulières, à « géométrie variable ». En effet, toutes les communes d'une même région ne sont pas forcées de cofinancer l'ensemble des éléments du catalogue régional. Les communes peuvent se réunir en plusieurs « cercles » liés à certains éléments ou certaines mesures du catalogue, par exemple pour tenir compte des besoins respectifs d'une commune-centre ou des communes périphériques.

Pour garantir son bon fonctionnement, la région culturelle doit en outre se doter d'une gouvernance politique qui fixe les lignes directrices et les budgets à disposition (let. c), en tenant compte notamment des dynamiques mises en place par la commune-centre. Elle doit aussi s'être concertée sur une stratégie commune et l'atteinte d'objectifs mutualisés entre les communes (let. d). Cette stratégie régionale pourra d'ailleurs nourrir et se nourrir de la stratégie culturelle coordonnée au niveau cantonal, puisque la participation de représentant-e-s des régions (let. e) est prévue à ce niveau (voir chap. 3 de la nouvelle loi).

En outre, la région culturelle doit disposer d'une commission culturelle en charge d'analyser et d'attribuer les soutiens, riche de points de vue d'experts et de citoyens et représentative des domaines artistiques et du territoire concerné (let. f). Elle dispose aussi d'un organe opérationnel unique permanent (un ou une délégué-e culturel voire un service culturel) et de moyens suffisants pour remplir ses missions (let. g).

L'alinéa 3 prévoit que chaque région culturelle comprenne en principe au moins une commune-centre mais n'exclut pas qu'il y en ait plusieurs. En outre, par les modalités de coordination prévues par la loi, les régions pourront se concerter entre elles, ce qui évitera qu'elles ne deviennent des espaces fermés et permettra qu'elles soient au contraire ouvertes au niveau cantonal et à des collaborations intercantionales.

Si, en principe, une même commune devrait être rattachée – par souci de simplicité et d'efficacité – à une seule région culturelle, l'exception reste possible si elle donne sens et est favorable au développement culturel (al. 4). Pour rappel enfin, des missions particulières peuvent être remplies par les communes-centres, vu l'importance et la spécificité de ces dernières (voir art. 10 al. 4).

Article 13 – Ressources des régions culturelles

L'article 13 énumère les ressources des régions culturelles. Les contributions des communes (let. a) sont détaillées à l'article 12 al. 2 let. b, et celles de l'Etat (let. b et c) à l'article 14 al. 3.

La régionalisation sera progressive, car une telle mise en commun demande le temps de la concertation. Cependant, un rôle incitatif et prescriptif revient à l'Etat, qui met à disposition des régions des ressources pour favoriser leur création ou restructuration (let. b), pour soutenir les activités d'encouragement ainsi que leur fonctionnement (let. c). Il s'agit en partie de nouvelles ressources financières (voir chapitre 5 du présent rapport et art. 14 al. 3), qui ont pour but de développer les structures nécessaires à l'aménagement de l'écosystème culturel à l'échelle cantonale, au service de la population et des acteurs et actrices culturels.

Il est tout à fait possible pour un ensemble de communes de se constituer en région culturelle au-delà du délai de soutien du 31 décembre 2030 fixé à la lettre b, néanmoins sans soutien financier de l'Etat pour leurs démarches de création. Une fois la région culturelle créée, un soutien à ses activités d'encouragement (sur la base du catalogue d'encouragement) et à son fonctionnement reste possible.

Article 14 – Missions et responsabilités de l'Etat

En 2025, les institutions culturelles dont il est question à l'alinéa 1 sont les suivantes : Musée d'histoire naturelle, Musée d'art et d'histoire, Conservatoire, Bibliothèque cantonale et universitaire et – avec des conditions particulières – les Archives de l'Etat et le Château de Gruyères. Les cinq premières sont de la responsabilité exclusive de l'Etat, à l'exception du Conservatoire, financé conjointement par les communes. Elles font l'objet d'une législation spéciale (loi sur les institutions culturelles de l'Etat, LICE).

L'alinéa 2 énumère les responsabilités qui sont du ressort principal de l'Etat :

- > De nombreux principes de la répartition des missions de la loi de 1991 sont repris, en particulier la mission particulière et principale de l'Etat relative à la production culturelle professionnelle (al. 2 let. a, anciennement appelée « création »). Ce principe a été essentiel dans la mise en place de l'écosystème culturel actuel. La production professionnelle dépasse souvent les frontières communales et la capacité financière des communes concernées, c'est pourquoi un rôle particulier est confié à l'Etat dans son encouragement, ce qui n'exclut nullement un soutien des communes ou d'ententes intercommunales – comme mentionné ci-dessus en commentaire de l'article 11.

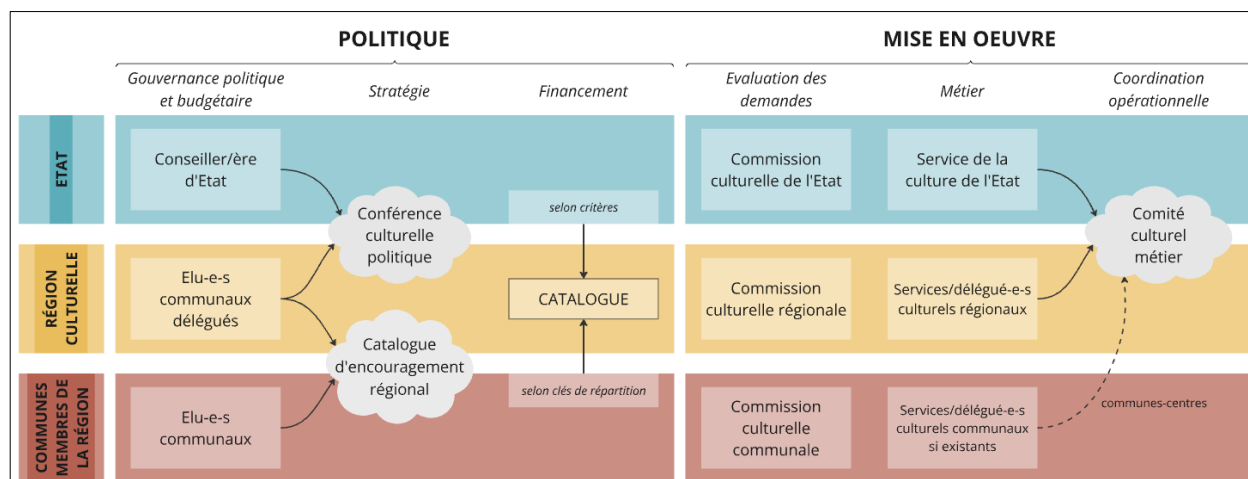
-
- > Par « soutien à des activités culturelles d'envergure cantonale » (let. b) sont entendues les activités tant de production que (nouvellement) d'accès à la culture et de participation culturelle, portés tant par des professionnels que des amateurs, et dont l'impact culturel dépasse une ou plusieurs régions culturelles (par exemple la carte culture ou l'AG culturel, ou d'autres dispositifs de soutien à la participation culturelle déployés à l'échelle cantonale). En application de la définition des « activités culturelles » de l'article 4 al. 1 let. c, sont aussi incluses ici les activités liées à la sauvegarde et à la valorisation du patrimoine culturel immatériel.
 - > La lettre c précise que l'Etat veille à soutenir à l'échelle cantonale la culture dans sa transversalité avec d'autres domaines, par exemple la culture et l'enseignement avec le programme d'encouragement Culture & Ecole, le domaine social ou touristique, etc.
 - > La culture connaissant toujours moins de frontières, par exemple avec la constitution progressive d'un espace romand de la culture, la loi confère à l'Etat des responsabilités de coordination et de financement de ces réseaux, dans la collaboration et le soutien à la circulation des œuvres culturelles dans et hors du canton ainsi qu'à l'étranger (let. d) (Conférence et Comité culturels ; accords de coopération, échanges, etc.). La lettre d concerne également la coopération au sein du canton et, dans ce cadre, la responsabilité de l'Etat dans le soutien aux faîtières culturelles cantonales – définies à l'article 7.
 - > Enfin, l'Etat joue un rôle particulier au niveau suisse d'une part dans la collaboration avec les autres cantons, par exemple la Conférence des chefs de services et délégués aux affaires culturelles (CDAC/KBK) – la conférence suisse avec sa région romande ; ou l'assemblée plénière culture (AP-culture) de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) ; ou encore la mutualisation d'ateliers à l'étranger. D'autre part, il collabore avec la Confédération (par exemple le programme de soutien au bilinguisme) (let. e).

Comme cela a été évoqué plus haut, l'Etat dispose de responsabilités et de missions vis-à-vis des régions culturelles (al. 3). En effet, il souhaite soutenir à la fois leur création ou restructuration (let. a, sous réserve que ces démarches soient réalisées dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la loi), certaines de leurs activités d'encouragement (let. b), et leur fonctionnement (let. c). Ce soutien peut être d'ordre financier mais également être constitué de prestations directes, par exemple par la mise à disposition de compétences (par exemple pour la création de la région) ou de prestations aidant au fonctionnement des régions culturelles (notamment la coordination de la Conférence et du Comité culturels, un guichet coordonné de dépôt à moindres frais, des prestations fournies par les institutions culturelles de l'Etat en faveur de la mise en réseau, etc.). Pour les trois types de soutien, la contribution de l'Etat n'est pas automatique mais déterminée notamment en fonction du catalogue d'encouragement de la région culturelle, ainsi que de critères et prestations préétablis qui sont énumérés dans le règlement d'exécution. En se référant notamment à la stratégie générale coordonnée à l'échelle du canton, une convention pluriannuelle est établie entre la région culturelle et l'Etat, qui précise les modalités de collaboration et de soutiens (par exemple soutiens liés à des missionnements d'institutions culturelles). Ces soutiens ne peuvent pas être octroyés à des communes mais uniquement à des régions culturelles.

Article 15 – Ressources de l'Etat

Le Fonds cantonal pour la culture est un instrument précieux en faveur de l'encouragement de la culture, qui a fait ses preuves. Le règlement d'exécution en précise le statut, les buts et l'alimentation.

Dans la réalisation de ses missions, l'Etat peut également utiliser toute autre source de financement appropriée : sont entendues ici notamment des ressources parapubliques (Loterie Romande) ou privées (fonds financés par des tiers, partenariats public-privé, etc.) qui lui seraient confiées.



Article 16 – Protection des données

Dans la réalisation des missions et responsabilités qui leur incombent selon la présente loi, les collectivités publiques sont amenées à traiter des données personnelles au sens de l'article 4 al. 1 de la loi du 12 octobre 2023 sur la protection des données (LPrD) (RSF 17.1). Les collectivités publiques, respectivement le Conseil d'Etat et les communes, fixent les modalités les concernant dans leurs dispositions d'exécution.

4. Compétences au sein de l'Etat

Article 17 – Compétences du Conseil d'Etat

Les différentes attributions du Conseil d'Etat sont énumérées dans l'article 17. Le Conseil d'Etat définit notamment la politique générale de l'Etat en matière d'encouragement des activités culturelles (let. a), principalement dans le programme gouvernemental de législation. Il y tiendra compte de la stratégie culturelle coordonnée avec les régions. Il décide des soutiens qui relèvent de sa compétence (let. d) : sont ici à entendre des soutiens dont le montant dépasserait un seuil conséquent et précisé dans le règlement. A l'heure actuelle, il s'agit des décisions pour des montants de plus de 50 000 francs. En accord avec l'annexe 2 du règlement d'exécution de la loi sur les finances de l'Etat (RFE) (RSF 610.11), qui règle les compétences financières du Conseil d'Etat, des Directions, établissements et services en matière d'engagement des dépenses et de signatures, le Conseil d'Etat est désormais compétent pour des montants de plus de 100 000 francs, la Direction pour des montants de plus de 50 000 francs et le Service de la culture pour les décisions jusqu'à 50 000 francs. Ces seuils seront rappelés dans la réglementation d'exécution.

Dans le cadre de la stratégie culturelle coordonnée (art. 7), le Conseil d'Etat arrête l'organisation et le fonctionnement de la Conférence culturelle et du Comité culturel, c'est-à-dire qu'il en établit le cadre formel. Il n'est en revanche pas en charge de la nomination de ses membres non-étatiques.

Article 18 – Compétences de la Direction

L'article 18 énumère les attributions de la Direction en charge de la culture (al. 1). Elle traite notamment au sein de l'Etat toute question qui relève de l'encouragement des activités culturelles (let. a) et décide des soutiens que le règlement place dans sa compétence (let. c), soit notamment ceux dont le montant est inférieur au seuil précisé dans le règlement. Elle nomme en outre les membres des jurys pour l'attribution de prestations particulières (let. d), par exemple pour les soutiens à la production en arts de la scène ou encore les octrois de bourses et d'ateliers.

Par l'alinéa 2, la Direction peut déléguer ses compétences de décision et de signature pour des objets particuliers au service en charge de la culture, notamment les décisions pour des types particuliers de soutien (voir art. 19 al. 3 let. d).

Article 19 – Compétences de la Commission culturelle de l'Etat

La commission culturelle est un organe consultatif important car ses préavis servent à fonder la majorité des décisions de la Direction et du Conseil d'Etat en matière d'encouragement des activités culturelles.

Dans la législation de 1991, le principe de diversité de la commission culturelle est laissé au règlement. S'agissant d'un principe fondamental pour garantir un encouragement informé tant au niveau artistique que culturel, ce principe est remonté au niveau de la loi et il s'enrichit des notions d'« experts » et de « citoyens » (al. 2). Les membres de la commission doivent donc disposer de compétences dans un ou plusieurs domaine(s) artistique(s)/culturel(s) et faire preuve d'un intérêt marqué pour la vie culturelle fribourgeoise. Les détails de composition (notamment nombre de membres) et de fonctionnement sont laissés au règlement.

Les attributions de la commission sont énumérées à l'alinéa 3. La commission est notamment consultée sur l'attribution de tous les soutiens, à l'exception de cas particuliers (let. d). Sont entendus ici des soutiens dépendant de procédures spécifiques (notamment lorsque le rôle de préavis est attribué à un jury, par exemple pour des bourses ou achats d'œuvres, ou à toute autre instance spécialisée, par exemple pour le programme Culture & Ecole). Il s'agit actuellement principalement des soutiens suivants : les décisions relatives au programme Culture & Ecole, les bourses, les ateliers et les achats d'œuvres (le ou la chef-fe, ou un représentant ou une représentante du service en charge de la culture présidant automatiquement les jurys), le renouvellement des soutiens annuels aux frais administratifs d'une association ou encore les aides à la diffusion et les résidences en musiques actuelles et en arts de la scène, ainsi que des mesures de coopération internationale, de promotion du bilinguisme et en lien avec d'autres prestations de l'Etat, ou le Fonds du Conseil d'Etat pour les projets culturels, sportifs ou sociaux (fonds issu des bénéfices de la Loterie Romande).

5. Révocation, restitution et voies de droit

Article 20 – Révocation et restitution des subventions

Cette disposition reprend les éléments des articles 37 et 38 de la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub) (RSF 616.1) jugés fondamentaux pour le domaine d'application de la présente loi, légèrement reformulés pour être compris dans le contexte de celle-ci. Ces principes s'appliquent à toutes les collectivités publiques. Pour l'Etat, ils sont complétés par les éléments présents dans la LSub.

Article 21 – Voies de droit

Les décisions relatives à l'octroi de soutiens peuvent être contestées de deux manières : d'abord auprès de l'organe qui en est l'auteur par la voie simple de la réclamation ; puis par voie de recours, selon le code de procédure et de juridiction administrative (CPJA) (RSF 150.1) : respectivement l'article 103 pour la procédure et l'article 79 pour les délais.

5 Incidences du projet de loi

5.1 Conséquences financières et en personnel

La mise en œuvre de la nouvelle loi aura plusieurs incidences organisationnelles. Elle demandera une réorganisation partielle des ressources des différentes collectivités publiques afin d'implanter la coordination prévue aux articles 7 et 8. Cette réorganisation impacte en particulier le service en charge de la culture au sein de l'Etat de Fribourg, qui est chargé de la coordination générale des travaux. Pour les autres collectivités publiques, l'objectif de cette coordination est de parvenir à améliorer les pratiques d'encouragement sans pour autant devoir accroître les ressources nécessaires à sa gestion. Les optimisations possibles grâce à une coordination plus claire et efficace permettront de compenser le temps qui lui sera consacré notamment par les délégué-e-s culturels.

Cette révision tient compte de la prudence requise quant à l'évolution des finances publiques, en particulier dans le contexte préoccupant actuel qui rend nécessaire l'élaboration d'un programme d'assainissement des finances de l'Etat. Si plusieurs incidences financières sont à prévoir, la nouvelle loi peut se déployer à partir de deux scénarios principaux, (A) maintenant le budget global actuel et (B) d'une augmentation budgétaire (para)publique. Elle peut fonctionner par « beau temps » comme par « temps plus nuageux » des finances publiques. Il convient ici de rappeler

que les budgets culturels de chaque collectivité publique ne sont pas établis dans la loi mais sont décidés chaque année au travers de leur procédure budgétaire respective.

5.1.1 Scénario financier A

Il est nécessaire, *a minima*, de maintenir le budget (para)public global actuel de chaque niveau (Etat, communes, ainsi que Loterie Romande). Une opération blanche prévoyant différentes réallocations des ressources actuelles permet déjà un meilleur impact et une cohérence améliorée de l'action publique, par exemple via une contribution financière incitative de l'Etat ainsi que des communes aux régions auxquelles sont déléguées des missions d'encouragement.

5.1.2 Scénario financier B

Si différents mécanismes d'optimisation, de mutualisation et de priorisation sont mis en place, qui vont permettre une amélioration de l'impact de l'action publique, les échanges menés durant le processus participatif aboutissent à un constat unanime : au regard des attentes des milieux culturels et de l'importance accordée par les collectivités publiques à la culture, seule une hausse progressive des moyens alloués permettra d'atteindre les objectifs à la hauteur des ambitions annoncées et d'avoir de véritables impacts systémiques. Pour la création des régions, une politique financière incitative de l'Etat, à travers des moyens supplémentaires, et la solidarité financière des communes sont attendues.

5.2 Effets sur le développement durable

Ce projet a été évalué avec la Boussole21. La révision présente des améliorations dans la manière dont les principes d'encouragement des activités culturelles intègrent le développement durable, qu'il soit environnemental, économique ou social –, tant au niveau de la conception des outils de soutien que dans les critères d'évaluation des projets proposés par les milieux culturels. Cette révision ambitionne ainsi d'améliorer de manière systémique la durabilité de l'écosystème culturel fribourgeois.

5.3 Conséquences sur l'organisation permanente et les autres projets cantonaux

La présente révision n'a pas d'impact sur l'organisation permanente et les autres projets cantonaux.

5.4 Effets sur la répartition des tâches Etat-communes

L'imbrication actuelle de l'encouragement entre les niveaux s'avère parfois peu performante pour répondre avec agilité aux enjeux culturels et sociétaux, et l'attente d'une meilleure collaboration est forte. La présente révision clarifie cette répartition, mais elle n'a pas d'impact sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Elle inscrit en revanche un niveau intermédiaire facultatif, celui de la « région culturelle » organisée sous la forme d'une association de communes. Là où, dans la loi de 1991, l'Etat pouvait soutenir directement – mais à titre subsidiaire – des manifestations à caractère régional, il garde dans le présent projet un même engagement par des soutiens indirects via les régions culturelles.

5.5 La constitutionnalité, la conformité au droit fédéral et l'eurocompatibilité du projet

Le présent projet est conforme au droit fédéral et à la Constitution cantonale. Il ne présente pas d'incompatibilité avec le droit européen.

5.6 Suite définitive à des interventions parlementaires

Le présent projet donne une suite définitive à la motion Laurent Dietrich 2022-GC-65 « Révision totale de la Loi sur les affaires culturelles (LAC) ».

5.7 Soumission aux référendums législatif et financier

Le présent projet de loi est soumis au référendum législatif. Il n'est pas soumis au référendum financier facultatif ou obligatoire (art. 45 et 46 de la Constitution du canton de Fribourg).

6 Conclusion

Le Conseil d'Etat considère que le projet de loi permettra, avec ses principes fondamentaux (chap. 3), une réorganisation efficace et partenariale de l'encouragement public de la culture, un secteur important du canton de Fribourg qui pourra ainsi poursuivre son développement. Il invite le Grand Conseil à accepter le projet de loi sur l'encouragement des activités culturelles selon les modalités du présent message.



Botschaft 2023-DFAC-3

15. April 2025

Totalrevision des Gesetzes vom 24. Mai 1991 über die kulturellen Angelegenheiten (KAG)

Wir unterbreiten Ihnen die Botschaft des Staatsrats zur Totalrevision des Gesetzes über die kulturellen Angelegenheiten.

Diese Vorlage geht zurück auf die:

Motion 2022-GC-65	Totalrevision des Gesetzes über die kulturellen Angelegenheiten (KAG)
Urheber:	Laurent Dietrich

Inhalt

1	Einführung	3
1.1	Notwendigkeit einer Überarbeitung der Gesetzgebung über die kulturellen Angelegenheiten	3
1.2	Investieren in die Kultur	3
2	Hintergrund und Herausforderungen	4
2.1	Inhalt des Vorentwurfs	4
2.2	Vorgehensweise	4
2.2.1	Steuerung und Arbeitsgruppe	4
2.2.2	Eine partizipative Vorgehensweise	4
2.2.3	Vernehmlassung zum Vorentwurf	5
2.3	Wichtigste Ergebnisse des Vernehmlassungsverfahrens	5
2.3.1	Allgemeines	5
2.3.2	Kulturpraxis im Amateur- und im professionellen Bereich	5
2.3.3	Öffentliche Körperschaften und Aufgabenverteilung	6
2.3.4	Koordinierte Kulturstrategie	6
2.3.5	Halbstaatliche, halbprivate und private Partner	7
2.3.6	Für die Kultur bereitgestelltes Budget	7
2.3.7	Immaterielles Kulturerbe	7
3	Ausführliche Beschreibung des Projekts	7
4	Kommentare zu den einzelnen Artikeln des Gesetzesentwurfs	8

5	Auswirkungen des Gesetzesentwurfs	22
5.1	Finanzielle und personelle Auswirkungen	22
5.1.1	Finanzielles Szenario A	23
5.1.2	Finanzielles Szenario B	23
5.2	Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung	23
5.3	Auswirkungen auf die ständige Organisation und andere kantonale Projekte	23
5.4	Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden	23
5.5	Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht (Verfassungsmässigkeit, Bundesrechtskonformität und Europaverträglichkeit des Entwurfs)	24
5.6	Abschliessende Beantwortung parlamentarischer Vorstösse	24
5.7	Unterstellung unter das Gesetzes- oder Finanzreferendum	24
6	Schlussbemerkungen	24

1 Einführung

1.1 Notwendigkeit einer Überarbeitung der Gesetzgebung über die kulturellen Angelegenheiten

Seit 1991 dient das Gesetz vom 24. Mai 1991 über die kulturellen Angelegenheiten (KAG) (SGF 480.1), das erste kantonale Gesetz in diesem Bereich, allen öffentlichen Körperschaften als übergeordneter Rahmen, um die Entwicklung der Freiburger Kulturszene und des Kulturschaffens sowohl im professionellen als auch im Amateurbereich zu begleiten. In dreissig Jahren hat sich diese Szene von Kulturschaffenden, Kulturinstitutionen und Vereinen in allen Regionen des Kantons entwickelt. Sie hat einen Platz zwischen den grössten Schweizer Ballungszentren gefunden, verbindet die beiden Sprachregionen und ist ein Publikumsmagnet, der viele Menschen in den Kanton zieht und Freiburg weit über seine Grenzen hinaus strahlen lässt.

Seit mehreren Jahren steht der Kultursektor vor neuen Herausforderungen und die Gemeinwesen müssen sich bei der Kulturförderung mit verschiedenen Entwicklungen auseinandersetzen: Veränderungen in der Kulturproduktion im Amateur- und professionellen Bereich, neue Erwartungen an die Kultur und neue Funktionen der Kultur (Standortattraktivität, sozialer Zusammenhalt, Querschnittsfunktion der öffentlichen Politik usw.), zunehmende Urbanisierung mit einer sich verändernden Kulturpraxis, Mobilität des Publikums bei der Nutzung der kulturellen Strukturen, Ausbau der interkantonalen und sogar internationalen Kooperationsnetzwerke oder auch strukturelle Schwächen, die die Coronakrise ans Licht gebracht hat. Zudem gilt es, den bedeutenden Beitrag anzuerkennen, den die Kultur zur wirtschaftlichen Entwicklung leisten kann: Das Freiburger Kulturökosystem ist heute ein Wirtschaftszweig und ein Faktor, der die Attraktivität des Kantons steigert. Es weist ein Entwicklungspotenzial auf (Tourismus, Kreativwirtschaft, Wertschöpfung usw.), das die öffentliche Hand in Ergänzung zu privaten Initiativen fördert.

Auch wenn die im Gesetz von 1991 verankerten Grundsätze der Subsidiarität und der Bürgernähe weiterhin angebracht sind, erweist sich die gegenwärtige Verflechtung der Förderung zwischen den Ebenen (Staat, Gemeinden, bestehende interkommunale Vereinbarungen) mitunter als wenig effizient, um den heutigen und künftigen kulturellen und gesellschaftlichen Herausforderungen flexibel zu begegnen. Die Notwendigkeit einer besseren Zusammenarbeit ist gross. Sowohl auf Seiten der öffentlichen Körperschaften als auch der Kulturkreise wurde in den letzten Jahren der Wunsch geäussert, die gesetzlichen Rahmenbedingungen zu überarbeiten. Insbesondere erfolgte dies mit einer am 25. März 2022 eingereichten Motion (2022-GC-65) von Laurent Dietrich, dem Präsidenten des Kulturclubs des Grossen Rates. Diese Motion schlug vor, grundlegende Überlegungen anzustellen, um den Kanton Freiburg mit einem Rechtsapparat auszustatten, der den aktuellen Bedürfnissen und Strömungen wie auch der künstlerischen und technologischen Entwicklung Rechnung trägt. Im Einklang mit seiner Kulturstrategie aus dem Jahr 2017, die seitdem aktualisiert wurde, hiess der Staatsrat die Motion gut. Der Grosse Rat nahm diese schliesslich im September 2022 fast einstimmig an. Diese Totalrevision des KAG (die auch eine Revision des Gesetzes über die kulturellen Institutionen des Staates beinhaltet) ist ein wichtiges Gesetzgebungsprojekt der Legislaturperiode 2022–2026.

1.2 Investieren in die Kultur

Das Regierungsprogramm des Staatsrats 2022–2026 erinnert daran, dass alle Menschen «Zugang zu Kultur haben» müssen, «da diese dem Wohlbefinden und dem sozialen Zusammenhalt zugutekommt». Die öffentlichen Körperschaften des Kantons Freiburg investieren in die Kultur. Das KAG, das den Rahmen für diese öffentlichen Investitionen bildet, wird jedoch den Herausforderungen, denen sich Kulturakteurinnen und -akteure, Kulturprojekte und -institutionen in den Bereichen Kunst und Kultur, Zugang zur Kultur und kulturelle Teilhabe sowie im Zusammenhang mit der sozialen, wirtschaftlichen und ökologischen Nachhaltigkeit gegenübersehen, nicht mehr ausreichend gerecht. Der Staatsrat sieht in dieser Gesetzesrevision eine Chance, diesen Herausforderungen zu begegnen und die Bestrebungen des Kantons Freiburgs im Kulturbereich zu fördern, indem die geeigneten rechtlichen, strategischen, strukturellen und finanziellen Mittel bestimmt werden. Um dies zu erreichen, müssen der Dialog und die Koordination zwischen den öffentlichen Körperschaften und mit den kulturellen Kreisen verstärkt

werden. So kann die Kultur auch weiterhin zum sozialen Zusammenhalt, zum kritischen Denken, zur wirtschaftlichen und touristischen Entwicklung oder auch zur positiven Ausstrahlung des Kantons Freiburg beitragen.

2 Hintergrund und Herausforderungen

—

2.1 Inhalt des Vorentwurfs

Der Vorentwurf des Gesetzes über die Förderung kultureller Aktivitäten entsprach weitgehend dem vorliegenden Gesetzesentwurf, dessen Grundzüge im 3. Kapitel beschrieben werden.

2.2 Vorgehensweise

2.2.1 Steuerung und Arbeitsgruppe

Die Arbeiten wurden von der Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten (BKAD) durch einen Projektausschuss geleitet. Die operative Leitung wurde einer Arbeitsgruppe des Amts für Kultur anvertraut.

2.2.2 Eine partizipative Vorgehensweise

Die Gesetzesrevision soll sich mit der Kultur in ihrer Gesamtheit befassen und dabei die aktuellen und künftigen Herausforderungen berücksichtigen. Der Staatsrat wollte seine Überlegungen daher auf ein partizipatives Vorgehen stützen, das die öffentlichen Partner und die betroffenen kulturellen Kreise einbezieht. Dieses fand in den Jahren 2023 und 2024 statt. Neben zahlreichen Einzelkonsultationen wurden zwischen April und Juni 2023 vier partizipative Workshops durchgeführt. Die Workshops waren in drei thematische Schwerpunkte gegliedert, die von externen Expertinnen und Experten geleitet wurden: Zugang zu Kultur und kulturelle Teilhabe, Kulturproduktion und Werdegang der Kulturakteurinnen und -akteure, Führung (Governance) und Finanzierung – aus Sicht der Kulturkreise sowie der politischen Partner. So wurden insgesamt über 200 Gesprächspartnerinnen und -partner angehört: Kulturakteurinnen und -akteure, Vertreterinnen und Vertreter der kantonalen Dachverbände für Professionelle und Amateurschaftende im Kulturbereich; Vertreterinnen und Vertreter von Kulturveranstaltern, -organisationen und -institutionen; Vertreterinnen und Vertreter namentlich aus den Bereichen Soziales, Bildung, Tourismus und Wirtschaft; Ansprechpersonen sowie Expertinnen und Experten aus dem Kulturbereich ausserhalb des Kantons; die professionellen Kulturbeauftragten des Kantons Freiburg (Stadt Freiburg, Agglomeration Freiburg, Stadt Bulle, Option Gruyère, Estavayer-le-Lac); politische Entscheidungsträgerinnen und -träger, Oberamtspersonen, die in den Bezirkshauptorten für die Kultur zuständigen Gemeinderätinnen und Gemeinderäte sowie der Vorstand des Freiburger Gemeindeverbands; Direktorinnen und Direktoren und Mitglieder der Kommissionen der Kulturinstitutionen des Staates und der Ämter, die sich mit dem kantonalen Kulturerbe befassen; Mitglieder der kantonalen Kommission für das immaterielle Kulturerbe. Die Kommission für kulturelle Angelegenheiten des Staates Freiburg hat bei mehreren Gelegenheiten Einsicht in die Arbeiten genommen und deren Ausrichtung bestätigt.

Dieses partizipative Vorgehen bot einen offenen Rahmen für den Meinungsaustausch und ermöglichte es, sowohl positive als auch kritische Feststellungen, Schwachpunkte und Prioritäten darzulegen und verschiedene Vorschläge zu formulieren. Das Ergebnis war ein im Dezember 2023 vom Staatsrat genehmigtes Kulturkonzept, das Grundsätze, strategische Ausrichtungen und Handlungsmaßnahmen aufzeigt. Dieses Konzept diente als Grundlage für die Erarbeitung des Gesetzesvorentwurfs und anschliessend des Gesetzesentwurfs. Das partizipative Verfahren hat die Notwendigkeit und den einhelligen Willen bestätigt, das KAG zu überarbeiten, um den systemischen Herausforderungen, mit denen die Kultur konfrontiert ist, besser Rechnung zu tragen. Das bedeutet, dass die verschiedenen Elemente, die den Kultursektor ausmachen, nicht mehr isoliert betrachtet werden sollen, sondern als ein System, das auf vielfältigen Wechselwirkungen beruht und besser gestaltet werden muss. Dieser partizipative Ansatz wird bei den Arbeiten an der Revision des Ausführungsreglements weitergeführt.

2.2.3 Vernehmlassung zum Vorentwurf

Der Gesetzesentwurf befand sich vom 21. Juni bis zum 21. Oktober 2024 gemäss Artikel 22 Abs. 1 des Reglements vom 24. Mai 2005 über die Ausarbeitung der Erlasse (AER) (SGF 122.0.21) in einer externen Vernehmlassung.

Insgesamt gingen 78 Stellungnahmen ein:

- > 13 kantonale Gremien;
- > 23 Gemeinden, 4 Gemeindeverbände, der Freiburger Gemeindeverband und die Konferenz der Gemeindepräsidentinnen und -präsidenten der Bezirkshauptorte und grossen Gemeinden;
- > 6 politische Parteien;
- > 17 Dachverbände im Kulturbereich;
- > 13 Kulturvereine und Privatpersonen.

Die Stellungnahmen zum Vorentwurf, die in einem Vernehmlassungsbericht (siehe Anhang) ausführlich erfasst wurden, waren zahlreich und kamen sowohl aus der Politik als auch aus dem kulturellen und zivilgesellschaftlichen Bereich. Die Teilnehmerinnen und Teilnehmer an der Vernehmlassung lobten die Qualität der partizipativen Vorgehensweise, und der Staatsrat begrüsst die durch die Vernehmlassung angeregten kulturpolitischen Überlegungen.

Im Allgemeinen zeigten sich die Antwortenden weitgehend zufrieden mit dem Inhalt des Vorentwurfs. Sie betonten, dass ein solches Gesetz der Bevölkerung zugutekommt, die von einem vielfältigeren, qualitativ hochwertigen und ortsnahen Kulturangebot profitiert. Als Rückgrat des neuen Gesetzes werden die fünf Grundprinzipien als wesentlich für die Entwicklung der Freiburger Kultur angesehen, ebenso wie der Geist, das Konzept und die allgemeine Struktur des Gesetzes. Mehrere Fragen oder Bemerkungen, einige eher allgemein, andere sehr punktuell, führten zu Änderungen des Gesetzes sowie zu zusätzlichen Informationen in der vorliegenden Begleitbotschaft. Zu vielen Themen gab es Kommentare oder vor allem Fragen nach näheren Erläuterungen, die sich auf die konkrete Umsetzung des Gesetzes bezogen. Diese Kommentare und Präzisierungswünsche werden bei der künftigen Ausarbeitung der Ausführungsbestimmungen sehr hilfreich sein, sei es beim Ausführungsreglement oder bei künftigen Fördermassnahmen, wie z.B. Präzisierungen des regionalen Förderkatalogs, die Organisation der Kulturkonferenz und des Kulturausschusses, detaillierte Definitionen usw.

2.3 Wichtigste Ergebnisse des Vernehmlassungsverfahrens

Alle angebrachten – manchmal widersprüchlichen – Bemerkungen wurden analysiert, insbesondere hinsichtlich ihrer Relevanz im Hinblick auf den rechtlichen Rahmen und ihrer Häufigkeit. Die wichtigsten Ergebnisse werden im Folgenden zusammengefasst.

2.3.1 Allgemeines

Verschiedene rechtliche Anmerkungen zur Gesetzesstruktur wurden geprüft und führten zu geringfügigen Anpassungen. Darüber hinaus wurde das Bestreben nach einer starken Kulturpolitik des Kantons – das im Vorentwurf nur teilweise zum Ausdruck kam – zu Beginn des Gesetzesentwurfs erneut bekräftigt.

2.3.2 Kulturpraxis im Amateur- und im professionellen Bereich

In mehreren Rückmeldungen wird die Beibehaltung der Unterscheidung zwischen Professionellen und Amateurschaffenden in Frage gestellt. Der Kanton Freiburg möchte zwar die bestehende Komplementarität zwischen Amateur- und professioneller Kulturpraxis nachdrücklich aufwerten, doch sind diese beiden Arten der Kulturpraxis nicht mit denselben Herausforderungen konfrontiert. Es ist unabdingbar, das finanzielle Risiko zu berücksichtigen, das von professionellen Kulturschaffenden eingegangen wird, deren Einnahmequelle die Kultur ist. Daher wird die Unterscheidung beibehalten.

Die Amateurkreise begrüssen die Tatsache, dass der Stellenwert der Amateurpraxis im Gesetzestext stärker hervorgehoben wird, was zu einer besseren Anerkennung ihrer öffentlichen Bedeutung führen wird, auch im Zusammenhang mit der Aufwertung der in Form von Sachleistungen gewährten öffentlichen Unterstützung.

2.3.3 Öffentliche Körperschaften und Aufgabenverteilung

Die Städte Bulle, Freiburg und Estavayer fordern mehr staatliche Anerkennung für die Kernstädte (villes-centre). Diese sind für die kulturelle Dynamik unerlässlich: Ihnen werden in den Kulturregionen eine zentrale Stellung und ein grosser Handlungsspielraum eingeräumt. Es sei auch daran erinnert, dass ein Grossteil der – vom Staat geförderten – professionellen Produktion in diesen Zentren stattfindet: Die betreffende Bevölkerung profitiert somit besonders von der vom Staat gewährten kulturellen Unterstützung, die zur Bereicherung des Kulturangebots beiträgt.

Darüber hinaus fordern einige Gemeinden, dass ihnen bei der Förderung weiterhin völlig freie Hand eingeräumt wird: Diesbezüglich wurde der Gesetzesentwurf nicht geändert, da er gerade darauf abzielt, einen Grundstock an Prioritäten festzulegen und den Gemeinden gleichzeitig die Freiheit zu lassen, mehr zu tun. In diesem Zusammenhang wurde das Thema der Förderung des künstlerischen Nachwuchses präzisiert.

Der Freiburger Gemeindeverband (FGV) wie auch zahlreiche mittlere und kleine Gemeinden sind dagegen, dass eine Gemeinde, die nicht Teil einer Kulturregion sein möchte, nicht vom Staat unterstützt werden kann. Zur Erinnerung: Die Verantwortung für lokale Aktivitäten liegt weiterhin bei den Gemeinden. Das neue Gesetz zielt darauf ab, dass der Staat neu über die Kulturregionen auch Aufgaben auf regionaler Ebene unterstützen kann. Es ist zudem wichtig, daran zu erinnern, dass professionelle Produktionen, die auf dem Gebiet einer Gemeinde stattfinden, die nicht in einer Region liegt, auch nach dem neuen Gesetz vom Staat unterstützt werden können, wie es bereits heute der Fall ist.

Kritik gab es wegen der mangelnden Klarheit bezüglich der Unterstützung für Kulturinstitutionen (ausser für staatliche Institutionen). Der Gesetzesentwurf und die vorliegende Botschaft wurden geändert, um die Absichten des Vorentwurfs zu verdeutlichen und zu präzisieren. Die bestehenden Unterstützungen werden beibehalten.

Als Reaktion auf mehrere Bedenken wurde ein Absatz über die Bedeutung eines Förderrahmens, der für Gleichbehandlung und Transparenz sorgt, hinzugefügt.

2.3.4 Koordinierte Kulturstrategie

Die Bedeutung einer besseren Koordination der öffentlichen Stellen untereinander sowie mit den Akteurinnen und Akteuren vor Ort wurde klar unterstrichen.

Der FGV fordert, dass auch die Gemeinden in der Kulturkonferenz vertreten sind. Der Gesetzesentwurf erfüllt diese Forderung.

Mehrere kulturelle Dachverbände haben darum gebeten, in der Kulturkonferenz und im Kulturausschuss vertreten zu sein: Da eine Trennung zwischen Politik und Kultur als gesund und für eine gute öffentliche Politik unerlässlich gilt, wurde dieser Änderungswunsch nicht berücksichtigt. Im Gesetz sind andere Instrumente vorgesehen, um den Austausch zwischen den Kulturkreisen und den öffentlichen Körperschaften zu fördern.

Einige öffentliche Körperschaften kritisieren ein zu starkes «Pyramidensystem» und befürchten einen Mangel an Autonomie für die Gemeinden. Da eine solche Hierarchie keineswegs das Ziel des Gesetzes ist, haben der Gesetzesentwurf und die vorliegende Botschaft Klarheit geschaffen, um dieses Missverständnis zu vermeiden und die Formen der Koordination und Zusammenarbeit zu präzisieren: Die Vorlage legt mehr Gewicht auf die partnerschaftliche Dimension der Beziehungen zwischen den verschiedenen öffentlichen Körperschaften, die an der Kulturförderung beteiligt sind. Die Befürchtung, dass Förderkriterien vom Staat vorgeschrieben werden könnten, führte zu einigen Klarstellungen in der Botschaft, da dies nicht die Absicht des Vorentwurfs war.

Die Vereinfachung der Verfahren für die Einreichung von Gesuchen wurde begrüsst, da sie namentlich den Verwaltungsaufwand der Kulturkreise verringern wird. In einigen Rückmeldungen wird jedoch die Befürchtung geäussert, dass die Autonomie – insbesondere die Entscheidungsfreiheit – zwischen den verschiedenen öffentlichen Körperschaften eingeschränkt sein könnte. Der Gesetzesentwurf wurde angepasst, um zu bekräftigen, dass jede öffentliche Körperschaft weiterhin ihre eigenen, unabhängigen Entscheidungen treffen wird.

2.3.5 Halbstaatliche, halbprivate und private Partner

Viele Antwortende wünschen sich, dass das Gesetz die Loterie Romande dazu zwingen kann, wie sie ihre Unterstützungen festlegt. Die Loterie Romande ist jedoch keine öffentliche Körperschaft und verfügt über ein eigenes, interkantonaies Reglement. Ein Gesetz über die Förderung kultureller Aktivitäten durch den Staat kann keine Verpflichtungen für ein solches Organ vorsehen. Im Gesetzesentwurf wurden jedoch die Koordinationsinstrumente zwischen der Loterie Romande und den öffentlichen Körperschaften gestärkt – so wird die Loterie Romande beispielsweise zu einem ständigen Gast der Kulturkonferenz. Darüber hinaus ist sie an der gemeinsamen Anlaufstelle beteiligt.

Die gleiche Frage kam mehrfach in Bezug auf die (halb-)privaten Partner wie die 4P oder das Casino Barrière auf. Auch hier gilt: Das Gesetz kann sie zu nichts zwingen. Öffentliche Körperschaften können diese Unternehmen natürlich einladen, sich an der Kulturförderung zu beteiligen.

2.3.6 Für die Kultur bereitgestelltes Budget

Die Rückmeldungen aus der Vernehmlassung zeigen einhellig, dass sich die Kulturakteurinnen und -akteure und die Kulturunternehmen in einem Punkt einig sind: Die Kultur benötigt mehr Mittel, um sich weiterentwickeln zu können. Die Gemeinden erwarten ein starkes Zeichen vom Staat. Die Sozialdemokratische Partei schlägt vor, dass im Gesetz festgeschrieben wird, dass 2% der Kantonsausgaben für die Kultur verwendet werden und/oder dass 40 Franken pro Einwohner/in für die Unterstützung des kulturellen Schaffens aufgewendet werden. Der Gesetzesentwurf bekräftigt die Mitverantwortung des Staates und der Gemeinden für die öffentliche Kulturförderung.

Einige Antwortende sind auch der Meinung, dass die Ziele des neuen Gesetzes ohne eine Aufstockung der Mittel nicht erreicht werden können. Diesbezüglich sei daran erinnert, dass das neue Gesetz an sich keine neuen Ausgaben nach sich zieht: Es soll vor allem einen organisatorischen Rahmen schaffen, den Einsatz der verfügbaren öffentlichen Mittel effizienter gestalten und Mechanismen einführen, die die Qualität und Kohärenz der öffentlichen Förderung kultureller Aktivitäten mittel- und langfristig verbessern.

2.3.7 Immaterielles Kulturerbe

Verschiedene mit dem immateriellen Kulturerbe verbundene Organisationen beklagen, dass ihre Aktivitäten nicht genügend unterstützt werden. Tatsächlich war jedoch im Vorentwurf des Gesetzes eine Verbesserung der Unterstützungsbedingungen vorgesehen, die aber nicht so wahrgenommen wurde. Der Gesetzesentwurf und die vorliegende Botschaft wurden überarbeitet, um die Ausweitung der Unterstützungsmöglichkeiten für diese wichtigen Aktivitäten zu verdeutlichen.

3 Ausführliche Beschreibung des Projekts

Der Gesetzesentwurf berücksichtigt fünf Grundprinzipien oder Grundwerte der Kultur (siehe Art. 5) und fünf Leitlinien für die öffentliche Kulturförderung (siehe unten). Diese Neuerungen zielen darauf ab, die Wirkung der öffentlichen Massnahmen zur Förderung kultureller Aktivitäten zu verbessern, insbesondere bei der Koordination der öffentlichen Körperschaften untereinander und mit dem Kulturbereich oder bei der Festlegung gemeinsamer Richtlinien für eine bessere Gestaltung der Kulturförderung.

- > *Betonung der kulturellen Teilhabe und des Zugangs zur Kultur:* Die gesellschaftliche Entwicklung im Kanton Freiburg in den letzten zehn Jahren hat gezeigt, dass es immer notwendiger wird, bei der Durchführung kultureller Aktivitäten die vielfältigen Bedürfnisse der verschiedenen Zielgruppen und die zahlreichen Hindernisse beim Zugang zur Kultur zu berücksichtigen.
- > *Förderung einer nachhaltigen Kulturproduktion:* Der Kultursektor leidet unter strukturellen Schwächen, wie die Coronakrise verdeutlicht hat. Durch die Festlegung von Nachhaltigkeitskriterien bei der Bewertung von Projekten (insbesondere hinsichtlich einer angemessenen Vergütung und der wirtschaftlichen Tragfähigkeit der Projekte) soll die öffentliche Förderung auf wirtschaftliche, aber auch auf gesellschaftliche und ökologische

-
- Nachhaltigkeit ausgerichtet werden. In diesem Zusammenhang verfügt der Kanton Freiburg über eine Stärke, die es zu nutzen gilt, nämlich die Verbindung von Amateur- und professioneller Kulturproduktion.
- > *Förderung der Nachhaltigkeit kultureller Institutionen*, welche die Schaufenster des kulturellen Lebens im gesamten Kanton sind und immer mehr Aufgaben erfüllen müssen. Eine bessere Absprache zwischen den öffentlichen Körperschaften über diese Aufgaben sollte zu einer stabileren Finanzierung und Verwaltung führen.
 - > *Stärkung der Zusammenarbeit durch eine koordinierte Kulturstrategie und Vereinfachung der Verwaltung*: Zwar gibt es bereits verschiedene Formen der Zusammenarbeit zwischen den öffentlichen Körperschaften, doch wird mit dem neuen Gesetz ein Rahmen geschaffen, um diese Zusammenarbeit zu erleichtern und die öffentlichen Körperschaften bei der Entwicklung ihrer eigenen Kulturpolitik und, falls gewünscht, bei der Zusammenarbeit zu unterstützen. Es geht auch darum, die Bearbeitung von Unterstützungsgesuchen zu vereinfachen und damit einer Erwartung seitens der Kulturkreise zu entsprechen.
 - > *Verbesserung der Kohärenz bei der Verteilung öffentlicher Aufgaben und Finanzmittel*: Projekte und Einrichtungen werden häufig von mehreren Körperschaften gemeinsam finanziert, wobei deren sehr unterschiedliche Erwartungen eine wichtige Rolle spielen. Das neue Gesetz übernimmt, verfeinert und präzisiert die derzeitige Aufgabenverteilung zwischen den Körperschaften und schafft durch die Einrichtung von «Kulturregionen» einen Rahmen für die strukturierte Zusammenarbeit auf der Ebene miteinander verbundener Gebiete.

So soll die Gesetzesrevision zwar an die 1991 geschaffenen gesetzlichen Grundlagen anknüpfen, jedoch gleichzeitig innovativ, konkret und strukturiert auf die kulturellen Herausforderungen von heute und morgen reagieren.

4 Kommentare zu den einzelnen Artikeln des Gesetzesentwurfs

In dieser Botschaft werden die Leitlinien für dieses Gesetz, insbesondere die grundsätzlichen Rahmenbedingungen für die Förderung bzw. die Funktionsweise der Kulturregionen, erläutert. Der Gesetzesentwurf umfasst 21 Artikel in 5 Kapiteln: 1) Allgemeine Bestimmungen, 2) Förderung kultureller Aktivitäten, 3) Aufgaben und Zuständigkeiten der öffentlichen Körperschaften, 4) Befugnisse innerhalb des Staates, 5) Widerruf, Rückforderung und Rechtsmittel.

1. **Allgemeine Bestimmungen**

Artikel 1 – Gegenstand

Das neue Gesetz greift die Herausforderungen des Gesetzes von 1991 auf, wobei die Terminologie aktualisiert und an die Entwicklungen der letzten Jahrzehnte angepasst wurde. Sie umfasst die zentralen Herausforderungen des Zugangs zur Kultur und der Teilhabe an ihr sowie des Schutzes des kulturellen Erbes in seiner Vielfalt.

Es sei daran erinnert, dass im Bereich des Kulturerbes mit dem Gesetz vom 2. Oktober 1991 über die kulturellen Institutionen des Staates (KISG, SGF 481.0.1), dem Gesetz vom 7. November 1991 über den Schutz der Kulturgüter (KGSG, SGF 482.1) und dem Gesetz vom 10. September 2015 über die Archivierung und das Staatsarchiv (ArchG, SGF 17.6) Spezialgesetzgebungen gelten. Derzeit gibt es für das immaterielle Kulturerbe keinen gesetzlichen Rahmen, sondern lediglich die Verordnung vom 8. September 2020 über das immaterielle Kulturerbe. Der öffentliche Förderauftrag in diesem Bereich ist, wie bereits in anderen Kantonen, neu gesetzlich verankert. Die Verordnung wird aufgehoben und die darin enthaltenen Elemente (darunter auch die eingesetzte Kommission) werden in das Ausführungsreglement und in den Förderkatalog aufgenommen.

Wie das Gesetz von 1991 konzentriert sich auch der Gesetzesentwurf auf die Rollen und Aufgaben der öffentlichen Körperschaften bei der Förderung kultureller Aktivitäten. Unter «Förderung» werden alle Aufgaben, Zuständigkeiten und Massnahmen verstanden, die von öffentlichen Körperschaften ergriffen werden oder ihnen obliegen, um die kulturelle Entwicklung zu unterstützen und anzuregen. Der Begriff bezieht sich auch auf Mechanismen zur Prioritätensetzung und zur kohärenten Gestaltung des öffentlichen Handelns durch die Gewährleistung der Verteilung dieser Aufgaben und Zuständigkeiten, deren Perimeter und deren Koordination. Der Kanton Freiburg, nach dem die «Erklärung von Freiburg über die kulturellen Rechte» (internationale Erklärung) aus dem Jahr 2007 benannt wurde,

stützt sich dabei auf die von der UNESCO formulierte Definition der Kultur: «Die Kultur kann in ihrem weitesten Sinne als die Gesamtheit der einzigartigen geistigen, materiellen, intellektuellen und emotionalen Aspekte angesehen werden, die eine Gesellschaft oder eine soziale Gruppe kennzeichnen. Dies schliesst nicht nur Kunst und Literatur ein, sondern auch Lebensformen, die Grundrechte des Menschen, Wertsysteme, Traditionen und Glaubensrichtungen». Diese Definition unterstreicht die herausragende Stellung der Kultur im Zentrum sozialer und identitätsstiftender Fragen der Bevölkerung.

Der in Absatz 3 festgelegte Rahmen soll sicherstellen, dass sich die öffentliche Förderung kultureller Aktivitäten in einem fairen Kontext entfaltet, der insbesondere regionale Besonderheiten und Bedürfnisse berücksichtigt und dabei die Grundsätze der Nichtdiskriminierung und der Transparenz wahrt.

Artikel 2 – Ziele

Der Kanton Freiburg stützt sich auf starke kulturelle Werte. So wird in Artikel 2 (Abs. 1) die hohe kulturelle Ambition des Kantons Freiburg bekräftigt, die sich insbesondere auf Aktivitäten bezieht, welche die kulturelle Qualität und Vielfalt des Kantons widerspiegeln. Es sei daran erinnert, dass die Kultur ein wichtiger Faktor für die Strahlkraft des Kantons Freiburg ist.

Zudem legt der Kanton Freiburg den Schwerpunkt auf drei Besonderheiten seines kulturellen Ökosystems, sei es im Kanton selbst oder als «Brückenkanton» auf nationaler Ebene (Abs. 2). Die Komplementarität und die Zusammenarbeit zwischen der kulturellen Praxis im professionellen wie auch im Amateurbereich (Bst. a) werden hervorgehoben, da sie einen kulturellen Reichtum darstellen und im gesamten Kantonsgebiet besonders stark ausgeprägt sind (z. B. ein Amateurchor unter professioneller Leitung oder ein künstlerisches Schreibatelier, das von einer professionellen Autorin oder einem professionellen Autor geleitet wird). Die Gemeinschaften, zwischen denen das gegenseitige Verständnis gefördert wird (Bst. c), sind jeglicher gesellschaftlicher Art und nicht nur sprachlicher Natur.

Die hohen kulturellen Ambitionen bringen es auch mit sich, dass generell auf die gute Entwicklung des Kulturraums in sämtlichen Regionen sowie auf seine Ausstrahlung geachtet wird (Abs. 3).

Artikel 3 – Geltungsbereich

Unter Berücksichtigung der Tatsache, dass sich die verschiedenen Formen der künstlerischen Praxis ständig weiterentwickeln und nicht in hermetisch geschlossene Kategorien eingeteilt werden können, präzisiert diese Aufzählung der Kunstbereiche den Geltungsbereich und bleibt gleichzeitig offen für transversale künstlerische Tendenzen und für künftige neue Formen. Zudem durchläuft jeder künstlerische Bereich seine eigene Entwicklung, was manchmal gezieltere Fördermassnahmen erfordert, sei es durch Impulse, Strukturierung und/oder Regulierung. Zu den genannten Kategorien gehören insbesondere die folgenden Bereiche:

- > Bühnenkunst: Theater, Tanz, Oper, Musical und Musiktheater, Zirkuskünste, Marionettentheater, Performances, Aussendarbietungen;
- > digitale Kunst: jede künstlerische Praxis, bei der im Schaffens- oder Präsentationsprozess vorwiegend digitale Instrumente und Sprache eingesetzt werden (z. B. Augmented Reality, interaktive Kunst, Videospiele usw.);
- > bildende Kunst: Malerei, Zeichnen, Skulptur, Fotografie, Textilkunst, Design und angewandte Kunst;
- > Film und audiovisuelle Künste: Spiel-, Animations- und Dokumentarfilm;
- > Literatur: künstlerisches Schreiben in seinen verschiedenen Formen;
- > Musik: Volksmusik, klassische, zeitgenössische, aktuelle Musik und Jazz;
- > interdisziplinäre künstlerische Aktivitäten: Hybridformen, die mehrere gesetzlich anerkannte Sparten umfassen.

Grundsätzlich sind angewandte Künste wie Architektur, Handwerk oder der Bereich der Baukultur, die in anderen Gesetzen behandelt werden (insbesondere im Raumplanungs- und Baugesetz vom 2. Dezember 2008, RPBG, SGF 710.1), vom Geltungsbereich ausgeschlossen.

In Bezug auf das immaterielle Kulturerbe (Abs. 2) werden das Ausführungsreglement und die Förderinstrumente die Grundsätze der entsprechenden Verordnung übernehmen (siehe Kommentar zu Art. 1).

Artikel 4 – Begriffsbestimmungen

Die Kategorisierung von Aktivitäten beruht im Gesetz von 1991 auf der Unterscheidung zwischen «Kulturschaffen» und «kulturellen Veranstaltungen». Zum einen spiegelt diese Dichotomie nicht mehr die Realität der kulturellen Praxis wider, die Teil eines Produktionsprozesses und einer Kontinuität ist, die das neue Gesetz bekräftigen möchte. Andererseits wurde diese Kategorisierung oft als Trennung zwischen der sogenannten «professionellen» und der sogenannten «Amateurrkultur» verstanden, was dem Freiburger Ökosystem, in dem professionelle und Amateurrkreise intensiv zusammenarbeiten, abträglich ist. Schliesslich trägt die Aufteilung des Gesetzes von 1991 den Tätigkeiten im Bereich des Zugangs zur Kultur und der Kulturvermittlung, die sich in den letzten Jahrzehnten stark gewandelt haben, zu wenig Rechnung.

Die «kulturellen Aktivitäten» (Bst. a) sind allesamt Aktivitäten, die mit der kulturellen Produktion, dem Zugang zur Kultur und der Bewahrung und Aufwertung des immateriellen Kulturerbes zusammenhängen. Der Bereich der kulturellen Bildung (Grund-, Berufs- und Weiterbildung) fällt nicht unter das Gesetz über die Förderung kultureller Aktivitäten, sondern unter andere Gesetze, die diesen Themen gewidmet sind (darunter das Gesetz vom 13. Dezember 2007 über die Berufsbildung, BBG, SGF 420.1).

Der Gesetzesentwurf ersetzt die Dichotomie zwischen «Kulturschaffen» und «kultureller Veranstaltung» des aktuellen Gesetzes durch zwei Kategorien: einerseits die Kulturproduktion (Bst. b, insbesondere die Produktion von Aufführungen, künstlerischen Werken usw.), andererseits den Zugang zur Kultur und die kulturelle Teilhabe (Bst. c, insbesondere Festivals, Saisonprogramme usw.). Diese gelten sowohl für professionelle als auch für nichtprofessionelle Aktivitäten und werden von juristischen (Verbänden, Institutionen usw.) wie auch von natürlichen Personen (Kulturschaffenden) getragen. Die aufgeführten Definitionen schliessen andere Elemente, die bei den Produktions- und Zugangsprozessen eine Rolle spielen, nicht aus, wie beispielsweise die Kommunikation.

Kultur wird von Einzelpersonen und Organisationen getragen, die sich in zwei Hauptgruppen einteilen lassen: Die Kulturakteurinnen und -akteure (Bst. d) sowie die Kulturunternehmen (Bst. e), die kulturelle Aktivitäten professionell oder nichtprofessionell ausüben können (siehe die Definition von «professionell» im Kommentar zu Artikel 6 Abs. 2 Bst. c). Die Definition der «Kulturakteurinnen und Kulturakteure» erinnert mit einigen Beispielen daran, dass zu dieser Kategorie neben den Künstlerinnen und Künstlern auch viele andere Berufsgruppen gehören, die untrennbar mit kulturellen Aktivitäten verbunden und für diese wesentlich sind. Buchstabe e verweist darauf, dass ein «Kulturunternehmen» eine im Kulturbereich tätige Organisation, in der Regel eine juristische Person ist (Verein, Stiftung, Gesellschaft usw.). Der Begriff wird insbesondere seit der Corona-Pandemie vielfach verwendet, um zu signalisieren, dass sich aus kulturell tätigen juristischen Personen regelrechte Akteure der Kulturwirtschaft entwickelt haben. Eine «Kulturinstitution» (Bst. f) ist eine Kategorie von Kulturunternehmen, die über eine dauerhafte Infrastruktur und Tätigkeit verfügt (z. B. ein Museum, eine Bibliothek usw.). Unter «kulturelle Infrastruktur» sind dauerhafte Gebäude oder Einrichtungen (einschliesslich digitaler Infrastrukturen) zu verstehen, die hauptsächlich für kulturelle Aktivitäten genutzt werden (sowohl bei der Produktion als auch beim Zugang). Diese Infrastrukturen erfordern erhebliche Investitions- und Betriebsbudgets. Die Kulturinstitutionen des Staates bilden eine Ausnahme von dieser Definition, da sie keine Rechtspersönlichkeit besitzen (siehe Art. 4 Abs. 1 KISG).

Die Definition des immateriellen Kulturerbes (Bst. g) entspricht dem Absatz 1 von Artikel 2 der Verordnung über das immaterielle Kulturerbe. Hier sind insbesondere die lebendigen Traditionen gemeint wie Aktivitäten rund um Patois und Mundart, die Chortradition oder traditionelle Veranstaltungen wie die Kilbi oder der Nikolaustag (siehe das Inventar der lebendigen Traditionen im Kanton Freiburg).

Schliesslich wird in Buchstabe h präzisiert, dass mit «öffentliche Körperschaft» der Staat oder eine Gemeinde, aber auch ein in eine Kulturregion zusammengeschlossener Gemeindeverband gemeint ist, der in Artikel 12 ausführlich definiert wird.

2. Grundsätze für die Förderung kultureller Aktivitäten

Artikel 5 – Grundsätze

In Absatz 1 wird der Grundsatz bekräftigt, dass kulturelle Aktivitäten vorrangig auf privater Initiative beruhen, d. h. von natürlichen und juristischen Personen des Privatrechts, da sie von der Erfahrung, der Sensibilität, der Freiheit und der Verantwortung Einzelner sowie von der gesellschaftlichen Verantwortung der Privatwirtschaft abhängen.

In diesem Zusammenhang weist Absatz 2 nicht nur auf die wichtige Rolle hin, die die öffentlichen Körperschaften subsidiär bei der Begleitung und konkreten Unterstützung der Initiativen von Privatpersonen ausüben, sondern auch auf ihre Fähigkeit, im Einklang mit den ihnen gesetzlich übertragenen Zuständigkeiten Impulse zu geben und Initiativen zu ergreifen.

Die in Absatz 3 genannten Grundsätze legen einen allgemeinen Rahmen für die Kulturförderungspolitik fest, lassen aber gleichzeitig den verschiedenen öffentlichen Körperschaften den nötigen Spielraum, diese entsprechend ihrem konkreten Umfeld anzuwenden:

- > Die «Vielfalt kultureller Aktivitäten» (Bst. a) wird offen verstanden: Um der kulturellen Entwicklung zu dienen, muss sich die Kulturförderung sowohl an den verschiedenen Erwartungen der Bevölkerung orientieren als auch den Bedürfnissen von Projekten und Institutionen, die auf die Initiative der Kulturkreise selbst zurückgehen, bestmöglich entsprechen. Es geht also darum, bei der Ausgestaltung der Fördermassnahmen und -mechanismen ein Gleichgewicht zwischen kulturellem Angebot und kultureller Nachfrage zu finden. Dieses Gleichgewicht ermöglicht die Entwicklung vielfältiger, origineller, neuartiger und unabhängiger kultureller und künstlerischer Angebote wie auch die Förderung einer zugänglichen Kultur, die die kulturelle Praxis der Bevölkerung und der verschiedenen Regionen des Kantonsgebiets hinterfragt, nährt und in ihnen verankert ist.
- > Die öffentlichen Körperschaften müssen gemäss Artikel 21 der Verfassung des Kantons Freiburg (KV) die Freiheit der Kunst für alle garantieren (Bst. b).
- > Die 2007 verabschiedete Freiburger Erklärung¹ legt die universellen kulturellen Rechte fest. Das neue Gesetz unterstützt sämtliche dieser Rechte und garantiert insbesondere das Recht auf freien Zugang und freie Mitwirkung am kulturellen Leben (Art. 5 der Freiburger Erklärung). Dieses Recht auf Teilnahme «am kulturellen Leben» ist auch in dem 1966 verabschiedeten Internationalen Pakt über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte (SR 0.103.1) festgehalten (Art. 15 Abs. 1 Bst. a). Das Gesetz von 1991 enthält nur wenige Elemente, die sich auf dieses Recht beziehen. In den letzten dreissig Jahren sind jedoch diese Elemente bei der Stärkung des soziokulturellen Gefüges im ganzen Land zu vorrangigen Herausforderungen geworden. Kultur ist ein wichtiger Faktor für den sozialen Zusammenhalt, insbesondere im Kanton Freiburg, wo ein gesellschaftlicher Wandel, eine zunehmende (Peri-)Urbanisierung und eine tiefgreifende Veränderung der kollektiven Kulturpraxis stattgefunden hat, ganz zu schweigen von den Auswirkungen der Globalisierung des Kulturmarktes, der neuen Informationstechnologien und des Internets. Um diesen Erfordernissen gerecht zu werden, werden im Hinblick auf Nachhaltigkeit, Zusammenhalt und Vitalität die Grundsätze des Zugangs aller zur Kultur und der Teilhabe an ihr bekräftigt (Bst. c). Besonderes Augenmerk sollte dabei auf kulturelle, finanzielle, sprachliche und soziale Barrieren sowie auf die Zugänglichkeit und die soziale Inklusion gelegt werden.
- > Die Kulturförderung soll auf eine nachhaltige Entwicklung hinwirken (Bst. d). Sie zielt namentlich auf soziale (sozialer Zusammenhalt, Vielfalt der Zielgruppen, Inklusion usw.) und ökologische (ökologische Suffizienz der Projekte, Mobilität der Zielgruppen usw.) Nachhaltigkeit ab – wobei die 17 Nachhaltigkeitskriterien der WHO als Bezugsrahmen dienen. Nachhaltigkeit ist auch wirtschaftlich: Diesbezüglich müssen die öffentlichen Körperschaften aufgrund ihrer wichtigen Rolle bei der Finanzierung der Kultur besonders darauf achten, dass die von ihnen geförderten Kulturprojekte und die von ihnen beauftragten lokalen kulturellen Einrichtungen unter angemessenen Arbeitsbedingungen betrieben werden (Honorare, Sozialversicherung, Berücksichtigung des Werdegangs der Künstlerinnen und Künstler usw.).

¹ Obwohl diese Erklärung weder vom Kanton Freiburg noch vom Bund offiziell ratifiziert wurde, hat sie auf internationaler Ebene eine wichtige symbolische Bedeutung (Förderung und Klärung der kulturellen Rechte) und normativen Wert (Ausrichtung der öffentlichen Politik auf die kulturellen Rechte).

Kultur und Kunst sind ein wichtiger Innovationsfaktor für andere Wirtschaftssektoren: Sozialwesen, städtische Attraktivität und Raumentwicklung, Tourismus, Wirtschaft, Wissenschaft, Mobilität, psychische Gesundheit, Stadtplanung oder bauliches Erbe. Diese Interaktionen werden sich weiterentwickeln. Das Gesetz ermutigt die öffentlichen Körperschaften (Abs. 4) zu einer besseren Transversalität ihrer öffentlichen Politik (Jugend- oder Tourismuspolitik, Kreativwirtschaft usw.). Die Kulturförderung kann, auch wenn sie sich auf die Mittel für die Kunst- und Kulturproduktion konzentriert, diese Transversalität stärken. Solche bereichsübergreifenden Massnahmen sind bereits üblich und haben sich bewährt, zum Beispiel mit dem Programm Kultur & Schule, der Zusammenarbeit zwischen dem Amt für Kultur und dem Freiburger Tourismusverband, der Lancierung von Ausschreibungen für Zusammenarbeitsprojekte im Sozial- oder Integrationsbereich usw. In diesem Sinne sollte die Zusammenarbeit zwischen den einander ergänzenden politischen Entscheidungsträgern unter Berücksichtigung der jeweiligen Aufgaben und Ziele fortgesetzt werden.

Absatz 5 erinnert daran, dass das Gesetz keinen Anspruch auf Unterstützung gleich welcher Art begründet. Wird beispielsweise ein Unterstützungsbetrag für eine kulturelle Aktivität beantragt, die die Kriterien und allfällige Auflagen erfüllt, führt dies nicht automatisch zu einer Förderung. So kann es beispielsweise sein, dass das eingereichte Gesuch ausschliesslich in den privaten Bereich fällt, dass die öffentliche Körperschaft oder die öffentlichen Körperschaften aufgrund der eingeschränkten verfügbaren Mittel oder des vorgesehenen Vergabeverfahrens (z. B. einer Ausschreibung) keine Unterstützung gewährt bzw. gewähren oder dass die kulturelle Aktivität für die Gemeinschaft nicht als vorrangig eingeschätzt wird. Die Ausführungsbestimmungen werden diese Elemente näher erläutern.

Artikel 6 – Formen der Unterstützung

In Fortführung der bisherigen Praxis werden in Absatz 1 die Mittel und Massnahmen aufgeführt, mit denen die öffentlichen Körperschaften kulturelle Aktivitäten fördern. Diese Liste von Unterstützungsformen zielt insbesondere darauf ab, dass die Körperschaften ihr bisher sehr unterschiedliches Glossar vereinheitlichen, und sie will ein besseres Verständnis der Massnahmen in den kulturellen Kreisen und bei den Körperschaften erreichen. Im Gesetz von 1991 werden bestimmte Instrumente (insbesondere Kunst am Bau) hervorgehoben, doch die Erfahrung hat gezeigt, dass es sinnvoller ist, im neuen Gesetz lediglich die möglichen Formen der Förderung aufzuzählen und die Instrumente und ihre Struktur in einem Ausführungsreglement zu präzisieren, das dann später in Richtlinien ausgearbeitet wird. Nur mit einer solchen rechtlichen Regelung ist es möglich, auf den lokalen Kontext und auf die Bedürfnisse der öffentlichen Körperschaften flexibel zu reagieren und somit nützlich und effizient zu sein. Unter «erneuerbaren» Finanzhilfen (Bst. a) sind jährliche oder mehrjährige Beiträge zu verstehen, die insbesondere mit besonderen Leistungsvereinbarungen zwischen der Empfängerin oder dem Empfänger und einer oder mehreren öffentlichen Körperschaften verbunden sein können.

Die Unterstützung erfolgt nicht nur in finanzieller Form: Unter «direkte Leistungen und logistische Unterstützung» (Bst. c) werden nun Sachleistungen erfasst, wie die Bereitstellung von Material, Infrastruktur oder Personal durch öffentliche Körperschaften sowie die Durchführung und Finanzierung von Begleit-, Aufwertungs- und Fördermassnahmen. Obwohl der Förderkatalog der Unterstützungsformen bereits sehr umfangreich ist, lässt Buchstabe d den öffentlichen Körperschaften die Möglichkeit, in einer wahrscheinlich aussergewöhnlichen Situation eine andere Art von Unterstützung zu gewähren, z. B. ein Empfehlungsschreiben.

In Absatz 2 sind die Kriterien aufgeführt, die für die Beurteilung eines Fördergesuchs nützlich sind:

- > In Buchstabe a beziehen sich «künstlerische» Qualität und Relevanz auf das Interesse der Aktivität aus künstlerischer Sicht, z. B. im Sinne ihrer Innovation im betreffenden Bereich, während «kulturelle» Qualität und Relevanz die Vielfalt (des Angebots, der Sprache usw.), die Originalität und das Interesse der Aktivität insbesondere in Bezug auf ihr Einzugsgebiet (Zielgruppen, Gebiet usw.) betreffen.
- > Die kulturelle Wirkung (Bst. b) wird im weitesten Sinne verstanden, sowohl in qualitativer als auch in quantitativer Hinsicht.
- > Buchstabe c bezieht sich auf die Frage, ob die betreffende Tätigkeit im Amateur- und/oder im professionellen Bereich ausgeübt wird. In Anlehnung an eine in der Schweiz gebräuchliche Definition ist der professionelle Status gegeben, wenn mindestens zwei der drei folgenden Kriterien erfüllt sind: 1) eine regelmässige und

bezahlte Tätigkeit im betreffenden künstlerischen Bereich ausüben; 2) über einen anerkannten Berufsabschluss verfügen; 3) sich regelmässig von verschiedenen anerkannten kulturellen Organisationen anstellen lassen (Peer Recognition). Kulturakteurinnen und -akteure, die sich noch in der Ausbildung befinden (ohne Weiterbildung), gelten noch nicht als Professionelle. Darüber hinaus wird auch der (mehr- oder minderheitlich) professionelle Charakter der Tätigkeit berücksichtigt.

- > Die wirtschaftliche Tragfähigkeit und Nachhaltigkeit der Kultur (Bst. d) ist eine systemrelevante Frage, die mit ausgewogenen und realistischen Budgets für kulturelle Projekte und Institutionen verbunden ist, und zwar sowohl auf der Kosten- als auch auf der Einnahmenseite (einschliesslich eigener Einnahmen, insbesondere die Beteiligung des Publikums).
- > Buchstabe e bekräftigt explizit und speziell einen spezifischen Aspekt der Nachhaltigkeit, nämlich die Notwendigkeit, dass bei kulturellen Aktivitäten angemessene Anstellungsbedingungen in Bezug auf die Entlohnung und die Sozialvorsorge der beteiligten Akteurinnen und Akteure eingehalten werden (siehe insbesondere die in den Empfehlungen des Nationalen Kulturdialogs vom 22. April 2024 erwähnten Grundsätze).
- > Bei den geförderten Aktivitäten muss auf ihre Auswirkungen auf die Umwelt geachtet und Energie gespart werden, wobei Massnahmen zu ergreifen sind, die mit der Art der Aktivität in Zusammenhang stehen (Bst. f).
- > Der Begriff der Verankerung (Bst. g) drückt den «Freiburger Charakter» der Aktivität aus. Dieser wird insbesondere bestimmt durch den Wohnsitz der Akteurinnen und Akteure, durch ihre Herkunft oder durch das Vorhandensein nachgewiesener künstlerischer und kultureller Verbindungen, die sie mit dem Kanton unterhalten, wie z. B. Aktivitäten im Kantonsgebiet, die Beteiligung von Freiwilligen oder das Engagement durch Freiburger Kulturorganisationen. Dieses Kriterium der «Territorialität» muss im Kontext einer immer stärker vernetzten oder sogar vom Territorium losgelösten Kultur flexibel betrachtet werden, insbesondere im Rahmen der interkantonalen Kooperationen, an denen sich der Kanton Freiburg beteiligen muss.
- > Die kulturelle Ausstrahlung (Bst. h) einer Aktivität bezeichnet ihr Potenzial, über ihren Entstehungskontext hinaus Wirkung zu entfalten oder Anerkennung zu finden. Sie zeigt sich insbesondere in der Verbreitung der Aktivität an anderen Orten.
- > Mit Buchstabe i entscheiden die Körperschaften über ihre Förderung auf der Grundlage des nachgewiesenen finanziellen Bedarfs an öffentlicher Unterstützung für die betreffende kulturelle Aktivität, der Auswirkungen dieser Unterstützung auf diese Aktivität oder der tatsächlichen Rolle, die diese Unterstützung bei ihrer Umsetzung spielt. Beispielsweise werden gewinnbringende kommerzielle Aktivitäten grundsätzlich nicht unterstützt. Im Fall von gewinnorientierten Unternehmen wie Kinos, Buchhandlungen oder Galerien können nur bestimmte Leistungen nichtkommerzieller Art im Rahmen des FKAG gefördert werden.

Diese Kriterien sind ein «Werkzeugkasten», der ein gemeinsames Vokabular für die Beurteilung von Unterstützungsgesuchen setzt. In Absatz 3 wird präzisiert, dass diese Kriterien von der öffentlichen Hand entsprechend ihrer Förderaufgabe sowie der Art und dem Ziel der kulturellen Aktivitäten in verhältnismässiger Weise angewandt werden müssen (z. B. wenn es um Fragen der Professionalisierung geht). Diese Kriterien müssen im Dienst der kulturellen Qualität und Vielfalt stehen und es ermöglichen, beispielsweise Nischenaktivitäten oder Pilotprojekte bzw. Projekte, die von Nachwuchskunstschaffenden getragen werden, zu unterstützen.

Absatz 4 stellt klar, dass jede öffentliche Körperschaft mit einer Kulturpolitik bei der Erfüllung ihrer Aufgaben und der Vergabe ihrer Unterstützung ihre in Artikel 6 Abs. 2 festgelegten Hauptkriterien durch Kriterien ergänzen kann, die durch ihre kulturpolitischen Prioritäten begründet sind. Für den Staat sind diese Kriterien insbesondere über sein Regierungsprogramm und die koordinierte Kulturstrategie gerechtfertigt. Das Ausführungsreglement bildet den Rahmen für die Ausarbeitung dieser Kriterien. Der Staat kann insbesondere für den Kanton Prioritäten für die Unterstützung von Grossprojekten (z. B. von strategischer oder historischer Bedeutung) festlegen oder Kriterien bestimmen, die mit dem kostenpflichtigen Zugang zu den von ihm geförderten kulturellen Aktivitäten oder mit einer aussergewöhnlichen Situation (z.B. einer Pandemie) zusammenhängen. Es wird daran erinnert, dass der Staat von anderen öffentlichen Körperschaften nicht verlangen kann, dass diese zwingend eine Kulturpolitik haben müssen.

Die jeweiligen Rechtsgrundlagen der öffentlichen Körperschaften (Abs. 5) werden die Einzelheiten der Anwendung dieser Förderbedingungen, der Beurteilungs- und Vergabekriterien festlegen, auf die sich die verschiedenen Förderinstrumente beziehen können.

Artikel 7 – Koordination

Um den aktuellen und zukünftigen Herausforderungen im Kulturbereich gerecht zu werden, müssen die öffentlichen Körperschaften in der Lage sein, sich besser zu koordinieren und abzusprechen, und gleichzeitig über einen Rahmen für die Konsultation der Kulturschaffenden verfügen. Diese Koordination kann auf strategischer, finanzieller, operativer oder technischer Ebene erfolgen. Das Gesetz soll einfache Grundlagen schaffen, um diese Zusammenarbeit der öffentlichen Körperschaften untereinander zu erleichtern und zu fördern, wobei die kommunalen und regionalen Besonderheiten zu beachten sind.

Diese gemeinsamen Massnahmen müssen flexibel und einfach sein, ohne einen zu grossen und kontraproduktiven Verwaltungsaufwand zu erzeugen. Im Rahmen seiner kantonalen Koordinationsfunktion (Art. 14 Abs. 2 Bst. d) stellt der Staat über seine Direktion und sein Amt für Kultur die für diese Koordination notwendigen personellen, logistischen und finanziellen Ressourcen zur Verfügung (Abs. 5).

Absatz 2 beinhaltet die Einrichtung einer politischen Kulturkonferenz des Kantons Freiburg (Bst. a): Diese setzt sich aus für die Kultur zuständigen Amtspersonen zusammen, die insbesondere den Staat (Staatsrätin oder Staatsrat, zuständig für die Kultur), die Kulturregionen und die Gemeinden (über eine Delegation des Freiburger Gemeindeverbands, die insbesondere Vertreterinnen und Vertreter der Zentrumsgemeinden umfasst) vertreten. Sie ist dafür zuständig, koordinierte Richtlinien zu verabschieden, diese zu überwachen und Anpassungen oder Aktualisierungen vorzunehmen. Eine Vertreterin oder ein Vertreter des freiburgischen Verteilorgans der Loterie Romande wird ständig und mit beratender Stimme eingeladen. Zudem können punktuell oder dauerhaft Vertreterinnen und Vertreter halbstaatlicher Organe, Kulturbeauftragte sowie Vertreterinnen und Vertreter der Kulturkommissionen des Staates, der Kulturregionen oder der Gemeinden eingeladen werden. Da die Verantwortung für die Koordination auf kantonaler Ebene beim Staat liegt (siehe Art. 14 Abs. 2 Bst. d), werden die Modalitäten der Organisation und der Arbeitsweise im Ausführungsreglement festgelegt (Abs. 3). Das bedeutet nicht, dass der Staat die Vertreterinnen und Vertreter ernennt, sondern lediglich, dass er die Grundsätze für die Arbeitsweise festlegt. Das für die Kultur zuständige Amt führt das Generalsekretariat (Abs. 5).

Es wird ein Freiburger Kulturausschuss (Abs. 2 Bst. b) eingesetzt, der einer bereits bestehenden Arbeitsgruppe eine rechtliche Grundlage gibt. Der Ausschuss setzt sich aus den professionellen Kulturbeauftragten des Staates, der Kulturregionen und der Zentrumsgemeinden zusammen und ist für die Vorbereitung und die operative Umsetzung der von der Kulturkonferenz verabschiedeten Leitlinien sowie für die operative Koordination und die Bearbeitung gemeinsamer Dossiers zuständig. Dieser Ausschuss kann beispielsweise Vertreterinnen und Vertreter von halbstaatlichen Einrichtungen einladen. Der Kulturausschuss besteht bereits informell und besteht derzeit aus den Kulturbeauftragten des Staates Freiburg, der Stadt Freiburg, der Stadt Bulle, Option Gruyère, der Agglomeration Freiburg, Coriolis und der Gemeinde Estavayer-le-Lac – also allen heutigen professionellen Kulturbeauftragten des Kantons. Da die Verantwortung für die Koordination auf kantonaler Ebene beim Staat liegt (siehe Art. 14 Abs. 2 Bst. d), werden die Modalitäten der Organisation und der Arbeitsweise im Ausführungsreglement festgelegt (Abs. 3). Das bedeutet nicht, dass der Staat die Vertreterinnen und Vertreter ernennt, sondern lediglich, dass er die Grundsätze für die Arbeitsweise festlegt. Das für die Kultur zuständige Amt führt das Generalsekretariat (Abs. 5).

Besondere Aufmerksamkeit soll den Bedürfnissen der kulturellen Kreise gewidmet werden (Abs. 4). Um den Austausch zu fördern, erweitert das Gesetz die bereits bestehende Plattform, die seit der Coronakrise vom Amt für Kultur des Staates geschaffen wurde, zu einer «Plattform der anerkannten kantonalen Kulturdachverbände» (Bst. a). Diese Plattform vereint die Dachverbände, die von dem für die Kultur zuständigen Amt des Staates unter anderem auf der Grundlage folgender Kriterien anerkannt werden: Es handelt sich um eine Vereinigung, die die Interessen einer bestimmten Gruppe von Kulturunternehmen oder Kulturakteurinnen und -akteuren vertritt, in der Regel entsprechend der Sparte (oder dem Bereich), in der sie hauptsächlich tätig sind, und die auf kantonaler Ebene (für den gesamten Kanton) tätig ist (siehe [aktuelle Liste](#)). Grundsätzlich wird pro Sparte nur ein Dachverband zugelassen. Zudem ermöglicht ein jährliches «Kulturtreffen» (Bst. b) einen breiteren Austausch mit weiteren Vertreterinnen und Vertretern aus Kultur, Tourismus, Gesellschaft oder Wirtschaft. Diese beiden Hauptkanäle sollen zu einem echten

Dialog zwischen den öffentlichen Körperschaften und den kulturellen und künstlerischen Kreisen führen. Andere Formen des Austauschs und der Konsultation sind weiterhin möglich.

Zudem besteht nach diesem Artikel auch die Möglichkeit, andere Formen der Koordination zu schaffen, wie etwa eine gemeinsame Kulturfachstelle der verschiedenen öffentlichen Körperschaften oder Aufträge an Dritte vor Ort, um Koordinationsstrukturen umzusetzen, wie dies bei «Kultur Wallis» der Fall ist, wo Staat und Gemeinden zusammenarbeiten.

Artikel 8 – Koordinierte Kulturstrategie

Die Herausforderungen werden zunehmend systemrelevanter und erfordern eine konzertierte Aktion der öffentlichen Körperschaften in Zusammenarbeit mit den Kulturkreisen. Untereinander abgestimmte strategische Leitlinien (Abs. 1) ermöglichen es, das öffentliche Engagement in als wichtig erachteten Themenbereichen zu artikulieren und zu bündeln (z. B. die Entschädigung von Kunstschaffenden oder Ziele für die Verbreitung in den Regionen, für die Zusammenarbeit zwischen kulturellen Einrichtungen usw.). Es geht darum, die Ressourcen zu optimieren und das öffentliche Handeln besser auszurichten. Für jede Legislaturperiode können die Gemeinwesen Bilanz ziehen und ihre Ziele entsprechend den kulturellen Bedürfnissen anpassen. Auch wenn ein gemeinsames Engagement besteht, bleibt die Entscheidungsgewalt für die Umsetzung der Strategie auf jeder Ebene bestehen.

Die öffentlichen Körperschaften sorgen ausserdem für eine finanzielle Koordination bei der Vergabe der Fördermittel (Abs. 3). Diese findet heute bereits zu Informationszwecken statt. Sie wird von den Mitgliedern des Kulturausschusses wahrgenommen und soll sicherstellen, dass der öffentliche Anteil, der den geförderten kulturellen Aktivitäten zugewiesen wird, angemessen ist, d. h. dass die Gesamtheit der öffentlichen bzw. halböffentlichen Unterstützung es der Aktivität ermöglicht, die in Artikel 6 Abs. 2 dargelegten Kriterien zu erfüllen.

Schliesslich sorgt der Kulturausschuss für eine technische und operative Koordination (Abs. 4), um einerseits die Einreichung von Fördergesuchen durch die kulturellen Kreise zu erleichtern und andererseits die administrative Bearbeitung dieser Gesuche (Vollständigkeit der Dossiers, Analyse der Förderfähigkeit, Kontrolle der zugewiesenen Fördermittel usw.) durch die Kulturbeauftragten und Kulturdienste der betroffenen öffentlichen Körperschaften zu optimieren. Die Loterie Romande behält zwar ihre Vorrechte, beteiligt sich aber an der technischen und operativen Koordination. Diese Koordination kann insbesondere in Form einer gemeinsamen Anlaufstelle (koordinierte Anlaufstelle) erfolgen. Mehrere laufende Pilotprojekte zeigen, dass eine solche Zusammenarbeit sinnvoll und machbar ist. Es ist jedoch wichtig, dass diese gemeinsamen Ansätze von der Entscheidungsfindung getrennt bleiben, die von jeder verantwortlichen öffentlichen Körperschaft eigenständig durchgeführt wird. Der zu erwartende Effizienzgewinn kann u. a. in die Umsetzung von Strategien oder die Beratung von Nutzerinnen und Nutzern investiert werden. Diese Koordination wird unter Einhaltung der verschiedenen Grundsätze im Bereich des Datenschutzes erfolgen: Die diesbezüglichen Einzelheiten werden in den jeweiligen Ausführungsbestimmungen der betroffenen öffentlichen Körperschaften bzw. des Staatsrats und der Gemeinden festgelegt.

3. Aufgaben und Zuständigkeiten der öffentlichen Körperschaften

Artikel 9 – Allgemeines

Gemäss dem Grundsatz des Vorrangs der privaten Initiative (Art. 5 Abs. 1) und den neuen Kategorien kultureller Aktivitäten (Art. 4 Abs. 1 Bst. a-c) werden die Aufgaben und Zuständigkeiten der öffentlichen Körperschaften nach drei Prinzipien (Abs. 1) aufgeteilt, die eine optimale Verankerung der öffentlichen Kulturförderung in den kulturellen Gegebenheiten ermöglichen: Welches Gebiet ist von der kulturellen Aktivität direkt betroffen (Bst. a)? Beinhaltet die kulturelle Aktivität die professionelle und/oder die Amateurpraxis (Bst. b)? Wie gross ist ihr Ausstrahlungs- und Verbreitungspotenzial?

Der überwiegende Amateur- oder professionelle Charakter (Bst. b) bezieht sich insbesondere auf Artikel 6 Abs. 2 Bst. c.

In Absatz 2 wird präzisiert, dass die Förderung von Tätigkeiten im Zusammenhang mit dem immateriellen Kulturerbe von diesen Verteilungsgrundsätzen abweichen kann, insbesondere wenn die Tätigkeit nicht unmittelbar in die künstlerischen Sparten gemäss Artikel 3 Abs. 1 fällt: Dieser Grundsatz soll die Bedingungen für die Unterstützung im Bereich des immateriellen Kulturerbes öffnen, insbesondere für die Förderung durch den Staat: Denn einige

Traditionsträgerinnen und -träger erfüllen nicht die Kriterien für Professionalität im Sinne von Buchstabe b, obwohl sie auf dem betreffenden Gebiet Expertinnen und Experten sind (z. B. für Tätigkeiten, für die es keine Berufsausbildung oder keinen Arbeitsmarkt gibt). Um die Unterstützung in diesem Bereich zu fördern, ist daher eine gewisse Flexibilität vorgesehen, deren Einzelheiten von einer Kommission (die derzeit im Rahmen der Verordnung über das immaterielle Kulturerbe besteht) festgelegt werden.

Anstelle der in den geltenden Rechtsgrundlagen verwendeten Begrifflichkeit der finanziellen «Priorität-Subsidiarität» sind in Absatz 3 zwei Formen der Unterstützung durch die betroffenen öffentlichen Körperschaften vorgesehen: Entweder eine alleinige Unterstützung durch eine von ihnen (z. B. für die meisten Kulturinstitutionen des Staates oder für kulturelle Infrastrukturen oder Einrichtungen mit lokaler Bedeutung durch die Gemeinden) oder eine gemeinsame Unterstützung durch mehrere von ihnen. Eine weitgehende Entflechtung der Zuständigkeiten der verschiedenen öffentlichen Körperschaften ist im Kulturbereich nicht wünschenswert, vor allem, weil sie der Vielfalt des Kulturbereichs abträglich wäre. Dementsprechend sieht das Gesetz auch nur wenige «ausschliessliche» Zuständigkeiten vor, sondern eher «Hauptaufgaben». Diese Hauptaufgaben schliessen die Unterstützung der betreffenden kulturellen Aktivitäten durch andere öffentliche Körperschaften keineswegs aus, z. B. im Rahmen ihrer Kulturpolitik.

Praktisch bedeutet die Abschaffung des Subsidiaritätsprinzips beispielsweise, dass der Staat nicht mehr zwingend darauf warten muss, dass ein Projekt von einer anderen öffentlichen Körperschaft finanziell unterstützt wird, bevor er es unterstützen kann. Da die territoriale Verankerung kultureller Aktivitäten im Mittelpunkt ihrer öffentlichen Förderung steht, bleibt eine Form der Bestätigung des Projekts durch die direkt betroffenen öffentlichen Körperschaften jedoch weiterhin wesentlich, wobei diese Bestätigung nicht zwingend finanzieller Natur sein muss.

Artikel 10 – Aufgaben und Zuständigkeiten der Gemeinden

Es ist Sache jeder Gemeinde, selbst zu bestimmen, welche Mittel und Instrumente sie zur Förderung kultureller Aktivitäten für notwendig erachtet. Sie sollte jedoch jedes Jahr zumindest einen Betrag für diese Förderung in ihrem Budget für die Laufende Rechnung vorsehen. Ausserdem ernennt der Gemeinderat in der Regel eine Verantwortliche oder einen Verantwortlichen für das Kulturressort. Darüber hinaus ist es wünschenswert, dass grössere Gemeinden über eine ständige Kulturkommission aus Fachpersonen und Bürgerinnen und Bürgern und eine professionelle Kulturbeauftragte oder einen professionellen Kulturbeauftragten verfügen, wenn die anfallende Arbeit und die erforderlichen Kompetenzen über ein Milizengagement hinausgehen.

- > (Bst. a) Es ist wichtig, dass die Gemeinde, ähnlich wie bei Sport- oder Sozialvereinen, lokale Aktivitäten von Vereinen in den Bereichen Kulturproduktion, Zugang zur Kultur und kulturelle Teilhabe im Nahbereich unterstützt, die das kulturelle Amateurschaffen und die sozialen Kontakte der lokalen Bevölkerung fördern. Gemäss der Definition der «kulturellen Aktivitäten» in Artikel 4 Abs. 1 Bst. c sind hier auch Aktivitäten auf Gemeindeebene eingeschlossen, die mit der Erhaltung und Aufwertung des immateriellen Kulturerbes verbunden sind.
- > (Bst. b) Für lokale Kulturinstitutionen: Unterstützung für die Infrastruktur, den Betrieb und die Aktivitäten der kulturellen Produktion, des Zugangs und der Teilhabe an Kultur sowie für den Schutz und die Aufwertung des Erbes lokaler Kulturinstitutionen, insbesondere von Gemeindebibliotheken und kommunalen Kulturlokalen.
- > (Bst. c) Die Gemeinde ist auch für die Förderung des Zugangs zur Kultur und der kulturellen Teilhabe im professionellen Bereich von lokaler Bedeutung zuständig (z. B. ein lokales Festival mit eingeladenen professionellen Kunstschaffenden).

Das Gesetz von 1991 sah bereits vor, dass die Oberamtsperson die kulturellen Aktivitäten in ihrem Bezirk fördert, indem sie darauf hinwirkt, dass die Gemeinden sich untereinander abstimmen und zusammenarbeiten. Mehrere regional verbundene Strukturen der Kulturförderung (insbesondere die Agglomeration Freiburg, Coriolis Infrastructures oder Option Gruyère) haben im Kanton dank der gemeindeübergreifenden Zusammenarbeit einen Mehrwert geschaffen. Diese Strukturen haben es ermöglicht, eine regionale Kulturpolitik zu entwickeln und die Solidarität zwischen den Gemeinden zu stärken, was sowohl der Bevölkerung als auch den Kulturkreisen zugutekommt. Ausgehend von diesen Impulsen und mit dem Ziel, auf die gestellten Herausforderungen zu reagieren, schafft das Gesetz (Abs. 2) Anreize, damit sich die Gemeinden als «Kulturregionen» im Sinne eines

Gemeindeverbands nach Artikel 109ff Abs. 1 des Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden (GG, SGF 140.1) konstituieren. Aus Effizienzgründen muss der Regionalisierungsprozess in Kenntnis der verschiedenen regionalen Strukturen, die im Kulturbereich, aber möglicherweise auch ausserhalb des Kulturbereichs bestehen (insbesondere Tourismus, Raumplanung usw.), erfolgen und kann diesen Strukturen beispielsweise verwaltungstechnisch angeschlossen werden, falls dies zweckmässig erscheint. Die zuständigen Oberamtspersonen (in Anwendung von Art. 15 Abs. 1 des Gesetzes vom 20. November 1975 über die Oberamtmänner, SGF 122.3.1) und das für Kultur zuständige Amt des Staates begleiten die Konzeption und die Bildung der einzelnen Kulturregionen.

Es ist wichtig daran zu erinnern, dass die Bezirkshauptorte eine zentrale Stellung in der Kulturfinanzierung und -entwicklung haben. Sie spielen dabei eine besondere Rolle (grössere finanzielle Investitionen, Rolle in Verbindung mit regionalen kulturellen Einrichtungen und Infrastrukturen usw.), die durch die Bildung von Kulturregionen ebenfalls aufgewertet werden kann. Allgemeiner gesagt wird das kulturelle Angebot der Städte regelmässig vom Staat unterstützt, da dessen Hauptaufgabe darin besteht, die professionelle Produktion zu fördern, von der ein grosser Teil in städtischen oder stadtnahen Zentren stattfindet. Daher haben die Zentrumscommunen gemäss Absatz 3 innerhalb der Kulturregionen eine besondere Rolle. Sie können, wenn sie dies wünschen, in Absprache mit den anderen Gemeinden der Kulturregion allein Zuständigkeiten von regionaler Bedeutung übernehmen. So könnte die Zentralgemeinde beispielsweise die Möglichkeit, von einem Stipendienprogramm für frisch diplomierte Kunstschaffende zu profitieren, auf die umliegenden Gemeinden ausdehnen.

Artikel 11 – Aufgaben und Zuständigkeiten von Kulturregionen

Kulturelle Aktivitäten gehen oft über die Gemeindeebene hinaus (z. B. regionale Projekte mit Beteiligung mehrerer Kulturvereine wie «Girons» oder Cäcilienchöre, regionale Kulturinstitutionen, die aus Partnerschaften hervorgegangen oder deren Leistungen vernetzt sind, Verbreitungsaktivitäten oder öffentliche Leistungen, die über die Gemeindegrenzen hinausgehen usw.). Die aktiven Mitglieder von Kulturvereinen oder -unternehmen wohnen zudem selten in der gleichen Gemeinde. Eine zusätzliche mittlere Ebene zwischen den Gemeinden und dem Staat trägt dieser Realität besser Rechnung und dient der Begleitung von Kulturunternehmen und -aktivitäten, indem sie die räumliche Nähe mit dem Potenzial zur Entwicklung, Aufwertung und Verbreitung kultureller Aktivitäten verbindet.

Die Regionalisierung bringt in verschiedener Hinsicht einen Mehrwert und Vorteil bei der Gestaltung eines kulturellen Angebots mit sich: Dezentralisierung, Verringerung der territorialen Unausgewogenheit beim Angebot, Stärkung der Identität von Kunst und Kulturerbe, stärkere Sichtbarkeit und Aufwertung des vorhandenen Angebots usw. Die Kulturregion ermöglicht die Nutzung von Synergien in multifunktionalen Räumen, insbesondere mit anderen öffentlichen und privaten Partnern in den Bereichen Soziales, Tourismus, Wirtschaft und Verkehr. Sie kann die Wirksamkeit und Effizienz der Förderprozesse verbessern. Die Kulturregion ist ein bevorzugtes gemeinsames Terrain für die Massnahmen der Gemeinden und des Staates. Sie ermöglicht es, die heutigen öffentlichen Investitionen für Veranstaltungen, Infrastrukturen und Institutionen mit ortsüberschreitendem Charakter aufzuwerten und zu optimieren. Schliesslich regt sie – im Einklang mit der Entwicklung der kulturellen Praxis und der Mobilität und in Kontinuität zu einer im Kanton bereits etablierten Praxis – zu einer grösseren Solidarität zwischen den Gemeinden bei der Finanzierung der Kultur an.

Die Gemeinden werden ermutigt, sich zu einer «Kulturregion» zusammenzuschliessen, deren Hauptaufgaben im Gesetz festgelegt sind (Abs. 1):

- > (Bst. a) Es handelt sich dabei hauptsächlich um kulturelle Amateuraktivitäten von regionaler Bedeutung, d. h. die Amateurproduktion und die Amateuraktivitäten zur Teilhabe an der Kultur (z. B. Festivals mit Amateurschaffenden), die über die Gemeindeebene hinausgehen. Gemäss der Definition der «kulturellen Aktivitäten» in Artikel 4 Abs. 1 Bst. c sind hier auch Aktivitäten auf regionaler Ebene eingeschlossen, die mit der Erhaltung und Aufwertung des immateriellen Kulturerbes verbunden sind.
- > (Bst. b) Für regionale Kulturinstitutionen: Unterstützung für die Infrastruktur, den Betrieb und die Aktivitäten der kulturellen Produktion, des Zugangs und der Teilhabe an Kultur sowie für den Schutz und die Aufwertung des Erbes regionaler Kulturinstitutionen, insbesondere von regionalen Bibliotheken und Kulturlokalen.

-
- > (Bst. c) Die Region ist auch für die Förderung des Zugangs zur Kultur und der kulturellen Teilhabe im professionellen Bereich von regionaler Bedeutung zuständig (z. B. ein regionales Festival mit professionellen Kunstschaffenden).
 - > (Bst. d) Die Unterstützung des künstlerischen Nachwuchses zielt insbesondere auf die Unterstützung von Personen (insbesondere von jungen Professionellen durch Stipendien, Finanzhilfen, Preise usw.), deren Laufbahn allenfalls relativ schnell eine kantonale Dimension annehmen wird und die somit vom Staat unterstützt werden könnten. Die Unterstützung von Nachwuchskünstlerinnen und -künstlern auf regionaler Ebene ist darum besonders sinnvoll, weil die Region eine grössere Nähe zu ihren Talenten hat und so einen besseren Übergang von der Amateur- zur Berufspraxis der Betroffenen ermöglichen kann.

Diese Liste von Aufgaben ist nicht erschöpfend, da die Regionen weitere Aufgaben übernehmen können (Abs. 2). Obwohl beispielsweise die Unterstützung der professionellen Kulturproduktion in erster Linie in den Zuständigkeitsbereich des Staates fällt, schliesst dies keineswegs ein gemeinsames Engagement von Gemeinden oder Kulturregionen für diese Aktivitäten aus, wie es derzeit z. B. bei der Bereitstellung von Infrastrukturen oder Förderinstrumenten von Zentrumsgemeinden wie Freiburg oder Bulle der Fall ist.

Die Regionen können unterschiedliche Formen annehmen, um ihren spezifischen Rahmenbedingungen gerecht zu werden. Auf der Grundlage der in Absatz 1 genannten Hauptaufgaben und möglicher weiterer Aufgaben, die gemäss Absatz 2 festgelegt werden, ist es Aufgabe jeder Region, ihren eigenen Förderkatalog (Abs. 3) zu erstellen, d. h. die Liste der Förderaktivitäten, bei denen alle oder ein Teil der Mitgliedsgemeinden zusammenarbeiten wollen (z. B. die Unterstützung eines regionalen Theaters usw.). Dieser Förderkatalog wird regelmässig nach den Modalitäten aktualisiert, die von den Gemeinden bei der Konstituierung der Kulturregion festgelegt wurden, mindestens jedoch einmal zu Beginn jeder Legislaturperiode. Die im Rahmen dieses Förderkatalogs gewährte Unterstützung kann die verschiedenen Formen annehmen, die in Artikel 6 definiert sind.

Auf Gemeindeebene konzentriert der Staat seine Tätigkeit auf die Unterstützung dieser Regionalisierung. Zum einen schafft er Anreize für die Schaffung von Kulturregionen. Zum anderen unterstützt er ihren Betrieb und bestimmte Aktivitäten aus ihrem Förderkatalog, je nach kantonaler Bedeutung und nach den Kriterien, die im Ausführungsreglement festgelegt sind (siehe Art. 14 Abs. 3).

Artikel 12 – Organisation der Kulturregionen

Eine «Kulturregion» (Abs. 1) muss als Gemeindeverband (siehe Artikel 109ff GG) eine gewisse Einheit sowie ein ausgeprägtes gemeinsames Interesse im kulturellen Bereich aufweisen. Ihr Umfang entspricht den Realitäten des Gebiets mit seiner vielfältigen kulturellen Praxis, sowohl in der Produktion (Kulturangebot) als auch beim Konsum (Kulturnachfrage).

Mit der Agglomeration Freiburg, Option Gruyère oder Coriolis hat Freiburg bereits mehrere Erfahrungen mit regionalen Zusammenschlüssen gesammelt, sei es zur Unterstützung kultureller Aktivitäten oder kultureller Infrastrukturen. In den anderen Bezirken werden Gemeindezusammenschlüsse in Erwägung gezogen. Auch wenn es sich als notwendig erweist, das Konzept der «Kulturregion» im Gesetz festzuschreiben und die Regionalisierung zu fördern, sollte der geografische Umfang der Kulturregion weder vorgeschrieben noch festgelegt werden (z. B. auf Bezirksebene) sondern flexibel bleiben. Es werden jedoch kumulative Kriterien festgelegt (Abs. 2), um die Relevanz jeder Kulturregion und den Mehrwert dieser Koordinierung zu gewährleisten.

Damit eine Kulturregion vom Staat anerkannt wird, muss sie die gegenwärtigen oder künftigen Interessen eines bedeutenden und zusammenhängenden Einzugsgebiets der Bevölkerung bündeln (Bst. a). Anstatt einen Schwellenwert zu setzen, werden im Reglement Grundsätze festgelegt, die für die Erfüllung dieses Kriteriums ausschlaggebend sind, wie z. B. die kulturellen Konsummuster der verschiedenen möglichen Zielgruppen, kulturelle Gewohnheiten und Praktiken oder die Mobilität der Bevölkerung.

Ausserdem müssen die Gemeinden, aus denen die Kulturregion besteht, zur Finanzierung ihres Betriebs, einschliesslich ihrer Förderaktivitäten beitragen (Bst. b). Die Aufteilung dieser Finanzierung ist den Gemeinden entsprechend ihrer kulturellen Gegebenheiten überlassen, wobei sich die kulturellen Gegebenheiten der Zentrumsgemeinde in der Regel von denen der anderen Gemeinden unterscheiden (siehe Art. 10 Abs. 3). Auch kann

sich diese finanzielle Aufteilung im Laufe der Zeit ändern. Verschiedene Verteilschlüssel sind möglich, z. B. im Verhältnis zur Bevölkerung oder zur Anzahl der Kultureinrichtungen oder zu besonderen Aufgaben, mit «variabler Geometrie». Denn nicht alle Gemeinden in einer Region sind gezwungen, alle Elemente des regionalen Förderkatalogs mitzufinanzieren. Die Gemeinden können sich zu mehreren «Kreisen» zusammenschliessen, die sich auf bestimmte Elemente oder Massnahmen des Förderkatalogs beziehen, zum Beispiel um die jeweiligen Bedürfnisse einer Zentrumsgemeinde oder von Randgemeinden zu berücksichtigen.

Damit eine Kulturregion gut funktioniert, bedarf es ausserdem einer politischen Governance, die die Leitlinien und die zur Verfügung stehenden Mittel festlegt (Bst. c), wobei namentlich die von der Zentrumsgemeinde geschaffene Dynamik zu berücksichtigen sind. Weiter muss sie sich über eine gemeinsame Strategie und das Erreichen von Zielen, die von den Gemeinden gemeinsam verfolgt werden, geeinigt haben (Bst. d). Diese regionale Strategie kann im Übrigen in die auf kantonaler Ebene koordinierte Kulturstrategie einfließen und von ihr profitieren, da auf dieser Ebene die Beteiligung von Vertreterinnen und Vertretern der Regionen (Bst. e) vorgesehen ist (siehe Kap. 3 des neuen Gesetzes).

Darüber hinaus muss die Kulturregion über eine Kulturkommission verfügen, die mit der Analyse und Vergabe der Fördermittel betraut ist. Ihr sollen Expertinnen und Experten sowie Bürgerinnen und Bürger angehören und sie muss für die Kunstbereiche und das jeweilige Gebiet repräsentativ sein (Bst. f). Sie verfügt zudem über ein einziges, ständiges operatives Organ (eine Kulturbeauftragte oder einen Kulturbeauftragten oder sogar ein Kulturamt) und über ausreichende Mittel, um ihre Aufgaben zu erfüllen (Bst. g).

Absatz 3 sieht vor, dass jede Kulturregion grundsätzlich mindestens eine Zentrumsgemeinde umfasst, schliesst aber nicht aus, dass es mehrere geben könnte. Durch die im Gesetz vorgesehenen Koordinationsmodalitäten können sich die Regionen zudem untereinander abstimmen, damit sie nicht zu geschlossenen Räumen werden, sondern stattdessen offenbleiben für die kantonale Ebene und für die Zusammenarbeit auf kantonaler und interkantonaler Ebene.

Zwar sollte eine Gemeinde grundsätzlich – der Einfachheit und Effizienz halber – einer einzigen Kulturregion zugeordnet werden, doch bleiben Ausnahmen möglich, sofern sie für die kulturelle Entwicklung sinnvoll und förderlich sind (Abs. 4). Schliesslich sei daran erinnert, dass die Zentrumsgemeinden aufgrund ihrer Grösse und Besonderheit besondere Aufgaben wahrnehmen können (siehe Art. 10 Abs. 4).

Artikel 13 – Ressourcen der Kulturregionen

Artikel 13 listet die Ressourcen der Kulturregionen auf. Die Beiträge der Gemeinden (Bst. a) werden in Artikel 12 Abs. 2 Bst. b, die des Staates (Bst. b und c) in Artikel 14 Abs. 3 näher erläutert.

Die Regionalisierung wird schrittweise erfolgen, da eine solche Zusammenlegung Zeit für die Abstimmung benötigt. Allerdings kommt dem Staat eine stimulierende und vorschreibende Rolle zu, denn er stellt den Regionen Mittel zur Verfügung, um ihre Konstituierung oder Umstrukturierung zu fördern (Bst. b) und um die Förderaktivitäten und ihren Betrieb zu unterstützen (Bst. c). Teilweise handelt es sich dabei um neue Finanzmittel (vgl. Kapitel 5 dieses Berichts und Art. 14 Abs. 3), mit denen die notwendigen Strukturen für die Einrichtung des kulturellen Ökosystems auf kantonaler Ebene im Dienste der Bevölkerung und der Kulturakteurinnen und -akteure aufgebaut werden sollen.

Es wird durchaus die Möglichkeit bestehen, dass sich eine Gruppe von Gemeinden über die in Buchstabe b festgelegte Unterstützungsfrist vom 31. Dezember 2030 hinaus als Kulturregion konstituiert, allerdings ohne finanziellen Beitrag des Staates für ihre Konstituierung. Nach der Gründung der Kulturregion bleibt eine Unterstützung ihrer Förderaktivitäten (gemäss Förderkatalog) und ihres Betriebs möglich.

Artikel 14 – Aufgaben und Zuständigkeiten des Staates

Bei den in Absatz 1 genannten kulturellen Institutionen handelt es sich um die folgenden (Stand: 2025): Naturhistorisches Museum, Museum für Kunst und Geschichte, Konservatorium, Kantons- und Universitätsbibliothek und – mit Sonderkonditionen – das Staatsarchiv und das Schloss Greyerz. Die ersten fünf liegen in der alleinigen Verantwortung des Staates, mit Ausnahme des Konservatoriums, das von den Gemeinden gemeinsam finanziert wird. Sie sind Gegenstand einer speziellen Gesetzgebung (Gesetz über die kulturellen Institutionen des Staates, KISG).

Absatz 2 zählt die Zuständigkeiten auf, die in erster Linie dem Staat obliegen.

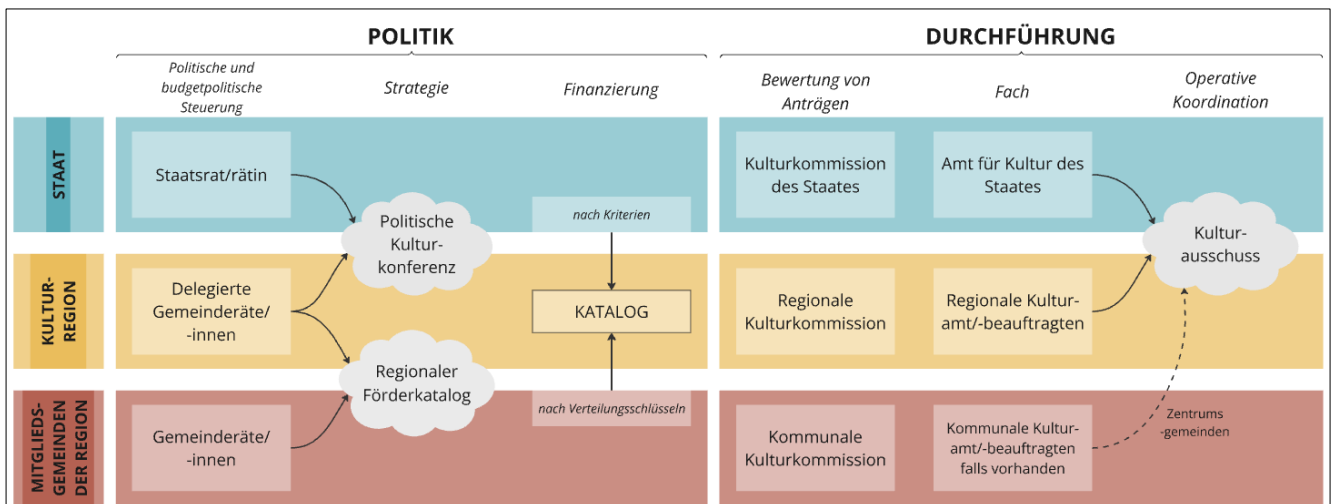
-
- > Viele Grundsätze der Aufgabenverteilung des Gesetzes von 1991 werden übernommen, insbesondere die besondere und wichtigste Aufgabe des Staates in Bezug auf die professionelle Kulturproduktion (Abs. 2 Bst. a, früher als «Kulturschaffen» bezeichnet). Dieser Grundsatz war bei der Entwicklung des heutigen kulturellen Ökosystems von zentraler Bedeutung. Die professionelle Produktion geht oft über die Gemeindegrenzen und die Finanzkraft der betroffenen Gemeinden hinaus, weshalb dem Staat eine besondere Rolle bei der Förderung zugewiesen wird, was eine finanzielle Unterstützung der Gemeinden oder interkommunaler Zusammenschlüsse – wie oben im Kommentar zu Artikel 11 erwähnt – keineswegs ausschliesst.
 - > Unter «Unterstützung kultureller Aktivitäten von kantonaler Bedeutung» (Bst. b) sind sowohl Aktivitäten im Bereich der Produktion als auch (neu) im Bereich des Zugangs zur Kultur und der kulturellen Teilhabe zu verstehen, die von Professionellen wie auch von Amateurrinnen und Amateuren getragen werden und deren kulturelle Wirkung über eine oder mehrere Kulturregionen hinausgeht (z. B. die KulturLegi oder das Kultur-GA oder andere auf kantonaler Ebene eingesetzte Unterstützungsangebote für die kulturelle Teilhabe). Gemäss der Definition der «kulturellen Aktivitäten» in Artikel 4 Abs. 1 Bst. c sind hier auch Aktivitäten eingeschlossen, die mit der Erhaltung und Aufwertung des immateriellen Kulturerbes verbunden sind.
 - > Buchstabe c präzisiert, dass der Staat auf kantonaler Ebene die Kultur in ihrer Transversalität mit anderen Bereichen unterstützt, zum Beispiel Kultur und Unterricht mit dem Förderprogramm Kultur & Schule, den sozialen oder touristischen Bereich usw.
 - > Da die Kultur immer weniger Grenzen kennt, zum Beispiel mit der schrittweisen Schaffung eines Westschweizer Kulturraums, überträgt das Gesetz dem Staat die Verantwortung für die Koordination und Finanzierung dieser Netzwerke, für die Zusammenarbeit und für die Unterstützung der Verbreitung kultureller Werke innerhalb und ausserhalb des Kantons sowie im Ausland (Bst. d) (Kulturkonferenz und Kulturausschuss, Kooperationsabkommen, Austauschprogramme usw.). Der Buchstabe d betrifft auch die Zusammenarbeit innerhalb des Kantons und in diesem Zusammenhang die Verantwortung des Staates für die Unterstützung der in Artikel 7 definierten kantonalen Kulturdachverbände.
 - > Schliesslich spielt der Staat auf nationaler Ebene zum einen eine besondere Rolle in der Zusammenarbeit mit anderen Kantonen, z. B. in der Konferenz der Leiterinnen und Leiter der Ämter für Kultur oder Kulturförderung und der Kulturbeauftragten (KBK/CDAC), d. h. der Schweizer Konferenz mit der Westschweizer Regionalkonferenz, oder in der Plenarversammlung Kultur (AP-culture) der Interkantonalen Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (CIIP) oder auch bei der gemeinsamen Durchführung von Residenzen im Ausland. Andererseits arbeitet er mit dem Bund zusammen (z. B. beim Programm zur Förderung der Zweisprachigkeit) (Bst. e).

Wie bereits erwähnt, hat der Staat gegenüber den Kulturregionen Verantwortung zu tragen und Aufgaben zu erfüllen (Abs. 3). Er möchte ihre Konstituierung oder Umstrukturierung (Bst. a, unter der Voraussetzung, dass diese Schritte innerhalb von fünf Jahren nach Inkrafttreten des Gesetzes vollzogen werden), bestimmte Förderaktivitäten (Bst. b) wie auch ihren Betrieb (Bst. c) unterstützen. Diese Unterstützung kann finanzieller Art sein, aber auch aus direkten Leistungen bestehen, wie der Bereitstellung von Fachwissen (z. B. für die Konstituierung der Region) oder der Unterstützung des Funktionierens der Kulturregionen (insbesondere die Koordination der Kulturkonferenz und des Kulturausschusses, eine kostengünstige koordinierte Anlaufstelle für die Einreichung von Gesuchen, Leistungen staatlicher Kultureinrichtungen zur Förderung der Vernetzung usw.). Bei allen drei Förderformen erfolgt der staatliche Beitrag nicht automatisch, sondern wird vor allem auf der Grundlage des Förderkatalogs der Kulturregion sowie vorab festgelegter Kriterien und Leistungen bestimmt, die im Ausführungsreglement aufgelistet sind. Insbesondere unter Bezugnahme auf die kantonale koordinierte Gesamtstrategie wird eine mehrjährige Vereinbarung zwischen der Kulturregion und dem Staat abgeschlossen, welche die Modalitäten der Zusammenarbeit und Unterstützung festlegt (z. B. Unterstützung im Rahmen der Aufgaben von Kulturinstitutionen). Diese Unterstützung kann nicht an einzelne Gemeinden, sondern nur an Kulturregionen vergeben werden.

Artikel 15 – Ressourcen des Staates

Der kantonale Kulturfonds ist ein wertvolles und bewährtes Instrument der Kulturförderung. Das Ausführungsreglement legt den Status, die Ziele und die Speisung dieses Fonds fest.

Bei der Erfüllung seiner Aufgaben kann der Staat auch auf jede andere geeignete Finanzierungsquelle zurückgreifen: Hierbei handelt es sich insbesondere um halböffentliche (Loterie Romande) oder private Mittel (durch Dritte finanzierte Mittel, öffentlich-private Partnerschaften usw.), die ihm anvertraut werden.



Artikel 16 – Datenschutz

Bei der Erfüllung der Aufgaben und Zuständigkeiten, die ihnen nach diesem Gesetz obliegen, müssen die öffentlichen Körperschaften Personendaten im Sinne von Artikel 4 Abs. 1 des Gesetzes vom 12. Oktober 2023 über den Datenschutz (DSG) (SGF 17.1) verarbeiten. Die öffentlichen Körperschaften, beziehungsweise der Staatsrat und die Gemeinden, legen die sie betreffenden Modalitäten in ihren Ausführungsbestimmungen fest.

4. Befugnisse innerhalb des Staates

Artikel 17 – Befugnisse des Staatsrats

Die verschiedenen Befugnisse des Staatsrats sind in Artikel 17 aufgeführt. Der Staatsrat bestimmt insbesondere die allgemeine Politik des Staates zur Förderung kultureller Aktivitäten (Bst. a), vor allem im Legislaturprogramm der Regierung. Dort berücksichtigt er die mit den Regionen abgestimmte Kulturstrategie. Er entscheidet über die Unterstützungsmassnahmen, die in seiner Zuständigkeit liegen (Bst. d). Es handelt sich hier um Finanzhilfen, deren Höhe eine gewisse, im Reglement festgelegte Schwelle überschreitet. Aktuell handelt es sich um Entscheide für Beträge von über 50 000 Franken. Gemäss Anhang 2 des Ausführungsreglements zum Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHR, SGF 610.11), der die Finanzkompetenzen des Staatsrats, der Direktionen, Anstalten und Dienststellen für Ausgabenverpflichtungen und Unterschriften regelt, ist nun der Staatsrat für Beträge über 100 000 Franken zuständig, die Direktion für Beträge über 50 000 Franken und das Amt für Kultur für Entscheide bis 50 000 Franken. Diese Schwellenwerte werden in den Ausführungsbestimmungen aufgeführt.

Im Rahmen der koordinierten Kulturstrategie (Art. 7) legt der Staatsrat die Organisation und Funktionsweise der Kulturkonferenz und des Kulturausschusses fest, d. h. er schafft den formalen Rahmen. Er ist hingegen nicht für die Ernennung ihrer nichtstaatlichen Mitglieder zuständig.

Artikel 18 – Befugnisse der Direktion

Artikel 18 zählt die Befugnisse der für die Kultur zuständigen Direktion auf (Abs. 1). Sie behandelt insbesondere innerhalb des Staates alle Fragen, die in den Bereich der Förderung kultureller Aktivitäten fallen (Bst. a) und entscheidet über Unterstützungsmassnahmen, die das Reglement nicht in die Zuständigkeit des Staatsrats legt (Bst. c), d. h. insbesondere über Finanzhilfen, deren Betrag unterhalb der im Reglement angegebenen Schwelle liegt. Sie ernennt zudem die Mitglieder der Jurys für die Vergabe besonderer Leistungen (Bst. d), z. B. für die Produktionsförderung im Bereich der darstellenden Künste oder die Vergabe von Stipendien und Kunstresidenzen.

Gemäss Absatz 2 kann die Direktion ihre Entscheidungs- und Unterzeichnungsbefugnis für bestimmte Themen an das für die Kultur zuständige Amt delegieren, namentlich für Entscheide für besondere Arten der Unterstützung (siehe Art. 19 Abs. 3 Bst. d).

Artikel 19 – Befugnisse der Kulturkommission des Staates

Die Kulturkommission ist ein wichtiges beratendes Organ, da ihre Stellungnahmen als Grundlage für die meisten Entscheidungen der Direktion und des Staatsrats im Bereich der Förderung kultureller Aktivitäten dienen.

In der Gesetzgebung von 1991 wird der Grundsatz der Vielfalt der Kulturkommission dem Reglement überlassen. Da es sich um ein grundlegendes Prinzip für die Gewährleistung einer informierten Förderung sowohl im künstlerischen als auch im kulturellen Bereich handelt, wird dieser Grundsatz auf die Gesetzesebene gehoben und um die Begriffe «Expertinnen und Experten» und «Bürgerinnen und Bürger» erweitert (Abs. 2). Die Mitglieder der Kommission müssen also über Kompetenzen in einem oder mehreren künstlerischen Bereichen verfügen und ein ausgeprägtes Interesse am Freiburger Kulturleben zeigen. Die Einzelheiten der Zusammensetzung (insbesondere die Anzahl der Mitglieder) und der Funktionsweise bleiben dem Reglement überlassen.

Die Aufgaben der Kommission sind in Absatz 3 aufgelistet. Die Kommission wird namentlich bei der Vergabe sämtlicher Unterstützungsbeiträge mit Ausnahme von Sonderfällen konsultiert (Bst. d). Diese Sonderfälle betreffen Fördermittel, die von bestimmten Verfahren abhängen (insbesondere wenn die Rolle der Abgabe einer Stellungnahme einer Jury zugewiesen wird, z. B. bei Stipendien oder dem Ankauf von Werken, oder einer anderen Fachinstanz, z. B. beim Programm Kultur & Schule). Dabei handelt es sich derzeit vor allem um folgende Unterstützungen: Entscheidungen über das Programm Kultur & Schule, Stipendien, Kunstresidenzen, Kauf von Werken (wobei die Vorsteherin bzw. der Vorsteher oder eine Vertretungsperson des Amtes automatisch den Vorsitz der Jurys übernimmt), Erneuerung der jährlichen Unterstützung für die Verwaltungskosten eines Vereins, Fördermittel für die Verbreitung und für Residenzen in den Bereichen aktuelle Musik und Bühnenkunst sowie Massnahmen zur internationalen Zusammenarbeit, zur Förderung der Zweisprachigkeit und in Verbindung mit anderen staatlichen Leistungen oder dem Fonds des Staatsrats für kulturelle, sportliche oder soziale Projekte (Fonds aus den Gewinnen der Loterie Romande).

5. *Widerruf, Rückforderung und Rechtsmittel*

Artikel 20 – *Widerruf und Rückforderung von Unterstützungen*

Diese Bestimmung greift die Elemente der Artikel 37 und 38 des Subventionsgesetzes vom 17. November 1999 (SubG, SGF 616.1) auf, die für den Anwendungsbereich dieses Gesetzes als grundlegend erachtet werden und die für eine bessere Verständlichkeit im Kontext dieses Gesetzes leicht umformuliert wurden. Diese Grundsätze gelten für alle öffentlichen Körperschaften. Für den Staat werden sie durch die im SubG vorhandenen Elemente ergänzt.

Artikel 21 – *Rechtsmittel*

Entscheide über die Gewährung von Unterstützungen können auf zwei Arten angefochten werden: Zuerst bei der Stelle, die entschieden hat, auf dem einfachen Weg der Einsprache; dann durch die Rechtsmittel nach dem geltenden Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) (SGF 150.1): Artikel 103 für das Verfahren und Artikel 79 für die Fristen.

5 Auswirkungen des Gesetzesentwurfs

5.1 Finanzielle und personelle Auswirkungen

Die Umsetzung des neuen Gesetzes wird mehrere organisatorische Auswirkungen haben. Sie wird eine teilweise Neuorganisation der Ressourcen der verschiedenen öffentlichen Körperschaften erfordern, um die in Artikel 7 und 8 vorgesehene Koordination zu verwirklichen. Diese Reorganisation wirkt sich insbesondere auf das Amt für Kultur des Staates Freiburg aus, das für die Gesamtkoordination der Arbeiten zuständig ist. Für die anderen

öffentlichen Körperschaften besteht das Ziel der Koordination darin, die Förderpraxis zu verbessern, ohne die Verwaltungsressourcen für die Förderung erhöhen zu müssen. Die Optimierungen, die durch eine klarere und effizientere Koordination möglich sind, werden die Zeit kompensieren, die insbesondere von den Kulturbeauftragten dafür aufgewendet werden muss.

Diese Revision trägt der gebotenen Vorsicht im Hinblick auf die Entwicklung der öffentlichen Finanzen Rechnung, insbesondere vor dem gegenwärtig besorgniserregenden Hintergrund, der die Ausarbeitung eines Programms zur Sanierung der Staatsfinanzen erforderlich macht. Zwar sind mehrere finanzielle Auswirkungen zu erwarten, doch kann das neue Gesetz von zwei Hauptszenarien ausgehen: A) Beibehaltung des derzeitigen Gesamtbudgets und B) Erhöhung des (para-)staatlichen Budgets. Es kann sowohl bei einer «Schönwetterlage» in den öffentlichen Finanzen funktionieren als auch dann, wenn «dunkle Wolken» aufziehen. An dieser Stelle sei daran erinnert, dass die Kulturbudgets der einzelnen öffentlichen Körperschaften nicht gesetzlich festgelegt sind, sondern jedes Jahr im Rahmen ihres jeweiligen Voranschlagsverfahren beschlossen werden.

5.1.1 Finanzielles Szenario A

Das heutige (para)öffentliche Gesamtbudget auf jeder Ebene (Staat, Gemeinden und Loterie Romande) muss *zumindest* beibehalten werden. Eine kostenneutrale Revision, die verschiedene Umschichtungen der heutigen Mittel vorsieht, ermöglicht bereits eine bessere Wirkung und eine grössere Kohärenz der öffentlichen Massnahmen, z. B. durch einen finanziellen Anreizbeitrag des Staates und der Gemeinden für die Regionen, denen Förderaufgaben übertragen werden.

5.1.2 Finanzielles Szenario B

Zwar werden verschiedene Mechanismen zur Optimierung, Bündelung und Priorisierung eingeführt, die eine grössere Wirkung der öffentlichen Massnahmen ermöglichen, doch der Austausch im Rahmen des partizipativen Prozesses führt zu einer einhelligen Feststellung: Angesichts der Erwartungen der Kulturkreise und der Bedeutung, die die öffentlichen Körperschaften der Kultur beimessen, braucht es eine schrittweise Aufstockung der bereitgestellten Mittel, um die ehrgeizigen Ziele und eine echte systemische Wirkung zu erreichen. Für die Konstituierung der Regionen werden eine finanzielle Anreizpolitik des Staates durch zusätzliche Mittel und die finanzielle Solidarität der Gemeinden erwartet.

5.2 Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung

Diese Vorlage wurde mit dem Instrument Kompass²¹ analysiert. Die Gesetzesrevision bringt Verbesserungen in der Art und Weise, wie die Grundsätze der Förderung kultureller Aktivitäten die nachhaltige Entwicklung – sei sie ökologisch, wirtschaftlich oder sozial – einbeziehen, und zwar sowohl auf der Ebene der Konzeption der Förderinstrumente als auch in Bezug auf die Kriterien für die Beurteilung der von den Kulturkreisen eingereichten Projekte. Die Revision strebt somit eine systemische Verbesserung der Nachhaltigkeit des Freiburger Kulturökosystems an.

5.3 Auswirkungen auf die ständige Organisation und andere kantonale Projekte

Diese Revision hat keine Auswirkungen auf die ständige Organisation und andere kantonale Projekte.

5.4 Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden

Die heute bestehende Verflechtung der Förderung zwischen den Ebenen (Staat, Gemeinden, bestehende interkommunale Vereinbarungen) erweist sich mitunter als wenig effizient, um flexibel auf kulturelle und gesellschaftliche Herausforderungen zu reagieren, und es besteht ein starkes Bedürfnis nach besserer Zusammenarbeit. Die vorliegende Revision klärt diese Aufteilung, hat aber keine Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden. Stattdessen schreibt sie eine fakultative Zwischenebene fest, nämlich die der «Kulturregion», die in Form von Gemeindeverbänden organisiert ist. Wo der Staat im Gesetz von 1991 Veranstaltungen mit regionalem Charakter direkt – aber subsidiär – unterstützen konnte, behält er im vorliegenden Gesetzesentwurf das gleiche Engagement durch indirekte Unterstützung über die Kulturregionen bei.

5.5 Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht (Verfassungsmässigkeit, Bundesrechtskonformität und Europaverträglichkeit des Entwurfs)

Die Gesetzesvorlage steht in Einklang mit der Bundes- und Kantonsverfassung. Sie ist mit dem europäischen Recht vereinbar.

5.6 Abschliessende Beantwortung parlamentarischer Vorstösse

Mit dieser Vorlage wird die Motion Laurent Dietrich 2022-GC-65 «Totalrevision des Gesetzes über kulturelle Angelegenheiten (KAG)» abschliessend beantwortet.

5.7 Unterstellung unter das Gesetzes- oder Finanzreferendum

Diese Gesetzesvorlage untersteht dem Gesetzesreferendum. Die Vorlage erfüllt aufgrund ihrer vorhersehbaren finanziellen Auswirkungen nicht die Voraussetzungen für ein fakultatives oder obligatorisches Finanzreferendum (Art. 45 und 46 der Verfassung des Kantons Freiburg).

6 Schlussbemerkungen

—

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass der Gesetzesentwurf mit seinen Grundprinzipien (Kap. 3) eine effiziente und partnerschaftliche Neuorganisation der öffentlichen Kulturförderung ermöglichen wird, einem wichtigen Sektor des Kantons Freiburg, der sich so weiterentwickeln kann. Er fordert den Grossen Rat auf, den Gesetzesentwurf über die Förderung kultureller Aktivitäten gemäss den Modalitäten der vorliegenden Botschaft anzunehmen.

Annexe

GRAND CONSEIL

2023-DFAC-3

Projet de loi :
Révision totale de la loi du 24 mai 1991
sur les affaires culturelles (LAC)

Propositions de la commission ordinaire CAH-2025-005

Présidence : Antoinette de Weck

Membres : Laurent Dietrich, Liliane Galley, Gabriel Kolly, Grégoire Kubski, Pierre Mauron, Savio Michellod, Jean-Daniel Schumacher, Esther Schwaller-Merkle, Katharina Thalmann-Bolz, Julien Vuilleumier

Membres remplaçants : Marie Levrat, Pascale Michel

Entrée en matière

Par 10 voix contre 0 et 0 abstention (1 membre est excusé), la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

I. Acte principal : LEAC

Art. 2, titre médian

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 2 al. 3

³ En veillant au développement du tissu culturel dans les régions, il encourage la circulation et la diffusion de la production culturelle des activités culturelles au sein du canton, au niveau suisse et au niveau international.

Anhang

GROSSER RAT

2023-DFAC-3

Gesetzesentwurf:
Totalrevision des Gesetzes vom 24. Mai 1991
über die kulturellen Angelegenheiten (KAG)

Antrag der ordentlichen Kommission AHK-2025-005

Präsidium: Antoinette de Weck

Mitglieder: Laurent Dietrich, Liliane Galley, Gabriel Kolly, Grégoire Kubski, Pierre Mauron, Savio Michellod, Jean-Daniel Schumacher, Esther Schwaller-Merkle, Katharina Thalmann-Bolz, Julien Vuilleumier

Ersatzmitglieder: Marie Levrat, Pascale Michel

Eintreten

Mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (1 Mitglied ist entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

I. Haupterlass : FKAG

Art. 2, Artikelüberschrift

A1 ~~Ambition~~ Zweck

Art. 2 Abs. 3

A2 ³ Er sorgt für die Entwicklung des kulturellen Gefüges in den Regionen und fördert damit die Zirkulation und Verbreitung der Kulturproduktion kulturellen Aktivitäten im Kanton und auf schweizerischer und internationaler Ebene.

Art. 4 al. 1 let. b

[¹ Au sens de la présente loi, on entend par:]

- b) production culturelle, le processus permettant la réalisation d'une œuvre culturelle, comprenant en général la recherche, la création, la présentation publique, la médiation et la diffusion ainsi que la formation continue;

Art. 4 al. 1 let. d

[¹ Au sens de la présente loi, on entend par:]

- d) acteur ou actrice ~~culturel~~ culturel-e, toute personne physique menant des activités culturelles, notamment dans les domaines artistique, technique, administratif, artisanal ou de médiation;

Art. 6 al. 4

⁴ Lorsqu'elles disposent d'une politique culturelle et afin de la soutenir, les collectivités publiques peuvent recourir à des critères supplémentaires à ceux de l'article 6 al. 2.

Art. 7 al. 2 let. a [représentant-e-s du Grand Conseil]

[² Pour se coordonner, les collectivités publiques sont organisées en particulier en:]

- a) une Conférence culturelle politique fribourgeoise (ci-après: la Conférence culturelle) composée du Conseiller ou de la Conseillère d'Etat en charge de la culture, de trois député-e-s, élu-e-s par le Grand Conseil, ainsi que [...];

Art. 7 al. 2 let. a [représentant-e-s des régions culturelles]

[² Pour se coordonner, les collectivités publiques sont organisées en particulier en:]

- a) une Conférence culturelle politique fribourgeoise (ci-après: la Conférence culturelle) composée [...] ~~d'élue-s en charge de la culture des régions culturelles et des communes~~ d'un-e représentant-e par région culturelle [...];

Art. 4 Abs. 1 Bst. b

A3 [¹ In diesem Gesetz bedeuten:]

Kulturproduktion: Prozess zur Realisierung eines kulturellen Werks, der insbesondere die Recherche, das kreative Schaffen, die öffentliche Präsentation, die Vermittlung und die Verbreitung sowie die Weiterbildung umfasst;

Art. 4 Abs. 1 Bst. d

A4 *Betrifft nur den französischen Text.*

Art. 6 Abs. 4

A5 ⁴ Wenn sie über eine Kulturpolitik verfügen, können öffentliche Körperschaften zu deren Unterstützung auf Kriterien zurückgreifen, die über die Kriterien nach Artikel 6 Abs. 2 hinausgehen.

Art. 7 Abs. 2 Bst. a [Vertreter-innen des Grossen Rates]

A6 [² Um sich zu koordinieren, organisieren sich die öffentlichen Körperschaften insbesondere in:]

- a) einer politischen Kulturkonferenz des Kantons Freiburg (Kulturkonferenz), die sich aus der für die Kultur zuständigen Staatsrätin oder dem für die Kultur zuständigen Staatsrat, drei vom Grossen Rat gewählten Grossrätinnen oder Grossräten und [...] zusammensetzt;

Art. 7 Abs. 2 Bst. a [Vertreter-innen der Kulturregionen]

A7 [² Um sich zu koordinieren, organisieren sich die öffentlichen Körperschaften insbesondere in:]

- a) einer politischen Kulturkonferenz des Kantons Freiburg (Kulturkonferenz), die sich aus [...] ~~und aus~~ gewählten, für die Kultur zuständigen Vertreterinnen und Vertretern der Kulturregionen, einer Vertreterin oder einem Vertreter pro Kulturregion [...] zusammensetzt;

Art. 7 al. 2 let. a [représentant-e-s des communes(-centres)]

[² Pour se coordonner, les collectivités publiques sont organisées en particulier en:]

- a) une Conférence culturelle politique fribourgeoise (ci-après: la Conférence culturelle) composée du Conseiller ou de la Conseillère d'Etat en charge de la culture, [...] ~~d'élus en charge de la culture~~ [...] ~~des communes~~ d'un-e représentant-e par commune-centre;

Art. 10 al. 1, phr. intr.

¹ Les missions et responsabilités suivantes sont ~~en principe~~ du ressort principal des communes:

Art. 10 al. 3

Biffer [alinéa modifié et déplacé à l'article 11 al. 4]

Art. 11 al. 4

⁴ La commune-centre (art. 12 al. 3) peut assumer seule des missions et des responsabilités au profit de l'ensemble de la région (art. 12).

Art. 12 al. 2 let. f

[² La constitution, l'organisation et le fonctionnement de la région culturelle] répondent aux critères cumulatifs suivants:]

- f) disposer d'une commission culturelle représentative permanente pour préaviser l'attribution des soutiens;

Art. 12 al. 2 let. g

[² La constitution, l'organisation et le fonctionnement de la région culturelle] répondent aux critères cumulatifs suivants:]

- g) disposer d'une capacité opérationnelle et financière ~~permanente~~ appropriée pour remplir les missions et responsabilités mutualisées.

Art. 12 al. 3 et 4

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 7 Abs. 2 Bst. a [Vertreter-innen der (Zentrums-)Gemeinden]

[² Um sich zu koordinieren, organisieren sich die öffentlichen Körperschaften insbesondere in:]

- a) einer politischen Kulturkonferenz des Kantons Freiburg (Kulturkonferenz), die sich aus der für die Kultur zuständigen Staatsrätin oder dem für die Kultur zuständigen Staatsrat, [...] ~~aus gewählten, für die Kultur zuständigen Vertreterinnen und Vertretern der [...] Gemeinden~~ einer Vertreterin oder einem Vertreter pro Zentrumsgemeinde zusammensetzt;

Art. 10 Abs. 1, einl. Satz

Betrifft nur den französischen Text.

Art. 10 Abs. 3

Streichen [wird neu, in abgeänderter Form, Artikel 11 Abs. 4].

Art. 11 Abs. 4

⁴ Die Zentrumsgemeinde (Art. 12 Abs. 3) kann Zuständigkeiten und Aufgaben zugunsten der gesamten Region (Art. 12) allein übernehmen.

Art. 12 Abs. 2 Bst. f

[² Eine Kulturregion erfüllt von ihrem Aufbau, ihrer Organisation und ihrer Funktionsweise her die folgenden kumulativen Kriterien:]

- f) Sie verfügt über eine ständige repräsentative Kulturkommission für die Stellungnahme zur Vergabe von Fördermitteln;

Art. 12 Abs. 2 Bst. g

[² Eine Kulturregion erfüllt von ihrem Aufbau, ihrer Organisation und ihrer Funktionsweise her die folgenden kumulativen Kriterien:]

- g) Sie besitzt ~~ständige~~ geeignete operative und finanzielle Kapazitäten für die Erfüllung gemeinsamer Aufgaben und Zuständigkeiten.

Art. 12 Abs. 3 und 4

³ ~~In der Regel umfasst sie~~ Sie umfasst grundsätzlich mindestens eine Zentrumsgemeinde.

⁴ Eine Gemeinde wird ~~in der Regel~~ grundsätzlich einer einzigen Kulturregion zugeordnet.

Art. 13 al. 1 let. b

[¹ Les ressources des régions culturelles proviennent:]

- b) jusqu'au 31 décembre ~~2030~~ 2032 (art. 14 al. 3 let. a), des contributions financières et en prestation de l'Etat pour leur création;

A14**Art. 13 Abs. 1 Bst. b**

[¹ Die Ressourcen der Kulturregionen stammen:]

- b) bis zum 31. Dezember ~~2030~~ 2032 (Art. 14 Abs. 3 Bst. a) aus Beiträgen des Staates zur Finanzierung ihrer Konstituierung;

Art. 13 al. 1 let. c

[¹ Les ressources des régions culturelles proviennent:]

- c) des contributions logistiques de l'Etat pour leur fonctionnement ordinaire ainsi que des contributions de l'Etat pour le financement de leur catalogue d'encouragement (~~art. 12~~ art. 14 al. 3 let. b et c);

A15**Art. 13 Abs. 1 Bst. c**

[¹ Die Ressourcen der Kulturregionen stammen:]

- c) aus logistischen Beiträgen des Staates an ihren laufenden Betrieb sowie an die Finanzierung ihres Förderkatalogs (~~Art. 12~~ Art. 14 Abs. 3 Bst. b und c);

Art. 14, ordre des alinéas

Inverser l'ordre des alinéas 1 et 2.

A16**Art. 14, Reihenfolge der Absätze**

Die Reihenfolge der Absätze 1 und 2 umkehren.

Art. 14 al. 2 let. b

[² Les missions et responsabilités suivantes sont du ressort principal de l'Etat:]

- b) soutien à des activités culturelles amateurs et professionnelles d'envergure cantonale;

A17**Art. 14 Abs. 2 Bst. b**

[² Folgende Aufgaben und Zuständigkeiten liegen grundsätzlich in der Verantwortung des Staates:]

- b) Unterstützung kultureller Aktivitäten von kantonaler Bedeutung sowohl im professionellen als auch im Amateurbereich;

Art. 14 al. 3, phr. intr. et let. a

³ Les missions et responsabilités de l'Etat vis-à-vis des régions culturelles (art. 13 al. 1 let. b et c) sont les suivantes:

- a) contribution temporaire à la création des régions culturelles (~~art. 13 al. 1 let. b~~);

A18**Art. 14 Abs. 3, einl. Satz und Bst. a**

³ Gegenüber den Kulturregionen (Art. 13 Abs. 1 Bst. b und c) hat der Staat folgende Aufgaben und Zuständigkeiten:

- a) befristeter Beitrag für die Konstituierung von Kulturregionen (~~Art. 13 Abs. 1 Bst. b~~);

Art. 15 al. 1 let. b

[¹ Les ressources de l'Etat proviennent:]

- b) du Fonds cantonal de la culture, incluant notamment un fonds pour les contributions aux régions culturelles (art. 14 al. 3 let. a et b);

A19**Art. 15 Abs. 1 Bst. b**

[¹ Die Ressourcen des Staates stammen aus:]

- b) dem kantonalen Kulturfonds einschliesslich eines Fonds für die Beiträge an die Kulturregionen (Art. 14 Abs. 3 Bst. a und b);

Art. 15 al. 2

² Le canton augmente progressivement sa contribution aux activités culturelles pour atteindre un montant de Fr. 30.- par habitant d'ici 2035 puis le maintenir.

A20**Art. 15 Abs. 2**

² Der Kanton erhöht seinen jährlichen Beitrag an die kulturellen Aktivitäten laufend, damit dieser bis 2035 einen Betrag von Fr. 30.- pro Einwohner erreicht und anschliessend beibehält.

IV. Clauses finales

Clause référendaire

La présente loi est soumise au referendum législatif. ~~Elle n'est pas soumise~~ **A21** ~~et au referendum financier facultatif.~~

Vote final

Par 10 voix contre 0 et 0 abstention (1 membre est excusé), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Amendements

Art. 5 al. 1

Biffer.

Art. 5 al. 3 let. b

[³ Dans ce cadre, les collectivités publiques veillent notamment au respect:]
b) de la liberté de l'art et de la liberté éditoriale;

Art. 5 al. 4

⁴ Les collectivités publiques veillent à la cohérence de leurs actions en matière d'encouragement de la culture, ainsi qu'entre la culture et, en particulier, la formation, la cohésion sociale, la santé ou le développement économique et touristique.

IV. Schlussbestimmungen

Referendumsklausel

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. ~~Es untersteht nicht dem~~ **A21** ~~und dem fakultativen~~ Finanzreferendum.

Schlussabstimmung

Mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (1 Mitglied ist entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen:

Änderungsanträge

Art. 5 Bst. 1

Streichen.

Art. 5 Abs. 3 Bst. b

Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. 5 Abs. 4

Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. 6 al. 1 let. a, 1^{re} phr.

[¹ Les soutiens, qui peuvent être assortis de conditions ou de charges, peuvent prendre les formes suivantes:]

- a) aides financières: subventions (~~y compris garanties de déficit~~), prix et bourses. [...];

Art. 14 al. 2 let. f

[² Les missions et responsabilités suivantes sont du ressort principal de l'Etat:]

- f) soutenir et promouvoir le bénévolat dans les lieux culturels;

Art. 6 Abs. 1 Bst. a, 1. Satz

A93 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Art. 14 Abs. 2 Bst. f

A94 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition A2, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention.

A2
CE

La proposition A3, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 9 voix contre 0 et 1 abstention.

A3
CE

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A90, est acceptée par 7 voix contre 3 et 0 abstention.

CE
A90

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A91, est acceptée par 4 voix contre 1 et 5 abstentions.

CE
A91

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A92, est acceptée par 6 voix contre 2 et 2 abstentions.

CE
A92

La proposition A93, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 6 voix contre 3 et 1 abstention.

A93
CE

La proposition A5, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

A5
CE

La proposition A6, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

A6
CE

La proposition A7, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

A7
CE

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

Antrag A2 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Antrag A3 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 9 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung.

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A90 mit 7 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A91 mit 4 zu 1 Stimmen bei 5 Enthaltungen.

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A92 mit 6 zu 2 Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Antrag A93 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 6 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung.

Antrag A5 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Antrag A6 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Antrag A7 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

La proposition A8, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A8 CE	Antrag A8 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A9, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 6 voix contre 4 et 0 abstention.	A9 CE	Antrag A9 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 6 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A10, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention.	A10 CE	Antrag A10 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A11, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention.	A11 CE	Antrag A11 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A12, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention.	A12 CE	Antrag A12 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A14, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention.	A14 CE	Antrag A14 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A17, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention.	A17 CE	Antrag A17 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A94, est acceptée par 7 voix contre 2 et 1 abstention.	CE A94	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A94 mit 7 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung.
La proposition A19, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A19 CE	Antrag A19 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A20, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A20 CE	Antrag A20 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Deuxième lecture

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A93, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

**CE
A93**

Zweite Lesung

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A93 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Troisième lecture

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A93, est acceptée par 8 voix contre 2 et 0 abstention.

**CE
A93**

Dritte Lesung

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A93 mit 8 zu 2 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Le 1^{er} décembre 2025

Den 1. Dezember 2025